

L'école en première ligne face aux inégalités

► Après le confinement puis les vacances, la rentrée a lieu, mardi 1^{er} septembre, dans un contexte inédit pour 12,4 millions d'élèves

► Au-delà des risques sanitaires, l'urgence est de remettre à niveau des enfants et des adolescents dont les habitudes de travail ont été bouleversées

► Même si des dispositifs d'évaluation et de soutien sont prévus, bien des enseignants se demandent comment sauver les nombreux « décrocheurs »

► Selon les spécialistes du monde éducatif, la crise des six derniers mois a fortement aggravé les disparités entre les élèves

PAGES 10-11 ET 28-29

ÉDITORIAL
**SOUTENIR
LES ENSEIGNANTS**

PAGE 30

Covid-19

Comment les grandes villes s'organisent

De Lyon à Marseille, de Toulouse à Lille, les initiatives se multiplient (tests, distributions de masques...) pour tenter d'éviter une nouvelle vague de contaminations

PAGE 12

Racisme

Large soutien à Danièle Obono, députée LFI

Après la publication dans l'hebdomadaire ultraconservateur « Valeurs actuelles » de dessins représentant en esclave l'élue LFI de Paris Danièle Obono, une grande partie de la classe politique a dénoncé ces attaques racistes. Le magazine a présenté ses excuses

PAGE 13

EN BIÉLORUSSIE, LA RUE PERSISTE À DÉFIER LE POUVOIR

► Chaque dimanche, les manifestants protestent contre le président Loukachenko

PAGE 2



Le 30 août, à Minsk (Biélorussie). AP PHOTO

Economie

Le groupe Veolia part à l'assaut de Suez

Le numéro un mondial du traitement de l'eau et des déchets, qui emploie près de 180 000 personnes sur la planète, veut acquérir 29,9 % de son concurrent Suez. Interrogé par « Le Monde », le PDG de Veolia, Antoine Frérot, précise sa démarche

PAGE 15

Europe

D'un pays à l'autre, des plans de relance variés

Alors que le gouvernement français doit présenter son propre plan, jeudi 3 septembre, des stratégies très diverses ont été élaborées à l'étranger pour tenter de surmonter la grave crise actuelle

PAGES 16-17

Liban

A Beyrouth, Macron espère un changement politique profond

PAGE 6

Royaume-Uni

Entre l'épidémie et le Brexit, la difficile rentrée de Boris Johnson

PAGE 4

Russie

Navalny, l'homme dont Poutine ne prononce jamais le nom

PAGE 22

Dossier Le confinement a accentué la fracture numérique

MÊME si l'exclusion numérique existait en France bien avant l'épidémie liée au coronavirus, le confinement l'a mise cruellement en lumière. En accentuant la dépendance aux démarches et activités sur Internet, et en retardant encore le déploiement de la couverture très haut débit du territoire, cette période très particulière a renforcé les inégalités d'accès au numérique. De nombreux foyers ont été dans l'impossibilité d'assurer l'école à distance pour leurs enfants ou le télétravail.

PAGES 18-19

Football

Septième Ligue des champions pour les Lyonnaises

PAGE 20

LE REGARD DE PLANTU





Maria Kolesnikova, l'une des chefs de file de l'opposition biélorusse, lors du rassemblement de dizaines de milliers de manifestants, à Minsk, dimanche 30 août. AP

Loukachenko menace, l'opposition mobilise

Les Biélorusses ont manifesté en grand nombre dimanche ; le président contesté est invité à Moscou

MINSK, MOSCOU - correspondants

Cela commence à ressembler à une routine, presque à un théorème scientifique : plus le président Alexandre Loukachenko tente d'intimider les Biélorusses, plus ceux-ci sont nombreux à descendre dans la rue pour exiger son départ. Dimanche 30 août, des dizaines de milliers d'entre eux ont de nouveau manifesté à Minsk et ailleurs dans le pays, malgré la détermination des autorités à les en empêcher et le climat de peur que tente d'installer le pouvoir.

Les 9 millions d'habitants de ce pays semblent même s'être habitués aux outrances que leur réserve semaine après semaine M. Loukachenko. Le chef de l'Etat, qui fêtait dimanche ses 66 ans, dont vingt-six au pouvoir, a répété son coup d'éclat de la semaine précédente. Dans la soirée, il est de nouveau apparu dans le palais présidentiel, le corps ceint d'un gilet pare-balles, fusil automatique à la main, posture menaçante. Comme pour donner plus de poids à ces images rebattues, des blindés armés de canons entraient dans la capitale au même moment, dans la soirée. Ils se sont ensuite dispersés dans la ville sans intervenir dans le face-à-face entre le dirigeant et son peuple.

Aveu d'impuissance

Le message envoyé par Alexandre Loukachenko est certes limpide, mais il sonne de plus en plus comme un aveu d'impuissance. Non seulement la menace ne fonctionne plus, mais elle semble galvaniser le mouvement de protestation. Trois semaines après sa réélection frauduleuse, le 9 août, point de départ d'une contestation inédite, le président biélorusse paraissait en effet vouloir siffler la fin de partie. Immobiles les semaines précédentes, les forces anti-meutes avaient, semble-t-il, reçu

l'ordre d'empêcher un rassemblement de se former. Déployés en masse et appuyés par des véhicules, les policiers ont tenté, dès la fin de matinée, de bloquer les différents cortèges qui affluaient vers la place de l'Indépendance.

L'un des lieux de rassemblement habituels, le monument à la libération de Minsk, devant le Musée de la guerre, était ainsi entièrement bouclé, gardé par de jeunes soldats. A quelques mètres des barbelés, Valentina, infirmière tout juste à la retraite, attend de voir par quel côté elle pourra passer.

Cette femme de 60 ans a rejoint la protestation dès le soir du 9 août, choquée par l'ampleur de la fraude électorale. Les violences qui ont suivi, du côté des forces de l'ordre, ont renforcé sa détermination. Cela ne l'empêche pas de regarder avec compassion les conscrits qui gardent la place. « Ils sont tout équipés, avec cette chaleur... et bloqués ici, eux qui n'ont même pas 18 ans... »

Les policiers ont aussi procédé à des arrestations (140 de source officielle), choisissant au hasard parmi les cortèges de manifestants pacifiques, pour intimider la masse. La réapparition des vans banalisés desquels surgissent des hommes masqués ou en civil a pu laisser craindre un nouveau déchaînement de violence, comme lors des quelques jours qui avaient suivi l'élection. Les manifestants étaient alors systématiquement

battus en pleine rue et des dizaines d'actes de torture ont été commis en détention.

Guennadi, un professeur d'université de 61 ans, ne semble même pas accorder d'importance à cette menace. Lui craignait plutôt les orages, qui pourraient dissuader la foule. Assis sur un banc, il observe avec satisfaction les rues noires de monde. « *Regardez combien nous sommes, c'est tout simplement impossible d'étouffer une telle mobilisation, s'enthousiasme-t-il. Mais cela aurait été impossible sans la magnifique manifestation des femmes ce samedi.* »

Ce rassemblement, qui a, une fois de plus, vu les femmes jouer les premiers rôles, a en effet redonné du souffle à la contestation, à la veille de la mobilisation cruciale de dimanche. Il a vu des milliers de femmes, habillées souvent en blanc, défiler dans Minsk et forcer les cordons de police qui tentaient de les contenir.

Dégradation de l'économie

Sans se départir de leur stratégie non violente, les manifestants ont, dimanche aussi, réussi à contourner ou à faire reculer les cordons policiers, pour se regrouper en une immense marée humaine sur l'avenue des Vainqueurs. La foule était au moins aussi nombreuse que la semaine précédente, soit une estimation basse de 100 000 personnes. De rares affrontements ont eu lieu lorsque des manifestants ont tenté d'empêcher l'arrestation de l'un des leurs. Des rassemblements fournis ont aussi eu lieu à Gomel, Brest, Vitebsk, Moguilev ou Grodno, et dans des villes de moindre importance.

« Chaque dimanche ressemble à une fête nationale, se réjouit Ekaterina, une photographe de 29 ans. Regardez comme ils sont beaux et déterminés », ajoute la jeune femme en désignant les quelques milliers de manifestants qui restent groupés à proximité du palais

« Regardez combien nous sommes. C'est impossible d'étouffer une telle mobilisation »

GUENNADI
professeur d'université

présidentiel, sous la pluie, après que le gros de la manifestation s'est dispersé. Une fois de plus, c'est la taille de la foule qui a constitué une garantie de sécurité pour les manifestants. Le face-à-face semble de plus en plus se concentrer autour de ces dimanches où chaque camp expose sa détermination. Là, la fluidité de la protestation et son absence de leader apparaissent comme une force, lui permettant d'éviter la confrontation directe. Le reste du temps, le régime Loukachenko semble mieux armé pour réprimer.

Toute la semaine, les multiples actions de l'opposition, originales et créatives, ont donné lieu à des arrestations. La bataille souterraine dans les entreprises est elle aussi impitoyable : les meneurs des grèves dans les usines sont intimidés par le KGB – la police poli-

tique –, ou licenciés. A l'inverse, la forte dégradation de l'économie biélorusse affaiblit la position des autorités.

« Nous savons qu'obtenir la victoire prendra du temps, disait cette semaine au Monde Maria Kolesnikova, l'unique représentante du triumvirat formé autour de l'ancienne candidate Svetlana Tsikhanovskaïa à ne pas avoir fui le pays. Les changements qui ont lieu dans la société biélorusse sont profonds, ils touchent à la formation d'une conscience nationale, au respect de soi-même. Face à cela, le pouvoir ne peut rien. Nous devons seulement continuer à montrer notre détermination et notre refus de la peur. »

Rumeurs d'intervention russe

Alexandre Loukachenko ne paraît pas prêt non plus à modifier sa stratégie. Le président a rejeté d'emblée le dialogue avec le conseil de coordination formé autour de M^{me} Tsikhanovskaïa, et convoqué ou emprisonné ses membres. La semaine dernière, il qualifiait encore ceux qui défient son autorité de « rats ». La répression semble même devoir s'intensifier dans les jours à venir. C'est en tout cas le message envoyé par les expulsions de nombreux journalistes étrangers du pays (sauf russes) et le retrait de l'accréditation de

certains médias installés de très longue date en Biélorussie. L'Agence France-Presse (AFP) voit ainsi deux de ses journalistes interdits de travailler.

Le président semble aussi revigoré par les marques de soutien envoyées par la Russie voisine. M. Loukachenko, qui aura tenté à toute force ces dernières années de résister aux tentatives russes de rogner la souveraineté biélorusse, s'est mis entièrement dans la main de Moscou pour sauver son pouvoir. Des spécialistes envoyés de Russie remplacent d'ores et déjà les personnels de la télévision publique en grève.

Jeudi, Vladimir Poutine a évoqué la formation d'une « réserve d'agents des forces de l'ordre » prêts à intervenir en soutien aux forces biélorusses. Cette intervention est certes soumise à l'apparition de violences du côté d'« éléments extrémistes », mais cette annonce est en soi un appui à M. Loukachenko. Le président russe, qui intime aux autres nations de rester à l'écart de la crise biélorusse, a justifié ce geste par la « proximité » entre Moscou et Minsk et les demandes de son homologue. Le Kremlin aurait aussi effacé un milliard de dollars (846 millions d'euros) de dette biélorusse.

« Je n'ai pas peur d'une intervention russe, malgré les rumeurs permanentes sur des arrivées d'avions-cargos, balaie la vieille Valentina, l'infirmière retraitée. Nous sommes trop liés pour que les Russes nous fassent ça, et ça n'aurait pas de sens pour eux. »

Dimanche, M. Poutine a réitéré ce soutien, lors des heures incertaines dans la matinée. Après avoir félicité M. Loukachenko à l'occasion de son anniversaire, le dirigeant russe a invité le Biélorusse à venir à Moscou « dans les semaines à venir ». Au menu des discussions, un « approfondissement de l'union » entre les deux pays. ■

ALEXANDRA GOUBARIOVA
ET BENOÎT VITKINE

Les Européens mettent en garde contre une intervention russe en Biélorussie

L'Union européenne (UE) appelle Moscou à « respecter les choix démocratiques » des Biélorusses, sans interférer contre la mobilisation en cours contre Alexandre Loukachenko. « Si la Russie respecte l'indépendance et la souveraineté d'une nation, elle doit respecter les souhaits et les choix démocratiques » des Biélorusses, a déclaré à la presse le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, vendredi 28 août, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept, à Berlin. La veille, le président russe, Vladimir Poutine, s'était dit prêt à déployer des forces dans ce pays voisin si la situation dégénérait. Le président français, Emmanuel Macron, a, de son côté, souligné que « toute intervention extérieure en Biélorussie (...) conduirait à internationaliser cette question » et que « le pire est l'intervention russe ».



**Avançons
solidaires,
protégeons
chacun**

**Depuis 60 ans,
la Macif s'engage
à vos côtés**



Crédit photo : Getty Images - Visualspace.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.

Essentiel pour moi

Eté raté et rentrée compliquée pour Boris Johnson

Les méthodes et la versatilité du dirigeant britannique, pris de court par le Covid-19, sont de plus en plus critiquées

LONDRES - *correspondante*

C hemise à carreaux ouverte sur la poitrine, chaussures de marche aux pieds, Boris Johnson sourit faiblement. Il porte son fils Wilfred, 4 mois, dans un porte-bébé kangourou. A ses côtés, sa compagne Carrie Symonds, en short à fleurs, tient Dylan dans ses bras, leur jack russel. Derrière eux, on devine la lande et la mer. Le cliché a été pris mi-août, dans la péninsule d'Applecross, dans les Highlands, en Ecosse, où le premier ministre britannique et sa compagne se sont échappés pour quelques jours de repos loin du 10 Downing Street.

Rien à voir avec les vacances pour happy few que le couple s'était octroyées début 2020 sur Moustique, l'île des milliardaires dans les Caraïbes. Et pourtant, Boris Johnson a une fois de plus suscité la polémique. Sur les réseaux sociaux, on a critiqué sa manière de porter son fils, les tabloïds se sont délectés du supposé coup de colère d'un agriculteur écossais, furieux qu'il ait planté une tente dans son champ sans autorisation... Décidément, l'été fut raté pour le dirigeant britannique, et huit mois après son triomphe aux élections générales de décembre 2019, Boris Johnson et son gouvernement au bilan déjà fragile (avec 42 000 décès du Covid-19, le plus lourd tribut en Europe à ce jour), sont confrontés à une rentrée scolaire et parlementaire électrique.

Réalisé pour le compte de l'hebdomadaire *The Observer* samedi 29 août, un sondage de l'institut Opinium donne la mesure du problème : le Parti travailliste est désormais au coude-à-coude avec les conservateurs au pouvoir, à environ 40 % d'opinions favorables, alors qu'en mars les tories disposaient encore de 26 points d'avance. Le leader travailliste Keir Starmer, successeur de Jeremy Corbyn, ne brille pas par son charisme mais il inspire la compétence et la constance. Précisément ce qui semble manquer de plus en plus au cabinet Johnson.

Le *Financial Times* s'est prêté à l'exercice fin août : le quotidien a dénombré douze « U Turns », rétropédalages gouvernementaux, depuis le début de la pandémie. Choix puis abandon de la stratégie d'immunité collective face à la pandémie mi-mars, réouverture des écoles promise pour juin puis abandonnée, port du masque d'abord rejeté dans les transports publics, les magasins ou les écoles, mais finalement adopté, etc. Rien de tel pour éroder la confiance du grand public. Le fiasco des « A Levels » (équivalent du baccalauréat) a eu un effet particulièrement désastreux. Mi-août, Gavin Williamson, le ministre de l'éducation, a dû revenir sur sa parole et abandonner un logiciel de notations entraînant de considérables injustices pour les élèves – il revoyait souvent à la baisse les appréciations des professeurs, hypothéquant des dizaines de milliers d'entrées à l'université.

« Cette manière de gouverner largement non interventionniste n'est pas adaptée par temps de crise »

STEVEN FIELDING
professeur d'histoire politique

Nicola Sturgeon, la première ministre écossaise, a fait le choix d'un logiciel similaire pour évaluer les lycéens écossais et pallier à l'annulation des examens. L'outil a produit des résultats tout aussi désastreux début août, mais la dirigeante a su rapidement l'abandonner tandis que M. Williamson, seul au front, s'est embourbé dans la polémique pendant près d'une semaine. Boris Johnson n'est sorti de son silence que fin août sur le sujet, qualifiant le logiciel de « mutant » sans pour autant sanctionner son ministre : c'est un haut fonctionnaire du ministère et la patronne de l'Ofqual, l'agence qui supervise les examens en Angleterre, qui ont été remerciés.

« Certains rétropédalages ne sont pas des mauvaises idées mais l'accumulation pose la question de la compétence du gouvernement », ajoute Tim Bale, politiste à la Queen Mary University de Londres. « Boris Johnson est quelqu'un qui préfère présider plutôt que réellement manager des équipes. Il

était déjà comme cela quand il était maire de Londres. Or, dans ce cas, il vaut mieux avoir de très bons directeurs généraux mais il ne semble pas que ce soit le cas dans son cabinet. Peut-être devrait-il tenter un style différent. » Steven Fielding, professeur d'histoire politique à l'université de Nottingham, a une analyse similaire : « Cette manière de gouverner de manière largement non interventionniste n'est pas adaptée par temps de crise. »

Le 1^{er} septembre, la rentrée scolaire doit se passer sans encombre afin d'espérer restaurer la confiance. Pour l'instant, il est encore prévu que tous les établissements rouvrent leurs portes aux élèves « en présentiel », même si les dispositions à prendre en cas de reconfinement local n'ont pas encore été communiquées aux chefs d'établissements. Et les sondages sont plutôt rassurants : 97 % des écoles primaires anglaises et galloises prévoient de rouvrir, selon le syndicat national des provideurs NAHT.

La pire récession de l'histoire
Les doutes s'expriment désormais publiquement, y compris dans les rangs conservateurs, alors que se profile un automne très difficile : le gouvernement va devoir faire face à la pire récession de l'histoire contemporaine du pays (et l'une des plus profondes d'Europe, pour cause de confinement prolongé jusqu'à mi-juillet). Le chômage risque de monter en flèche – les économistes redoutent entre 3 millions et 4 millions de sans-emploi

à fin 2020. Sans compter l'Ecosse où les sondages en faveur de l'indépendance s'accumulent et le Brexit. Downing Street n'a plus que quelques semaines pour boucler un accord commercial avec l'Union européenne.

Le député conservateur Charles Walker est vice-président du Comité 1922, un des clubs les plus influents d'élus conservateurs à Westminster. Réputé loyal envers M. Johnson, il est pourtant très dur dans les colonnes de *The Observer*, le 29 août : « Trop souvent, ce cabinet donne l'impression de gouverner en pointant le doigt en l'air pour voir d'où vient le vent. Ce n'est pas une manière durable de gouverner. (...) Il devient de plus en plus dur pour les [députés conservateurs] de défendre des politiques qui changent tout le temps, sans préavis. » M. Walker et son collègue Sir Graham Brady, président du Comité 1922, s'attendent à « entendre leurs oreilles siffler » le 1^{er} septembre, à cause d'élus en colère, quand les travaux vont reprendre à la Chambre des communes après la trêve estivale.

Les rumeurs sur la santé supposée défaillante de M. Johnson (il ne serait pas complètement guéri, après avoir développé une forme grave du Covid, en avril), courent désormais même au sein des tories, signe de leur inconfort et peut-être déjà, d'appétits qui s'aiguisent dans le dos de leur chef. Le *Times* a rapporté, il y a quelques jours, des propos tenus par Sir Humphry Wakefield, beau-père de Dominic Cummings, le

conseiller spécial du premier ministre. Ce dernier aurait prévu de quitter Downing Street « dans six mois » car il est toujours malade, aurait prétendu le vieil aristocrate. L'entourage de M. Johnson a nié l'information avec énergie.

Le *Sunday Times* a enfoncé le clou, le 30 août, en conjecturant sur les possibles premiers ministres : Rishi Sunak, le jeune chancelier de l'Echiquier, serait dans les starting-blocks. Tout comme Michael Gove, le ministre d'Etat chargé du Brexit. M. Gove avait déjà tenté de ravir la place de premier ministre promise à M. Johnson en 2016, après le référendum (tous deux avaient alors échoué). « Il veut toujours devenir premier ministre », assure un élu conservateur cité par le journal dominical.

Simon Usherwood, professeur à l'université du Surrey, insiste sur la confortable majorité dont dispose M. Johnson à Westminster depuis les élections de décembre 2019 (364 élus pour une Chambre de 650 députés). « Mais les députés tories ont montré qu'en se coalisant ils peuvent mettre le gouvernement en échec [ils ont notamment menacé M. Johnson de voter contre un feu vert à l'équipementier chinois Huawei dans le pays]. Le danger n'est pas immédiat, Boris Johnson n'est pas encore dans la situation de Theresa May au lendemain des élections de 2017 et il faudrait quelqu'un pour prendre la tête d'une rébellion. Mais les six prochains mois seront cruciaux », estime le politiste. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

La menace du « Brovid », un Brexit dur en pleine pandémie

Les négociations sur un accord « post-Brexit » avec l'UE n'ont pas avancé

LONDRES - *correspondante*

Les Britanniques adorent forger de nouvelles expressions : après le fameux Brexit, ils ont récemment testé le « Megxit » (quand le prince Harry et son épouse Meghan ont annoncé renoncer à leur rôle dans la famille royale), testé le « Scexit » (une éventuelle indépendance de l'Ecosse) et certains évoquent désormais en frissonnant un possible « Brovid », contraction de Brexit et de Covid-19. Au-delà du jeu sur les mots, la perspective d'une conjonction temporelle désastreuse – une deuxième vague épidémique à la fin de cette année couplée à une absence d'accord commercial avec l'Union européenne (UE) – ne semble plus complètement chimérique.

Côté épidémique, dans le pays le plus affecté d'Europe par la première vague (au moins 42 000 décès directement liés au Covid), les taux d'infection remontent doucement (1108 nouvelles infections en vingt-quatre heures, samedi 29 août), mais pas les hospitalisations ni le nombre de morts : impossible de dire si le Royaume-Uni accuse un retard de deux ou de trois semaines par rapport à la France – où le nombre de cas est reparti très franchement à la hausse – ou s'il va parvenir à éviter une deuxième vague, alors que les écoles rouvrent enfin, après cinq mois de fermeture. Un document circulant à Downing Street et cité par les médias britanniques évalue à 77 000 le nombre de décès qu'une deuxième vague entraînerait.

Pour l'heure, les principaux garde-fous mis en place par le gouvernement Johnson n'ont pas fait preuve de leur totale efficacité : les quarantaines à respecter

Selon un diplomate, « les dirigeants de l'UE ont acté le Brexit et ont bien d'autres priorités en tête »

quand on arrive sur le territoire national en provenance de France, de Belgique ou des Pays-Bas sont loin d'être toutes contrôlées. Quant à l'application « Test & Trace » permettant d'identifier et d'isoler les clusters, elle ne donne que de piètres résultats : selon le *Guardian*, la plate-forme n'est jusqu'à présent parvenue à joindre que 54 % des personnes qui, dans les vingt localités les plus infectées d'Angleterre, ont été en contact rapproché avec une personne testée positive, alors qu'il faudrait parvenir à un taux de 80 % de personnes contactées en moins de quarante-huit heures pour éviter la propagation de l'épidémie.

« Je suis déçu et préoccupé »

Quant aux négociations d'un accord « post-Brexit » avec l'UE, elles n'ont pas avancé d'un pouce durant l'été, bien qu'en juin Boris Johnson ait réclamé une accélération des discussions, et prétendu qu'elles pourraient être bouclées d'« ici à fin juillet ». Les Européens continuent d'exiger, pour prix d'un accès maintenu, sans taxes, à leur marché intérieur, un alignement réglementaire des Britanniques, notamment dans le domaine des aides d'Etat. Ces derniers refusent toujours, au nom de leur « souverai-

neté » retrouvée. Les Européens estiment qu'il faudrait que les tractations soient bouclées au plus tard fin octobre pour que le texte juridique de l'accord puisse être rédigé, traduit dans toutes les langues de l'Union et endossé par le Conseil, le Parlement européen et le Parlement de Westminster. « Je suis déçu et préoccupé », a déclaré Michel Barnier, le négociateur en chef des Vingt-Sept, le 21 août.

Les discussions au niveau technique doivent reprendre cette semaine, sans trop d'espoir côté européen d'un changement radical d'attitude des Britanniques. Boris Johnson espère-t-il un accord de la onzième heure, comme en octobre 2019, quand les Européens, très conciliants à l'époque, avaient accepté une réécriture express des termes du divorce ? Peut-être. « On dirait que le premier ministre et son négociateur, David Frost, font comme s'ils étaient sur un pied d'égalité dans la discussion avec les Vingt-Sept, comme si le Royaume-Uni était encore indispensable à l'UE, alors que les dirigeants européens ont désormais acté le Brexit et ont bien d'autres priorités en tête », estime un diplomate européen.

Les risques d'un « no deal » sont donc réels, et certains médias britanniques vont jusqu'à suggérer que Downing Street est délibérément prêt à jouer cette carte, au motif que les désagréments liés à une absence d'accord (congestions à Douvres, pénuries ponctuelles, recul de croissance lié au retour de taxes à l'exportation des produits britanniques dans l'UE, etc.), passeront presque inaperçus, comparés à la récession économique à venir attribuable au Covid-19. ■

C. DU.



RBA TOUS LES QUINZE JOURS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Et dès maintenant sur www.mythologienordique.fr

Une collection
Le Monde

Trump veut tirer profit de l’escalade de la violence

A Portland, fief du mouvement Black Lives Matter, un militant d’extrême droite a été tué lors d’une fusillade

SAN FRANCISCO - *correspondante*

C’est l’engrenage dont les démocrates craignent qu’il ne joue au profit de Donald Trump. Une escalade dans la violence entre partisans et adversaires du président sortant. Samedi soir 29 août, à Portland (Oregon), l’un des hauts lieux des manifestations antiracistes qui se poursuivent sporadiquement dans nombre de villes américaines, la confrontation a fait un mort : un militant d’extrême droite venu à un rassemblement pro-Trump, tué lors d’une fusillade. Un événement qui survient après le double homicide perpétré par un sympathisant d’extrême droite le 25 août à Kenosha (Wisconsin) en marge des protestations contre les violences policières.

Portland, ville très progressiste au milieu d’un Etat rural et conservateur, attire depuis des mois les foudres de la Maison Blanche, qui en a fait le symbole des calamités – « émeutes, pillages, incendies volontaires, violence » – qui attendent les Etats-Unis en cas de victoire du candidat démocrate à la présidentielle du 3 novembre. « *Ne vous y trompez pas. Si vous donnez le pouvoir à Joe Biden, la gauche radicale va couper les vivres des commissariats de police dans toute l’Amérique*, a lancé Donald Trump dans son discours de clôture de la convention républicaine, le 27 août. *Toutes les villes vont ressembler à Portland la démocrate.* »

Un seul épisode de pillages

Ville de tradition ouvrière, devenue capitale du street art, Portland, 650 000 habitants, a battu les records de mobilisation. Tous les jours, depuis le 25 mai, date de la mort de George Floyd à Minneapolis (Minnesota), Black Lives Matter (BLM) continue de manifester devant le palais de justice. Ils sont quelques dizaines, parfois quelques milliers, comme la semaine dernière, quand Jacob Blake a été blessé de sept balles dans le dos par la police à Kenosha. Si les affrontements sont



Lors d’une manifestation pro-Trump, à Portland (Oregon), le samedi 29 août. MATHIEU LEWIS-ROLLAND/HANDOUT VIA REUTERS

quasi quotidiens à la nuit tombée avec la police – qui a arrêté plus de 200 personnes depuis le 1^{er} août –, la ville n’a connu qu’un épisode de pillages, dans les premiers jours du mouvement.

Samedi soir était le jour 93 de la mobilisation. Deux jours après la fin de la convention républicaine, les partisans de Donald Trump avaient eux aussi décidé de descendre dans la rue, pour un rassemblement motorisé. Selon le journal *The Oregonian*, plus de mille véhicules étaient au rendez-vous, sur un parking du centre commercial de Clackamas, à une vingtaine de kilomètres de Portland. En fin d’après-midi, des centaines de militants sont arrivés en ville, juchés sur de volumineux pick-up, bardés de gilets pare-bal-

les et de drapeaux. Vers 18 heures, les premiers incidents ont eu lieu lorsque des contre-manifestants ont essayé de bloquer les véhicules trumpistes. Il y a eu des échanges de coups de poing, puis des lancers de projectiles lorsque les automobilistes sont allés parader autour du Justice Center, le cœur de la mobilisation BLM.

La fusillade a eu lieu vers 20 h 45, alors que le cortège avait quitté le centre-ville. La victime, un homme à pied, a été tuée d’une balle dans le torse. Le meurtrier n’avait pas été publiquement identifié ou arrêté dimanche. Les autorités n’avaient pas non plus révélé l’identité de la personne dé-cédée, mais le chef du groupuscule d’extrême droite Patriot Prayer, Joey Gibson, a affirmé qu’il s’agis-

sait d’un des amis de son groupe, du nom d’Aaron Jay Danielson.

Basé à Portland, le mouvement « Prière patriotique » est relativement connu sur la Côte ouest. A l’été 2017, au lendemain du rassemblement de suprémacistes blancs de Charlottesville (Virginie), M. Gibson avait essayé d’organiser un rassemblement pro-armes et pro-Trump à San Francisco, ville à 80 % démocrate. Sans succès, il s’était replié à Berkeley, le fief des activistes antifascistes, tous prêts à en découdre eux aussi, mais il avait dû être évacué par la police. Pour le Southern Poverty Law Center (SPLC), l’organisation qui étudie les extrémistes, le but de Patriot Prayer est de « provoquer [les « antifas »] pour les amener à se li-

vrer à des actes de violence ».

Dimanche, le maire de Portland a appelé « ceux qui veulent venir faire justice eux-mêmes » à s’abstenir de pénétrer en ville. En même temps, il a imploré les partisans de BLM « à ne pas mordre à l’hameçon » de la violence. L’élue démocrate est d’autant plus furieuse qu’il a vu monter la confrontation : le 22 août, des centaines de Proud Boys, un groupe désigné comme propagateur de haine (« hate group ») par le SPLC, étaient déjà venus défier BLM, avec des boucliers et des matraques. « *Maintenant vous voulez que je mette un terme à cette violence que vous avez contribué à créer. C’est vous que l’Amérique a besoin de voir stoppés* », a poursuivi le maire. M. Trump a de son côté retweeté

La Maison Blanche a fait de Portland le symbole des calamités qui attendent le pays, en cas de victoire des démocrates à la présidentielle

une vidéo montrant ses partisans faisant usage de paintballs et de gaz poivré contre les manifestants à pied. « *Le grand retour de bâton en cours à Portland ne peut pas être inattendu* », a-t-il commenté. Un peu plus tôt, sa conseillère Kellyanne Conway avait exposé sur Fox News que « *le chaos et l’anarchie* » ne peuvent que profiter à la réélection du président sortant, les électeurs ayant une vision plus claire de « *qui est le meilleur sur la loi et l’ordre* ». M. Trump compte d’ailleurs se rendre à Kenosha, mardi 1^{er} septembre.

Légèrement nerveux

A soixante-trois jours de l’élection, les démocrates sont légèrement nerveux de voir s’installer la montée de la violence dans le discours public, en lieu et place du coronavirus, leur angle d’attaque privilégié. Accusé de lenteur à mettre en cause les « casseurs » de gauche, par crainte de froisser Black Lives Matter, Joe Biden a condamné dimanche « *sans équivoque* » cette violence « *inacceptable* » : « *Quelle que soit la forme qu’elle prend et d’où qu’elle vienne, de la gauche ou de la droite*, a-t-il commenté. *Et je mets au défi Donald Trump de faire de même*. » Parallèlement, l’ancien vice-président a annoncé un meeting lundi à Pittsburgh, en Pennsylvanie, pour la première fois depuis longtemps en personne. Avec un discours en forme de question aux électeurs : « *Etes-vous en sécurité dans l’Amérique de Donald Trump ?* » ■

CORINE LESNES

L’Allemagne choquée par les dérives des « antimasque »

Un défilé a réuni près de 40 000 personnes, avant que des factions d’extrême droite tentent d’entrer dans le Bundestag

BERLIN - *correspondant*

Les services de renseignement s’en étaient inquiétés : « *Les appels à la mobilisation lancés par l’extrême droite sont plus larges et plus intenses qu’avant la manifestation du 1^{er} août à Berlin* », avait fait savoir l’Office fédéral de protection de la Constitution (BfV), vendredi 28 août, à la veille d’un nouveau rassemblement organisé dans la capitale allemande par les opposants aux restrictions mises en œuvre par le gouvernement pour lutter contre le Covid-19.

La crainte était fondée. Samedi 29 août, un peu après 19 heures, un groupe de 200 à 300 manifestants a réussi à franchir les grilles de protection entourant le Reichstag, le siège du Parlement (Bundestag), quelques-uns parvenant même à monter les marches conduisant à l’entrée du bâtiment avant d’être arrêtés par les forces de l’ordre avec des gaz lacrymogènes. Parmi les assaillants, plusieurs brandissaient le drapeau noir-blanc-rouge qui fut celui de l’Empire allemand (1871-1918) mais aussi celui du III^e Reich à ses débuts, de 1933 à 1935, avant son remplacement par le drapeau à croix gammée.

Sans précédent, ces images ont fait la « une » de tous les sites d’in-

formation allemands pendant le reste du week-end, donnant lieu à d’innombrables réactions politiques. « *Les drapeaux du Reich et les racailles d’extrême droite devant le Parlement allemand constituent une attaque insupportable contre le cœur de notre démocratie* », s’est indigné le président de la République, Frank-Walter Steinmeier, dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. « *La présence insupportable de néonazis devant le Reichstag ne peut pas se répéter à l’avenir* », a déclaré la ministre sociale-démocrate de la justice, Christine Lambrecht (SPD). « *La diversité d’opinion est le marqueur d’une société qui va bien. Mais la liberté de réunion touche à ses limites à partir du moment où les règles de l’Etat sont foulées au pied* », a quant à lui affirmé le ministre de l’intérieur, le conservateur Horst Seehofer (CSU).

A côté de ces condamnations, plusieurs questions ont été soulevées, dimanche, sur le déroulement des événements de la veille. D’abord sur les failles du maintien de l’ordre. Le vice-président du syndicat de la police de Berlin, Stephan Kelm, a ainsi qualifié de « *choquant* » ce qui s’est passé devant le Reichstag, où il n’y avait d’abord que trois policiers face aux assaillants en haut des mar-

Un groupe de 200 à 300 manifestants a franchi les grilles entourant le siège du Parlement

ches, avant l’arrivée des renforts. Dimanche, les groupes de la majorité parlementaire – SPD et CDU-CSU – ont décidé de convoquer le Comité des doyens du Bundestag, composé du président de celui-ci, Wolfgang Schäuble, ainsi que d’une vingtaine de députés expérimentés, afin d’engager une refonte en profondeur du dispositif de sécurité autour du Reichstag, où se trouve l’hémicycle, et des bâtiments voisins, où les élus ont leurs bureaux.

Dimanche, plusieurs voix se sont également élevées pour critiquer la façon dont les autorités ont abordé cette manifestation, la deuxième de ce type organisée dans la capitale allemande après celle du 1^{er} août. Rappelant que, ce jour-là, les règles d’hygiène et les gestes barrières n’avaient pas été respectés, le ministre de l’intérieur

du Land de Berlin, Andreas Geisel (SPD), avait décidé, jeudi, d’interdire le rassemblement. Mais les organisateurs ont saisi le tribunal administratif qui, vendredi, a annulé l’arrêté d’interdiction.

Ce camouflet a contribué au succès de la mobilisation de samedi, qui a réuni environ 38 000 personnes, selon la police, deux fois plus que le 1^{er} août. Il a aussi renforcé les manifestants dans leur conviction d’être des « *libres penseurs* » – nom d’un de leurs collectifs – voire des « *résistants* » victimes d’une « *dictature* » qui chercherait à museler les libertés de circulation ou de réunion. Au point que certains sont venus avec d’anciens drapeaux de la République démocratique allemande (RDA) et des pancartes dénonçant le « *retour de la Stasi* », la police politique du régime communiste, sous le couvert d’impératifs hygiénistes.

Mouvement hétéroclite

Quelle importance accorder à ce mouvement ? Dimanche, plusieurs observateurs rappelaient que les images du Bundestag entouré de néonazis ne devaient pas faire oublier deux choses. D’abord, que seuls 10 % des Allemands jugent excessives les restrictions anti-Covid-19, alors que 60 % les considèrent comme adaptées et

28 % comme insuffisantes, selon le dernier baromètre de la ZDF, publié vendredi. Ensuite, que ce mouvement est profondément hétéroclite. Ce week-end à Berlin, il suffisait de faire quelques mètres pour passer d’un groupe de militants antivaccins à des jeunes gens distribuant des tracts contre Bill Gates, puis à des partisans de Donald Trump expliquant pourquoi le président américain a combattu le virus « *comme un chef* », le tout non loin d’une dizaine de vieilles dames bon chic bon genre hurlant le mot « *liberté* »...

Une telle diversité était déjà visible le 1^{er} août. Mais jamais, samedi, ne s’étaient mêlés à cette foule bigarrée autant de pancartes au nom du mouvement islamophobe Pegida, de tee-shirts à l’effigie de groupes de rock identitaires et de figures connues de l’ultra-droite allemande. A l’instar de Rüdiger Hoffmann, ancien membre du parti néonazi NPD et proche des *Reichsbürger*. Ces « citoyens du Reich », qui ne reconnaissent pas les institutions de la République fédérale, sont estimés, au total, à environ 20 000 par les services de renseignement allemands. Plusieurs d’entre eux ont été interpellés, samedi soir, autour du palais du Reichstag. ■

THOMAS WIEDER

TURQUIE

Erdogan vilipendé la France et la Grèce

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié, dimanche 30 août, de « *cupides et incompetents* » les dirigeants de la France et de la Grèce, dans un contexte de vives tensions entre Ankara, Athènes et Paris en Méditerranée orientale. « *Le peuple français sait-il le prix qu’il devra payer à cause de ses dirigeants cupides et incompetents ?* », a lancé M. Erdogan lors d’un discours à Ankara, répétant une formule utilisée peu avant contre les autorités grecques. – (AFP)

MONTÉNÉGRO

Le parti au pouvoir fragilisé par les élections

Le parti pro-occidental du président, Milo Djukanovic, au pouvoir depuis trente ans au Monténégro, a une légère avance à l’issue des législatives du 30 août, mais il pourrait perdre la majorité au Parlement si ses adversaires s’allient. Des sondages à la sortie des bureaux de vote attribuaient un peu plus d’un tiers des voix au Parti socialiste démocratique (DPS), la formation du président. Une projection de la commission de contrôle électorale prévoyait 30 sièges pour le DPS au Parlement monténégrin, qui en compte 81, et 27 à la coalition pro-serbe Pour l’avenir du Monténégro. – (AFP)

A Beyrouth, Macron va devoir faire face aux blocages politiques

Un nouveau premier ministre, Mustapha Adib, devait être nommé lundi

BEYROUTH - *envoyé spécial*

Gouvernement de mission : depuis trois semaines, l'expression revenait fréquemment à l'Elysée, pour résumer les attentes à l'égard des partis libanais. Au cours de sa visite à Beyrouth le 6 août, Emmanuel Macron avait constaté les ravages provoqués deux jours auparavant par l'explosion dans le port, qui a causé la mort de 188 personnes. Il avait aussi placé ses interlocuteurs politiques devant leurs responsabilités, en promettant de revenir le 1^{er} septembre.

Depuis, la crise humanitaire demeure affolante, la monnaie nationale s'effondre, les devises manquent et les réformes structurelles attendues depuis des années restent de simples feuilles de papier. Mais à la veille de l'arrivée du dirigeant français, les principales formations politiques libanaises – sunnites – se sont mises d'accord comme par enchantement, dimanche 30 août, sur le nom d'un candidat au poste de premier ministre, Hassan Diab ayant démissionné après le drame. Il s'agit de Mustapha Adib, ambassadeur en Allemagne, qui devra encore être confirmé lors des consultations menées par le président, Michel Aoun, lundi.

Son profil de pur technicien, sans poids politique, sans réseaux, sans aura suffisante pour créer une dynamique réformiste, fait déjà craindre le pire aux commentateurs. *« Le système se défend alors qu'il coule, soupire Emile Hokayem, expert à l'International Institute for Strategis Studies à Londres. Désigner Adib, c'est choisir le chef pâtissier du Titanic comme commandant de bord, alors que le navire prend l'eau. Il faudra attendre la composition du gouvernement pour avoir une meilleure idée de ce qui se passe. »*

Le président français espère pousser chacun à choisir, pour une fois, l'intérêt général

Début août, dans les rues de Beyrouth, Emmanuel Macron s'était improvisé en porte-voix de la colère populaire contre les dirigeants. Malgré la mise en avant de Mustapha Adib, les intentions du président français demeurent identiques : mettre sous pression une classe dirigeante locale prise dans la toile de ses intérêts confessionnels respectifs, de ses pratiques clientélistes et de sa culture dilatoire. Les mots ne valent plus grand-chose au Liban, tant les actes manquent. Ainsi en va-t-il du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui s'est dit « ouvert à une discussion constructive » au sujet d'un « nouveau pacte politique », suggéré par le dirigeant français. Ou encore du président, Michel Aoun, qui a appelé soudain de ses vœux, dimanche, à l'émergence d'un « Etat laïque ».

Le président français espère donc pousser chacun à choisir, pour une fois, l'intérêt général. Un « gouvernement de mission » doit avoir, selon Paris, quatre objectifs : la gestion de la crise due au Covid-19, la situation économique et financière, la reconstruction du port et, enfin, la préparation d'élections législatives. Quant aux réformes à conduire, elles figuraient déjà, pour l'essentiel, dans les conclusions de la conférence Cedre, organisée à Paris en avril 2018 en présence de près de 50 Etats et organisations internationales. Il s'agit de passer une loi contre la corruption, de revoir entièrement la gestion du secteur de

l'électricité, des communications, des douanes. De restructurer le secteur bancaire, à commencer par la banque centrale, dont les réserves en devises fondent, et qui nécessite un audit approfondi.

Emmanuel Macron résume son intervention par une formule, « exigence sans ingérence », trop lapidaire pour traduire l'investissement politique qu'il consacre à la situation libanaise. L'Elysée a réagi avec célérité à l'explosion dans le port de Beyrouth, le 4 août, puis a monté en deux jours une conférence internationale en soutien au Liban, pour parler à l'urgence humanitaire. Elle a permis de réunir 250 millions d'euros. *« Le président de la République démontre son engagement auprès du Liban dans un contexte où il n'y a plus beaucoup de volontaires »,* souligne-t-on à l'Elysée. Les Etats-Unis, focalisés sur le dossier iranien et la « pression maximale » exercée sur Téhéran, laissent à Paris toute latitude dans sa médiation risquée.

Cérémonie symbolique

Au cours de sa visite, qui débute lundi soir, le dirigeant français se rendra une nouvelle fois au port de Beyrouth, pour rencontrer les ONG et le personnel des agences de l'ONU mobilisées sur place. Le chef de l'Etat participera à une cérémonie symbolique pour célébrer le centenaire de la création du « Grand Liban » par le général français Henri Gouraud.

Mais l'essentiel de la visite visera à bousculer les partis. Emmanuel Macron souligne la gravité de l'exode qui s'organise depuis des mois. Il touche en particulier la jeunesse qui a les moyens de travailler ou d'étudier à l'étranger. Le grand mouvement de colère populaire, exprimé dans la rue depuis octobre 2019, n'a pas eu de traduction politique, faute d'incarnation et de projet précis.

Beaucoup de Libanais ont perdu tout espoir de changement.

Pour Emmanuel Macron, l'enjeu du moment dépasse le sort du pays, où l'on vante la résilience supposée du peuple pour mieux reporter les échéances contraignantes. Il revêt aussi une importance régionale, tant le Liban et sa société multiconfessionnelle ressemblent à une exception au Moyen-Orient. *« Le Liban est peut-être l'une des dernières formes existantes de ce en quoi nous croyons dans cette région : la coexistence la plus pacifique possible des religions, des intérêts normalement irréconciliables, c'est-à-dire d'un modèle pluraliste qui repose sur l'éducation, la culture, la capacité à commercer en paix, »* a expliqué M. Macron, le 29 août, lors d'une rencontre avec la presse accréditée à l'Elysée. *« Si nous lâchons le Liban dans la région, si en quelque sorte nous le laissons aux mains des turpitudes des puissances régionales, ce sera la guerre civile. »*

Ces puissances régionales, en vérité, pèsent toujours sur le Liban, et depuis fort longtemps. A commencer par l'Iran, avec son sous-traitant, le Hezbollah, à la fois formation politique, organisation sociale et armée parallèle. Mais l'Elysée, qui parle aux représentants des trois principales confessions, évite de braquer le « parti de Dieu », conscient qu'une solution de consensus ne pourra être trouvée sans lui, alors que la plupart des autres pays occidentaux refusent tout contact direct avec ses membres. *« Le risque aujourd'hui, c'est la disparition du Liban »,* a dit le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian. Mais est-il dans l'intérêt du Hezbollah, comme des autres formations, de bâtir un Etat libanais fonctionnel, de réduire le système de clientélisme et d'allégeance ? ■

PIOTR SMOLAR

Difficile tournée diplomatique chinoise en Europe

Le ministre des affaires étrangères, Wang Yi, a été interrogé sur Hongkong et les Ouïgours

PÉKIN - *correspondant*

Alors qu'elle estime être « au bord d'une nouvelle guerre froide » avec les Etats-Unis, la Chine tente de calmer les tensions avec les pays européens en y envoyant deux de ses principaux diplomates. Wang Yi, le ministre des affaires étrangères, doit achever, mardi 1^{er} septembre, à Berlin, une tournée qui l'a conduit en Italie, aux Pays-Bas, en Norvège et en France. Dans la foulée, Yang Jiechi, le responsable des relations internationales au sein du Parti communiste chinois, visitera la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Autant de rencontres préparatoires avant le sommet qui réunira – par visioconférence – le président Xi Jinping et quatre dirigeants européens, Ursula von der Leyen (Commission européenne), Charles Michel (Conseil européen), la chancelière allemande, Angela Merkel, et Emmanuel Macron, le 14 septembre.

« Wang Yi semble avoir pour mission de limiter les dégâts en Europe occidentale à la suite des frictions liées à la pandémie et à Hongkong. Alors que Yang Jiechi, qui siège au bureau politique, mène une opération d'influence en Europe du Sud. Dans la hiérarchie de l'Etat-parti, Wang Yi occupe une position assez subalterne », explique Marc Juillienne, de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Pour lui, « en France, la visite de Wang Yi est plutôt un succès car il a rencontré des grands personnages de l'Etat – le président Macron, Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel – et qu'il y a eu peu de communication de la part de la France sur les sujets qui fâchent ». Le communiqué publié après la rencontre, samedi 29 août, entre le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et son homologue chinois mentionne simplement que « le ministre a rappelé les graves préoccupations de la France quant à la dégradation de la situation des droits de l'homme en Chine, en particulier à Hongkong et au Xinjiang ».

Messages accusateurs

La tournée de Wang Yi n'a pas été triomphale, loin de là. En Italie, le président du conseil, Giuseppe Conte, ne l'a pas reçu alors que la Chine en avait fait la demande. En mars 2019, l'Italie avait pourtant été le premier pays du G7 à adhérer au programme chinois des « nouvelles routes de la soie ». En Allemagne, trois députés, Margarete Bause (Verts), Gyde Jensen (FDP, parti libéral démocrate) et Michael Brand (CDU), ont, dans une lettre commune, appelé le ministre des affaires étrangères allemand, Heiko Maas, à ne pas « se laisser instrumentaliser ». A ce stade, aucun entretien n'est prévu avec la chancelière Angela Merkel.

En Norvège, où les relations diplomatiques avec la Chine ont connu neuf ans de turbulences à la suite de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'opposant chinois Liu Xiaobo en 2010, M. Wang a rappelé que la Chine réagirait « fortement contre toute tentative d'utiliser le Prix Nobel pour interférer dans les affaires internes chinoises » en réponse à une question d'un journa-

liste sur la nomination potentielle des représentants du mouvement prodémocratie de Hongkong.

Pire : pendant qu'il était en Europe, une très importante délégation tchèque – 90 personnes emmenées par le président du Sénat, Milos Vysrtil, effectue une visite officielle de cinq jours à Taïwan. Un voyage condamné par Wang Yi, qui a rappelé que, pour Pékin, l'île est « une partie inséparable de la Chine ». Plus discrètement, la France a autorisé, fin août, Taïwan à ouvrir un second bureau de représentation, à Aix-en-Provence, où il n'y a pas de consulat chinois.

A Paris, dimanche 30 août, le chef de la diplomatie chinoise a participé à une conférence-débat à l'IFRI. La façade du centre de recherche, taguée dans la nuit de samedi à dimanche de messages accusateurs « stop au génocide des Ouïgours » avait été recouverte en urgence par la police. Seules quelques personnalités du monde politique ou économique ont pu poser une question.

Charge en règle

M. Wang Yi y a mené une charge en règle contre les Etats-Unis et leur manière de malmenier le multilatéralisme, prévenant que les pays qui prétendent se découpler de la Chine font fausse route : ce serait « se découpler du monde et de son marché » global, a-t-il déclaré. La Chine vis-à-vis de l'Europe n'est pas un « rival systémique » – une expression employée par les Européens depuis 2019 – mais un « partenaire stratégique », a-t-il ajouté. Quant au traité d'investissement censé remplacer les nombreux accords bilatéraux entre les pays européens et la Chine, et permettre un filtrage des investissements chinois en Europe, le ministre a évoqué « la possibilité de conclure d'ici à la fin de l'année. Il faut faire un pas l'un vers l'autre ». Pour les Européens, ce sont les résistances chinoises qui ont conduit à l'enlissement des négociations.

A l'IFRI, dimanche, Wang Yi a été interpellé par l'eurodéputée et ex-ministre des affaires européennes Nathalie Loiseau sur Hongkong et le Xinjiang. Le chef de la diplomatie chinoise s'est lancé dans une longue explication. Il y a « 24 000 mosquées » au Xinjiang, « bien plus par habitant que dans de nombreux pays musulmans » – une réalité trompeuse puisqu'il n'est pas possible pour les Ouïgours de s'y rendre librement. Un « génocide » au Xinjiang ? « Les Ouïgours sont passés de 5,5 millions en 1949 à 11 millions aujourd'hui », s'est-il justifié. En réalité, les éléments attestant d'un contrôle des naissances abusif par le biais notamment de stérilisation forcée portent sur ces deux dernières années.

Sur Hongkong, M. Wang a affirmé que « les sondages montrent que les Hongkongais approuvent largement les lois de sécurité, à 70 % ». Une enquête de l'Association de recherche de Hongkong (HKRA), à la réputation douteuse en raison de ses liens avec la Chine, a fait état, en juillet, d'un soutien déclaré de 66 % aux dites lois. En revanche, un sondage mené récemment par le très crédible Institut de recherche sur l'opinion publique de Hongkong, commandé par Reuters, montre que 60 % des personnes interrogées se sont dites opposées aux lois de sécurité.

De toute façon, pour Wang Yi, « Hongkong et le Xinjiang relèvent des affaires intérieures de la Chine et nous souhaitons que les autres pays n'interfèrent pas dans les affaires intérieures chinoises ». Un message qui, semble-t-il, n'a pas convaincu les Européens. ■

BRICE PEDROLETTI
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Un officier français en poste à l'OTAN accusé d'espionnage pour le compte de la Russie

Le lieutenant-colonel, basé à Naples, a été arrêté en France au mois d'août

Une affaire d'espionnage digne de la « guerre froide ». Le 21 août, un lieutenant-colonel de l'armée française en poste dans l'un des commandements militaires de l'OTAN, situé à Naples, en Italie, a été mis en examen et incarcéré par la justice française, pour avoir livré des informations à une puissance étrangère. Cet officier aurait espionné pour le compte des services de renseignement militaire russe (GRU), auxquels il aurait fourni des documents confidentiels et des éléments intéressants les activités de l'OTAN et de ses membres.

La justice avait été saisie par le ministère des armées, le 22 juillet, des soupçons existant contre cet homme âgé d'une cinquantaine d'années. Les services de renseignements français ont délibérément choisi la voie judiciaire au moment où le suspect revenait, avec sa famille, en France pour les vacances d'été.

Après une courte enquête préliminaire diligentée par le parquet de Paris, une information judiciaire a été ouverte, le 29 juillet, des chefs de « trahison par intelligence avec une puissance étrangère et collecte d'informations pour les livrer à une puissance étrangère ». Selon la radio Eu-

rope 1, qui a dévoilé l'information dimanche, l'intéressé, père de cinq enfants, a été interpellé par les agents de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) alors qu'il s'apprêtait à repartir vers l'Italie. Il a, depuis, été placé en détention provisoire à la prison de la Santé à Paris.

Les poursuites judiciaires en matière d'espionnage, notamment en faveur de la Russie, sont très rares. On en compte moins d'une dizaine depuis la fin de la guerre froide, après la chute du mur de Berlin, en 1989. Généralement, le monde de l'espionnage préfère régler ses différends en secret.

Protection des sources oblige, il sera difficile de connaître l'origine de la fuite ayant permis de surprendre cet espion français. En revanche, les surveillances des services secrets italiens ne semblent avoir rien manqué des rencontres, en Italie, entre cet officier français, russophone, et un agent du GRU, en poste en Italie. La France ayant été ensuite informée des soupçons pesant sur cet homme, la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD, ex-sécurité militaire) a mené l'enquête sur « son environnement » et contribué à rassembler les charges qui l'accu-

blent aujourd'hui. La DGSI a, enfin, pris le relais, disposant d'un département judiciaire, elle reste, aujourd'hui, en charge du dossier.

Le commandement de l'OTAN basé à Naples gère les opérations pour le sud de l'Europe mais également celles concernant l'Afrique, notamment en Libye. Ses forces sont actuellement déployées au Kosovo ou encore auprès de l'Union africaine. En qualité de membre, la France y compte un certain nombre d'officiers supérieurs.

Exploitation politique de l'affaire

Le choix de saisir la justice n'aurait pas de soi mais la France semble y avoir été contrainte. Cette affaire d'espionnage survenant au cœur d'un commandement intégré et partagé, la France avait moins loisir de gérer cette trahison à l'abri des regards. D'autres pays, au sein de l'OTAN, et leurs services secrets respectifs, étaient informés des faits.

De plus, ces derniers se sont déroulés sur un territoire étranger, en Italie. Enfin, la nature des informations transmises à l'ennemi peut conditionner la réponse à y apporter. Plus elles sont ordinaires, moins il est risqué de les rendre publiques.

Selon des éléments recueillis par *Le Monde* auprès des autorités françaises, le choix de s'en remettre à la justice participe aussi d'une volonté d'adresser « un message de fermeté à la Russie ». En judiciarisant, on dénonce ainsi l'agressivité d'un pays. Dans le cas présent, cette publicité fait écho aux récriminations du camp occidental et de l'OTAN vis-à-vis de la Russie en relation aux événements en Biélorussie et ceux en Ukraine.

Néanmoins, le traitement judiciaire du dossier ne ferme pas la porte à d'autres répercussions. Il s'agira de surveiller les éventuelles suites politiques que la France, d'autres membres de l'OTAN ou l'Alliance atlantique elle-même pourraient donner à ces faits de trahison et d'espionnage. Car, s'il s'avère que les documents ou les informations transmises par cet officier français ont constitué un grave préjudice, des mesures de rétorsions pourraient survenir, notamment sous forme d'expulsions. La tentative d'assassinat par le GRU, en mars 2018, en Angleterre, d'un ex-collègue passé à l'Ouest avait donné lieu au renvoi, dans leur pays, de 160 diplomates russes en poste dans le monde. ■

JACQUES FOLLOROU

Wang Li n'a pas été reçu par le président du conseil italien, et aucun entretien n'est prévu avec Angela Merkel



Des solutions pour les
professionnels



ASUS ExpertBook

L'outil indispensable pour les professionnels mobiles



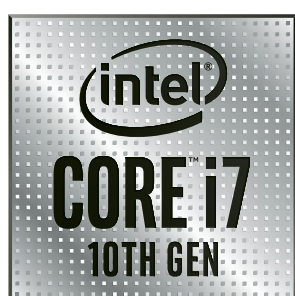
SÉCURITÉ



MOBILITÉ



PRODUCTIVITÉ



Processeur Intel® Core™ i7-10510U
B9450FA-BM0163R à partir de 1699€ TTC

Intel, le logo Intel, Intel Inside, Intel Core et Core Inside sont des marques commerciales d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.

Près de Volvic, le difficile partage des eaux

Des usagers accusent la société du groupe Danone commercialisant l’eau minérale de faire baisser les débits



REPORTAGE

PUY-DE-DÔME - envoyée spéciale

Même l'ombre des grands arbres semble chargée d'histoires dans le parc séculaire qui s'étend au pied du château de Saint-Genès-l'Enfant, à Malauzat, dans le Puy-de-Dôme. A l'abri des grands chênes, des charmes, des saules, le terrain en pente douce est strié de plusieurs dizaines de bassins de pierre sombre de Volvic : des générations de truites ont grandi là depuis 1651. La belle pisciculture inscrite aux Monuments historiques semble n'avoir depuis rien changé de son décor ; quelques dizaines de poissons par an ont continué d'y être produits jusqu'en 2018. Seul le son a disparu. Plus de bourdonnement des sources dont l'eau ruisselait jusqu'à l'étang en contrebas, ni de cris d'enfants des familles qui venaient y pêcher le dimanche il y a trois ans encore : la pisciculture s'est tue. C'est comme ça lorsque l'eau ne vient plus.

Aujourd'hui, la plupart des bassins sont vides et s'affaissent, l'étang disparaît sous une couche compacte de lentilles d'eau d'un vert fluorescent : il manque d'oxygène. Deux captages émergent d'une prairie derrière le château. Le tarissement à répétition des sources contraint à les fermer alors qu'ils contribuaient jusqu'à présent à alimenter les robinets des habitants de Riom. « *La première convention entre cette ville et mes ancêtres remonte à 1654, mais aujourd'hui je n'ai plus d'eau*, déplore Edouard de Féligonde, propriétaire des lieux. *Elle était pourtant d'une qualité incroyable, constante, toujours à 9 °C. On élevait même ici des ombrés chevaliers, très fragiles. Il se dit qu'avant le XVII^e siècle, les moines de Mozac l'exploitaient pour leurs poissons.* »

Depuis trois étés, la sécheresse frappe durement le Puy-de-Dôme et les départements voisins. Dans toute l'Auvergne, connue pour regorger de sources, les ruisseaux sont réduits au compte-gouttes et les fontaines à l'arrêt. Dans ce contexte de changement climati-

que manifeste, n'est-il pas temps de repenser le partage de la ressource hydrique entre usagers ? C'est le dossier sensible qu'un collectif d'associations, appelé « Eau bien commun », veut porter au débat public.

La question concerne les agriculteurs irrigants de la plaine de la Limagne, qui réclament la création de quatre bassines de stockage de 500 000 à 2 millions de mètres cubes chacune. Mais elle vise surtout la Société des eaux minérales de Volvic (SEV), une entité du groupe Danone, autorisée à puiser à 100 mètres de profondeur jusqu'à 2,79 millions de mètres cubes par an. L'industriel n'est pas soumis aux arrêtés préfectoraux qui restreignent notamment l'arrosage des jardins et l'irrigation agricole en période de sécheresse.

Convaincu que la SEV, dont la vaste usine d'embouteillage est installée en amont de chez lui, est grandement responsable de sa situation, Edouard de Féligonde a décidé de porter l'affaire devant la justice. « *Nous avons pu voir une thèse de 2012 qui fait mention d'un test avec de l'iode de sodium réalisé en 2001 pour Volvic, rapporte-*

til. Celui-ci montrait que le composé a mis onze jours pour aller d'un des forages de l'entreprise jusqu'au débouché de la source de Gargouilloux qui alimente ma propriété. Donc la SEV sait que son activité impacte ma pisciculture. » Or en 2014, l'entreprise a obtenu de l'Etat un nouvel arrêté d'une durée de dix-huit ans l'autorisant à augmenter ses prélèvements et à installer un nouveau forage.

Les experts à l'œuvre

Quelle est la part de chacun dans la baisse de débits, voire l'assèchement des sources dont provient la célèbre eau minérale ? Les experts sont actuellement à l'œuvre pour tenter d'y répondre. « *On devrait avoir un prérapport des hydrogéologues en septembre*, annonce Corinne Lepage, avocate de M. de Féligonde. *Ce dossier illustre parfaitement ce qui se passe malheureusement partout dans le monde : une appropriation de la ressource en eau à des fins commerciales. En priviliégiant la SEV de manière anormale, l'Etat fait preuve de laxisme. Le problème se pose aussi à Evian, à Vitell... Je ne suis pas contre les entreprises, mais il doit y avoir des concertations et des compensa-*

tions avec les autres usagers. » Prenant à témoin ses illustres ancêtres, Edouard de Féligonde n'en démord pas : il veut relancer sa pisciculture – « *la plus belle d'Europe* », assure-t-il. Pour retrouver ses sources, le châtelain ne verrait pas d'inconvénient à ce que le syndicat qui alimente les 31 communes de l'agglomération Riom Limagne et Volcan – dont la ville de Volvic – puise à l'avenir dans l'Allier plutôt que de continuer à servir de l'eau minérale au robinet. « *Les gens ne feraient pas la différence en prenant leur douche* », estime-t-il.

Une suggestion qui, pour l'association Protection des entrées sur les volcans d'Auvergne (Preva), relève de l'hérésie. « *Nous sommes tombés par hasard sur un chantier de canalisation et on nous a dit qu'il s'agissait de travaux d'interconnexion avec l'Allier en cas de pollution* », s'inquiète son président, Jacky Massy. Il redoute de voir les habitants dépossédés de leur eau de source comme c'est le cas à Vitell, dans les Vosges, dont la nappe est exploitée par Nestlé Waters. « *C'est illusoire de penser que l'on va pouvoir puiser dans l'Allier, qui subit lui aussi des stress hydriques récurrents* », renchérit François-Do-

«Ce dossier illustre ce qui se passe partout : l'appropriation de la ressource en eau à des fins commerciales»

CORINNE LEPAGE
avocate

minique de Larouzière, scientifique et membre de Preva.

« *Un schéma d'adduction interconnecté destiné à sécuriser la ressource à moyen et long termes est actuellement à l'étude* », confirme Manuelle Dupuy, directrice adjointe de la direction départementale des territoires. Selon elle, la ressource souterraine est partagée à 25 % pour la SEV et à 45 % pour les syndicats d'eau potable, le reste rejoignant les milieux naturels. Un résumé simple bien que « *le secteur géologique des bassins hydrologiques soit vraiment complexe* ». Par ailleurs, il ne servirait à rien de demander à l'embouteilleur de réduire son activité pendant les sécheresses car « *l'eau de pluie met six mois à trois ans pour s'infiltrer* », explique-t-elle.

« Les canaux se sont bouchés »

Fin mai, le collectif Eau bien commun a lancé une pétition « *pour une gestion équitable de la ressource en eau dans le Puy-de-Dôme* ». Preva y adhère au côté d'Alternatiba, de la Confédération paysanne et de la Fédération de la région Auvergne pour la nature et l'environnement, entre autres. Elle défend en premier lieu la protection de la biodiversité et des ressources naturelles. Poissons évidemment, mais aussi martins-pêcheurs, loriots d'Europe, tarins des aulnes, frênes... Beaucoup d'espèces se retrouvent bousculées par la baisse du débit des rivières et la disparition de rus qui sillonnaient autrefois la campagne.

Devant la mairie annexe de Malauzat passe un discret canal



Edouard de Féligonde, pisciculteur du château de Saint-Genès-l'Enfant, à Malauzat (Puy-de-Dôme), le 26 août. PASCAL AIMAR POUR « LE MONDE »

en pierre, presque vide en cette journée d'août, qui se sépare en deux avant de passer sous la route. « *C'est un répartiteur, explique Denis Chevallier, membre de Preva. Avant, le niveau montait à tour de rôle les maraîchers, les moulins, les vignes, les paysans, les rivières... Cela s'est perdu, les canaux se sont bouchés.* »

Denis Chevallier est un homme qui aime les chiffres : il relève depuis un an les précipitations qui tombent et s'infiltrent dans les 38 kilomètres carrés de l'impluvium – le système de captage et de conservation des eaux pluviales – sur lequel veille la société Volvic. Il est persuadé qu'une partie des eaux qui se minéralisent en traversant longuement les sous-sols disparaît. Alors il compte aussi les trains – « *de trois à cinq par jour* » – et les camions qui quittent quotidiennement l'usine chargés de bouteilles en plastique.

En 2019, les eaux minérales naturelles et les boissons aromatisées des marques Evian, Badoit, La Salvetat et Volvic ont représenté 18 % du chiffre d'affaires du groupe Danone. A Volvic, ce sont 2,3 millions de mètres cubes qui ont été prélevés, un volume inférieur à celui autorisé par l'Etat et qui a enregistré une baisse de 500 000 mètres cubes depuis 2017, précise la SEV.

« *Cette évolution correspond certes à des marchés à la baisse, mais aussi à nos investissements destinés à réduire notre consommation : aujourd'hui, pour 1 litre embouteillé, nous avons besoin de 1,3 litre d'eau minérale, qui sert aussi à rincer les cuves. Dans les années 2010, c'était plutôt 1,8 litre, expose Cathy Le Hec, responsable des politiques de protection des sources Danone. Je comprends les inquiétudes et même la panique qui s'expriment en Auvergne plus qu'ailleurs, car la région, où l'eau était très présente, est confrontée à un changement climatique brutal. Mais notre activité permet de gérer et pérenniser la ressource. Et c'est une chance d'avoir une eau de cette qualité-là !* » ■

MARTINE VALO

Sécheresse et canicule : encore un été record en France

IL Y A BIEN EU DES PLUIES et des orages au cours du week-end, mais cela n'y changera rien : la France connaît de nouveau un été particulièrement sec. S'il est trop tôt pour dresser un bilan complet du mois d'août, il sera certainement classé hors norme, avec des pluies inférieures aux moyennes de référence de Météo-France – correspondant aux années comprises entre 1981 et 2010 –, compte tenu des épisodes de canicule et des pics de chaleur. D'autant qu'il arrive après un début d'été qualifié « *d'exceptionnel* » par le service météorologique.

L'année 2020 ne s'annonçait pourtant pas trop mal, avec des recharges importantes des nappes souterraines grâce aux précipitations abondantes de l'hiver, puis un début de printemps chaud et sec suivi de pluies importantes en mai et en juin. Mais juillet s'est avéré catastrophique : avec moins de 20 millimètres de pluie tombés en moyenne sur le pays, il se place au pre-

mier rang des mois les moins arrosés de la période 1959-2020 selon Météo-France, loin devant les mois de juillet 1964 et 1979.

Au 1^{er} août, le déficit, qui tient compte des précipitations, des températures et de l'humidité des sols comparées aux moyennes de 1981 à 2010, était de plus de 70 % et touchait déjà la quasi-totalité du pays. Cet indicateur atteignait même localement 90 % dans le Nord-Est, les Pays de la Loire et le Sud-Ouest, hormis les Pyrénées.

Consignes de restriction

En juillet, il est tombé un peu d'eau sur le Finistère et le Nord-Pas-de-Calais (30 à 50 millimètres cumulés), un peu plus sur les Alpes et les Pyrénées-Orientales (au moins 75 mm), mais moins de 5 mm, voire pas une goutte de la Meuse au sud de la Champagne, sur l'Île-de-France, le Centre-Val de Loire, les Pays de la Loire, le nord de la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie, la Provence, l'ouest de la Corse...

« *Depuis septembre 2019, tous les mois ont connu des moyennes de températures plus élevées que la normale, sauf mai*, souligne Michèle Blanchard, climatologue à Météo-France. *Ces dernières années, avec la répétition d'étés très chauds et secs, il pleut de moins en moins sur le pourtour méditerranéen, mais cette zone était déjà très peu arrosée précédemment. Ce qui est remarquable, ce sont les déficits qui touchent désormais le Grand-Est, la Bourgogne, la Franche-Comté... Dans ces régions, la végétation n'a pas son content d'eau pour la troisième année d'affilée.* »

Résultat, les consignes de restriction des usages de l'eau se sont multipliées depuis le début de l'été. A la date du 31 août, 180 arrêtés appelaient encore la population à la vigilance ou limitaient l'arrosage des jardins, des espaces verts et des cultures dans la majorité des départements de la métropole. ■

M. V.



Le 7/9

LÉA SALAMÉ
NICOLAS DEMORAND
7H / 9H

1^{re}
MATINALE
DE FRANCE*

*Médiamétrie 126 000 Radio – saison Septembre 2019 - Juin 2020 - AC/QHM/PDA - Lundi-Vendredi – 7h-9h

L'école face au risque d'explosion des inégalités

Les établissements se trouvent en cette rentrée devant un défi de taille : évaluer la difficulté scolaire et résorber les lacunes générées par la crise sanitaire

Le ministre de l'éducation nationale le sait. Cette « rentrée sous Covid » pose de manière accrue la question des inégalités scolaires, qu'il faudra détecter et tenter de résorber. Dans les colonnes du *Journal du dimanche*, dimanche 30 août, Jean-Michel Blanquer a ainsi rappelé l'importance des « évaluations de début d'année », qui existent depuis 2017 en CP, CE1, 6^e et 2^{de}. « Nous sommes capables aujourd'hui d'avoir une photographie du parcours de l'enfant au début et au milieu du CP, puis au début du CE1 », a-t-il détaillé, assurant que ces tests permettraient de « mesurer l'impact du confinement ». Et de préciser les mesures prises pour réduire les écarts de niveaux : 1688 postes créés dans les écoles primaires et la montée en charge du dispositif « Devoirs faits » ; 1,5 million d'heures supplémentaires dans le second degré pour renforcer l'aide personnalisée.

Ainsi, alors que les écoliers, collégiens et lycéens reprennent le chemin de l'école, les questions sont nombreuses : dans quel état retrouvera-t-on les enfants les plus fragiles ? Seront-ils capables de « réapprendre à être élève » ? Pour certains enfants qui ne sont pas, ou peu, revenus à l'école en mai et juin, le confinement puis les vacances d'été forment une rupture de scolarité normale de

six mois. Or, « les recherches sur la saisonnalité des apprentissages ont démontré que les inégalités se creusent pendant les périodes d'interruption de l'école, comme les vacances estivales », constate Romain Delès, chercheur à l'université de Bordeaux.

CHIFFRE « FANTASISTE »

La crise sanitaire a en partie délégué l'instruction à la famille, « le premier lieu de reproduction des inégalités sociales », rappelle Bernard Lahire, sociologue de l'Ecole normale supérieure de Lyon. Dans les milieux favorisés, les élèves « baignent dans une culture scolaire, à travers les jeux pédagogiques, les manières de parler et les attitudes des parents ». Les enfants des classes populaires, eux, « n'ont que le temps scolaire pour apprendre ». La mise en place d'une forme de préceptorat par le biais de « L'école à la maison » aura peut-être aussi permis aux élèves performants d'avancer

**L'ÉDUCATION NATIONALE
VA RENFORCER LES HEURES
D'ACCOMPAGNEMENT
PERSONNALISÉ
ET ENCOURAGER
LA FORMATION
DE PETITS GROUPES**

plus vite, « par opposition au temps de la classe où les apprentissages sont plus lents, parce que la progression dépend toujours du niveau moyen des élèves », souligne Bernard Lahire.

Les premiers éléments d'analyse sur la continuité pédagogique sont cependant rassurants. D'après une note d'information de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance de l'éducation nationale (DEPP) diffusée en juillet, 68 % des enseignants de collège et lycée considèrent que leurs élèves ont appris de manière satisfaisante entre mars et mai 2020, et 77 % des enseignants d'école primaire.

Mais la partie qualitative de l'école à la maison demande à être affinée. Grâce à un questionnaire rempli en mai 2020 par plus de 30 000 répondants, les sociologues Romain Delès et Filippo Pirone ont par exemple démontré que les familles défavorisées ont surveillé le travail de leurs enfants et donné des exercices en rapport avec les leçons. Les enfants favorisés ont eu plus souvent accès à des exercices transversaux, à des ressources pédagogiques supplémentaires et à des activités artistiques. « Cela démontre qu'il n'y a pas eu de démission scolaire des classes populaires, commente aujourd'hui Romain Delès. Mais aussi que les classes supérieures parviennent mieux à décoder les implicites scolaires pour accompagner leurs enfants. »

« On a perdu la main sur beaucoup de jeunes »

Les enseignants savent qu'il leur faudra essayer de combler les retards, tout en tentant de poursuivre le programme normal

TÉMOIGNAGES

Les enseignants ont beau être coutumiers des incertitudes et des nouveautés de la rentrée scolaire, ce 1^{er} septembre 2020 est un retour en classe particulier. Aux incertitudes sanitaires s'ajoute un chantier d'une ampleur inédite. Comment raccrocher les wagons pour des élèves qui ont passé des mois loin de l'école entre mars et juin ? Si les quelques jours passés à l'école avant les grandes vacances ont permis de renouer un lien avec les élèves, tout reste à faire.

La question se pose pour les « décrocheurs », ces enfants dont l'institution n'a pas de nouvelle depuis le 13 mars (de 4 % à 5 %, selon les estimations du ministère de l'éducation nationale). Mais aussi pour tous les élèves qui ont accumulé les lacunes, malgré leur travail, en

raison de la distance. « On sait ce qu'on a tenté de faire pendant le confinement, maintenant on va voir ce que les élèves ont pu s'approprier ou non », explique Laurence Jartoux, institutrice en CE2 à Montbéliard (Doubs).

A l'heure de la rentrée, les enseignants naviguent à vue. Ils vont devoir redonner un rythme à des enfants et des adolescents dont les habitudes de travail sont détruites. « Nous devons les remettre dans leur statut d'élève », note Annabelle Binoist. Dans sa classe de CE1 en REP + à Amiens, elle a prévu de commencer par beaucoup d'oral – certains de ses élèves, primo-arrivants, n'ont pas parlé français à la maison depuis six mois –, des jeux et des manipulations.

« Les enfants ont une bonne capacité d'adaptation, ça va revenir », assure Sophie Caignaert, institutrice à Lille. Emilie, profes-

seure d'anglais, est plus inquiète pour ses collégiens de REP. « J'ai vu des élèves de 5^e, sans problème de comportement avant le confinement, revenir en mai-juin en disant : "Je n'ai rien fait pendant trois mois, et maintenant je sais que c'est possible", raconte-t-elle. On a perdu la main sur beaucoup de jeunes, et je ne sais pas encore comment on va la reprendre. »

« Limiter la casse »

Les enseignants vont ensuite devoir rattraper le retard accumulé depuis le mois de mars et consolider les notions essentielles. « Cette année, je ne démarre pas un CE1, je termine un CP », résume Annabelle Binoist. Avec une difficulté supplémentaire : le masque. « Il va nous handicaper pour faire de la phonologie », explique Stéphanie (les enseignants uniquement cités par leur prénom n'ont pas sou-



Dans la cour de récréation d'une école du Cannet (Alpes-Maritimes), le 28 août. ERIC GAILLARD/REUTERS

Ces éléments permettent-ils de savoir combien d'enfants seront en grande difficulté en cette rentrée et combien de « décrocheurs » peineront à revenir en classe ? Les spécialistes assurent que non. L'institution maintient, pour sa part, son estimation de « 4 % à 5 % de décrocheurs » pendant le confinement.

Un chiffre « fantaisiste » et « destiné à rassurer », selon Patrick Rayou, professeur émérite à l'université Paris-VIII. Ce pourcentage s'appuie, selon les spécialistes, sur une définition technique du problème, puisqu'il comptabilise les élèves qui ont rompu les liens avec leurs enseignants. Or, il est possible « d'avoir un contact formel avec l'école, tout en étant complètement désengagé des apprentissages », pointe Pierre-Yves Bernard, spécialiste du décrochage

scolaire au centre de recherche en éducation de Nantes. Les évaluations nationales de septembre diront enfin si la crise a seulement creusé les écarts, ou si elle a grossi la cohorte des élèves en grande difficulté, ce noyau dur de 20 % d'enfants par classe d'âge que l'on retrouve d'une enquête à l'autre.

« EFFET LOUPE »

Au-delà d'un état des lieux à dresser dès la rentrée, le système scolaire devra faire face aux « répliques » qui surgiront plus tard. « La différenciation des parcours est un long processus, juge ainsi Patrick Rayou, dans lequel le confinement peut jouer un rôle qui ne se verra pas avant plusieurs années. » Y aura-t-il une « génération Covid », marquée par le confinement et ses suites, la rentrée masquée, les fermetures d'école à

venir ? « C'est possible », jugent les experts, même si l'effet de la crise deviendra vite difficile à isoler parmi les événements qui jalonnent le parcours de chacun. Quoi qu'il en soit, « ce qui s'est passé depuis mars a bien eu lieu, martèle Pierre-Yves Bernard. Et le dommage éducatif, déjà très important, sera difficile à rattraper. »

De ce point de vue, la crise sanitaire crée un « effet loupe » et « ouvre la boîte noire de ce qui dysfonctionnait déjà auparavant », pointe Patrick Rayou. La crise due au Covid-19 replonge l'école française dans son pire tourment : la difficulté du système à résorber les différences de niveau liées à l'origine socio-économique des enfants. Dans les résultats du Programme international pour le suivi des acquis (PISA) de 2018, la France reste le pays où l'origine socio-économi-

n'auront rien retenu du confinement », précise-t-il.

Beaucoup craignent cependant de ne pas pouvoir rattraper les retards tout en avançant dans les apprentissages. Le ministère a fixé des « priorités pédagogiques » à revoir en début d'année, mais n'a pas allégé les programmes. Avec des classes toujours chargées, à plus de 25 ou 30 élèves en moyenne dans le secondaire, certains enseignants assurent qu'ils ne pourront pas « faire rentrer quatre trimestres en trois ». Véronique (le prénom a été changé), professeure d'histoire géographie au collège, a ainsi choisi de « travailler les compétences plus que les connaissances ». « Je sais qu'ils reverront le détail de la première guerre mondiale, précise-t-elle. En revanche, analyser un document, rédiger, ce sont des compétences indispensables qu'ils doivent acquérir. »

Qu'en sera-t-il pour les 3^e, 1^{re} et terminales, qui passeront le brevet et les épreuves du bac en 2021 ? « Il faudra couvrir une partie du programme de l'année dernière et finir celui de cette année, ça va être très, très compliqué », anticipe Maëlle, professeure de physique-chimie en lycée, qui ne sait pas si sa matière pourra bénéficier d'heures en demi-groupe pour aider les plus fragiles. D'autant plus que l'aide personnalisée n'est plus systématiquement financée depuis la réforme du lycée.

Comme les autres, elle s'est fixé un objectif : « éponger au maximum ce qui s'est passé », et « limiter la casse » afin que les élèves n'accumulent pas des difficultés pour toute leur scolarité. En espérant qu'aucune fermeture d'école, même locale, ne les éloigne encore des salles de classe. ■

ÉLÉA POMMIERS



que explique le plus la progression des scores. Elle est, en outre, toujours en bonne place dans la liste des systèmes les plus inégaux de l'OCDE, avec 107 points d'écart entre les meilleurs élèves et les moins bons, pour 89 points en moyenne, même si ces écarts ont cessé de s'aggraver.

VOLONTARISME

L'institution fait pourtant preuve de volontarisme, en renforçant les heures d'accompagnement personnalisé et en encourageant la formation de petits groupes grâce aux heures supplémentaires attribuées en plus des enseignants volants habituels. Le soutien doit être proposé « en priorité aux élèves qui maîtrisent le moins les compétences de l'année précédente », à l'école comme au collège, précise la circulaire de rentrée de l'éducation nationale.

Mais ces dispositions pourraient ne pas suffire. Selon Marie Toullec-Théry, chercheuse à l'université de Nantes, il n'est pas prouvé que le renforcement scolaire, lorsqu'il vient en plus du temps de classe, soit efficace. Donner des heures supplémentaires part de l'idée que « plus on personnalise l'aide scolaire sur des temps spécifiques, mieux ça ira », résume cette spécialiste de la prise en charge des élèves à besoins particuliers. Or, pour les enfants en difficulté, ajouter des « temps didactiques auxiliaires » en plus du « temps principal » en classe ne fonctionne pas. « Plus

on multiplie les groupes, moins les élèves en difficulté vont faire le lien entre les divers lieux d'apprentissage », s'alarme-t-elle.

Il en va de même pour les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), ces professeurs des écoles et psychologues, spécialistes de la difficulté scolaire, dont la circulaire de rentrée de l'éducation nationale rappelle qu'ils seront mis à profit à l'école primaire. Lorsque les enfants en difficultés sont pris en charge dans un groupe à part, « il se passe autre chose dans la classe pendant ce temps », pointe Marie Toullec-Théry, qui rappelle en outre que le « maillage territorial » des Rased est parfois très lâche, ces effectifs d'enseignants étant « peu renouvelés ».

La différenciation, soit le fait d'adapter les contenus scolaires aux niveaux dans une même classe, serait à privilégier. Mais les enseignants français y sont peu préparés. « Une des difficultés de notre système, c'est la faible personnalisation de la relation pédagogique, et le fait qu'elle soit peu différenciée », rappelle Pierre-Yves Bernard. Selon l'enquête internationale Talis de 2018, 49 % des enseignants ont été formés « à l'enseignement à des élèves de niveaux différents », mais seuls 25 % d'entre eux « se sentent préparés » à enseigner dans des classes de niveaux hétérogènes, ou comprenant des enfants à besoins particuliers. ■

VIOLAINE MORIN

ENTRETIEN

Mardi 1^{er} septembre, l'école reprend pour 12,4 millions d'enfants avec un « passif » inédit : jusqu'à six mois d'interruption de cours (vacances d'été comprises) pour certains d'entre eux. De cette expérience de « société sans école », et alors que la situation sanitaire paraît très incertaine, il est déjà possible de tirer des leçons, explique la sociologue Marie Duru-Bellat.

Au plus fort de la crise sanitaire, au printemps, la « continuité pédagogique », c'est-à-dire l'enseignement à distance, a pris le relais, et pourtant la France a eu le sentiment de se retrouver privée d'école. Quels mots mettre sur cette expérience ?

Pendant le confinement, et en demi-teinte durant toute la période qui a suivi, nous avons fait l'expérience d'une « société sans école », pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Ivan Illich publié en 1971. Ce penseur autrichien critiquait alors la mainmise de l'institution scolaire sur les enfants ; dans le contexte actuel, l'expression prend un sens très différent : sans école, il n'a pas manqué « que » quelques heures de classe aux enfants. Non. Il a manqué à tous, aux enfants comme aux adultes, un rythme de vie plus global qui dépasse le champ strictement scolaire.

Rythme de travail mais aussi rythme de socialisation, rythme du sommeil et même rythme des repas : c'est toute la société qui, sans école, s'est retrouvée en apesanteur. Toute la société, aussi, qui a réalisé le travail immense accompli par les enseignants auprès des jeunes générations, et qui va bien au-delà de la seule instruction.

On parle de « rythmes scolaires » comme s'il s'agissait d'une question technique. Mais quand l'institution scolaire ne règle plus la vie des familles de manière contraignante et uniforme, c'est la vie de tous – y compris des personnes qui n'ont pas d'enfants – qui se trouve bouleversée.

Bouleversée jusqu'à quel point et comment ?

Posez la question aux enfants : ils vous répondront sans hésiter que « sans école, il manque les copains ». Pas d'école, cela veut dire pour les plus jeunes être privés du principal – et premier – lieu de socialisation. Cela veut aussi dire que les parents ne peuvent plus compter sur elle non seulement pour prendre en charge leurs enfants, mais parfois aussi pour les nourrir ; des parents qui peinent à trouver un temps et un espace à eux ; qui ne peuvent plus travailler librement... Et qui, accessoirement, ont très vite compris qu'enseigner est un métier !

C'est à tort que l'on parle parfois de la fonction de « garderie » de l'école de manière un peu méprisante. La crise que nous traversons est venue rappeler à tous le rôle protéiforme et essentiel de l'école.

Cette nouvelle rentrée peut-elle se faire « comme avant » ?

Beaucoup de questions résonnent sur le terrain de l'école. Les élèves vont-ils pouvoir être accueillis tout le temps ? A mi-temps ? Il n'y a que l'institution pour donner le « la ». A l'université, les enseignants se sont organisés pour anticiper une rentrée pas comme les autres, en enregistrant leurs cours notamment.

Dans les écoles, collèges et lycées, s'il n'y a pas de reconfinement généralisé, les conditions de reprise seront soumises aux contextes locaux de circulation du virus. Tous les systèmes éducatifs se préparent à des aménagements sur le temps long.

Des aménagements des pratiques enseignantes ?

C'est déjà le cas. Avec le confinement, le numérique a pris une importance particulière, et avec lui a émergé une question : les pratiques numériques sont-elles suffisamment efficaces ? Certains semblent vouloir se convaincre qu'elles sont la réponse adéquate – « la » réponse miracle – en cas d'interruption forcée des cours. Qu'il serait même possible, grâce au confinement, d'accélérer l'acclimatation numérique.

Je crois pour ma part que les professeurs sont conscients des limites du numérique : c'est ludique, cela peut motiver les élèves, mais pas à n'importe quel âge et

« C'est toute la société qui, sans école, s'est retrouvée en apesanteur »

La sociologue Marie Duru-Bellat analyse les conséquences de la période de confinement

« LES PROFESSEURS SONT CONSCIENTS DES LIMITES DU NUMÉRIQUE : C'EST LUDIQUE, CELA PEUT MOTIVER LES ÉLÈVES, MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL ÂGE ET PAS SANS ACCOMPAGNEMENT »

pas sans accompagnement. A 7 ans, à distance, on peut s'exercer à identifier les lettres, mais apprendre à lire ? Aborder des apprentissages complexes ? Les enquêtes PISA [Programme international pour le suivi des acquis des élèves] plaident aussi pour une réponse nuancée.

Pas d'école – ou moins d'école –, c'est la « double peine » pour les familles en difficulté et leurs enfants. Les écarts scolaires en ressortiront-ils accrus ?

On a beaucoup parlé de « décrochage », parfois dès l'école primaire, mais on ne peut pas tout mettre sur le dos du confinement : la crise sanitaire n'a fait qu'accentuer des inégalités sociales et scolaires préexistantes.

Nul n'est besoin d'être sociologue pour constater que les élèves confinés dans des conditions défavorables, sans enseignant derrière eux, parfois sans ordinateur, voire sans déjeuner le midi, dépendent bien plus, pour réussir scolairement, de ce que propose l'école. Nul n'est besoin d'être sociologue pour constater que les parents sont très inégalement capables de suivre les devoirs de leurs enfants. Sans tomber dans le catastrophisme, on peut penser que les enfants les plus fragiles socialement sont aussi ceux qui aborderont la rentrée la plus difficilement.

Aux inégalités d'accompagnement parental s'ajoutent des inégalités d'implication enseignante. C'est en tout cas ce qu'ont pointé du doigt certains parents durant la crise...

Des échos et des statistiques divergents ont circulé, et nourri la

polémique, mais dans leur immense majorité les enseignants se sont mobilisés souvent bien au-delà de ce que leur demandait l'institution. Leur capacité à bouleverser leurs pratiques sous la pression des circonstances a été remarquable. Leur réactivité et leur inventivité, quand il a fallu monter des cours à distance, ont été sans faille. Sans faire de procès d'intention, on peut imaginer qu'ils auraient été moins nombreux à manifester la même souplesse si tout cela leur avait été imposé d'en haut sous forme de directives et de circulaires...

Notre système jacobin et sa gouvernance centralisée ont-ils atteint leurs limites ?

On a toujours eu du mal en France à penser l'éducation de manière décentralisée. L'égalité, c'est de traiter tous les élèves de la même façon : voilà le leitmotiv de notre pensée en matière d'éducation. Cela a évolué – un peu – dans les années 1980 avec l'introduction des zones d'éducation prioritaire, mais les résistances à diversifier l'offre d'éducation en fonction des lieux ou des publics accueillis demeurent fortes.

Pour les élèves aujourd'hui, cela aurait pourtant du sens que de moduler la rentrée en fonction de la géographie mais aussi des conditions de vie et d'accompagnement familial.

Vous évoquez un questionnaire des pratiques, de la gouvernance... N'est-il pas temps, aussi, d'interroger les programmes ?

Du fait du confinement, les enseignants qui ont coutume de dire que les programmes sont trop chargés n'ont pas eu le choix : ils ont dû faire des impasses, et les assumer. Si l'on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que ce n'est pas tel chapitre d'histoire ou telle œuvre de français qui manquera à la « génération Covid », mais plutôt trois mois sans contact direct avec leur classe, n'a-t-on pas là une occasion unique de remettre en jeu l'ampleur des programmes ? La crise a ébranlé, en tout cas, leur caractère impératif, voire sacré. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MATTEA BATTAGLIA

D'ultimes questions sanitaires et des débats

De nouvelles précisions sont apportées. La question du port du masque avant 11 ans divise

Tout est prêt » pour cette rentrée répète le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Le protocole sanitaire a été actualisé le 26 août, et d'ultimes « fiches thématiques » (restauration, sport, récréation...) ont été communiquées aux écoles vendredi. Mais des questions très pratiques continuent d'inquiéter les cercles d'enseignants et les foyers.

Y aura-t-il des classes ou des écoles fermées ?

« Le moins possible », a répondu le ministre de l'éducation, le 30 août. Et d'expliquer, dans *Le Journal du dimanche* : « Cela se décide par une analyse quotidienne au jour le jour, en fonction de la situation sanitaire de chaque territoire. » L'exemple de la rentrée, mi-août, à La Réunion, appelle à la prudence : 14 des 77 écoles de Saint-Denis ont dû reporter d'au moins une semaine leur réouverture, après identification de plusieurs foyers

de Covid. A l'étranger aussi, notamment en Allemagne et aux États-Unis, des établissements ont été contraints de fermer. Le protocole français est « un des plus stricts d'Europe » et « nous permet d'avoir la rentrée la plus normale possible », défend-on au ministère de l'éducation. L'objectif est d'être capable de « réagir dans les quarante-huit heures à chaque fois que des symptômes sont signalés » dans une école, pour tester toutes les personnes qui ont été en contact. Des « tests aléatoires » ont également été promis. Si des écoles devaient restreindre leurs capacités d'accueil, l'objectif est de garantir aux familles une prise en charge grâce à d'autres dispositifs (étude, activités culturelles et sportives). En cas de fermeture obligée, un enseignement en partie à distance sera dispensé.

Le masque obligatoire, oui, mais pourquoi pas avant 11 ans ?

La question n'est plus seulement posée par les parents et les enseignants. Dans une tribune publiée sur le site du *Parisien*, samedi 29 août, un collectif de médecins propose de « recommander le port du masque en lieu clos pour tous les élèves de plus de 6 ans ». « Compte tenu du protocole en vigueur, rien ne semble empêcher les écoles de devenir des clusters », alertent les signataires, dont l'infectiologue Karine Lacombe. La doctrine sanitaire, en France, impose déjà le masque dans tous les espaces scolaires – même en récréation –, mais à partir de 11 ans seulement. D'autres pays, à commencer par la Chine mais aussi la Grèce où l'Italie, ont étendu l'obligation aux écoliers. Dans la communauté scientifique, la question ne fait pas consensus.

Comment organiser au mieux la cantine ?

Dans sa version actualisée, le protocole sanitaire est clair : « La dis-

tanciation physique n'est pas obligatoire », en tout cas pas lorsqu'« elle n'est pas matériellement possible ou qu'elle ne permet pas d'accueillir la totalité des élèves ». Mais elle reste fortement recommandée. A la cantine notamment, « le balisage des sens de circulation, des éventuels espaces d'attente et de la distanciation à respecter peut être mise en place, peut-on lire dans l'une des fiches thématiques. Les plages horaires et le nombre de services sont adaptés de manière à limiter les flux (...). Les assises sont disposées de manière à éviter d'être face à face voire côte à côte lorsque cela est matériellement possible ». L'organisation est un défi pour les collectivités responsables de la restauration. En cours de sport, il est admis que le port du masque n'est pas possible : « Il est alors important de faire respecter par les élèves la distanciation physique. » La chorale se fera, elle, avec un masque.

M. BA.

Covid : les métropoles s'organisent pour la rentrée

Les grandes villes multiplient les initiatives pour tenter d'éviter une nouvelle vague de contaminations

Dans son avis rendu le 27 juillet, le conseil scientifique Covid-19 insistait sur la nécessité de « se préparer maintenant pour anticiper un retour du virus à l'automne ». Il soulignait l'enjeu essentiel des vingt grandes métropoles, « dans lesquelles les risques de propagation du virus sont importants ». A la suite de cet avis, le premier ministre, Jean Castex, a écrit aux présidents de ces métropoles pour leur demander de mettre en place des plans locaux pour faire face à la reprise épidémique.

Tests de dépistage, distributions de masques, caméras thermiques... Les métropoles multiplient les initiatives pour tenter d'échapper à une nouvelle vague. A l'unisson de l'exécutif, elles veulent éviter un reconfinement et permettre une reprise de l'activité aussi sécurisée que possible. Non sans quelques frictions, parfois, avec l'Etat et ses représentants.

A Marseille, la préparation du plan local se construit « à partir de l'existant, sur la base de l'expérience du printemps », convient le directeur adjoint de l'agence régionale de santé (ARS), Sébastien Debeaumont. Chaque grande direction de la mairie de Marseille doit lister les activités indispensables à maintenir, avec des mesures adaptées. Les services ont ensuite à réfléchir à l'organisation du travail pour le « deuxième rideau », les fonctionnaires pouvant recourir au télétravail ou présentiel partagé, pour assurer un fonctionnement optimal. « On a applaudi les soignants à 20 heures, je ne vois pas comment certains agents pourraient se dédouaner de leurs obligations, remarque un responsable de la municipalité. Il y a des protections, chacun doit assumer sa part. »

Si les responsables de Rennes Métropole se félicitent d'être associés à la définition des protocoles locaux de lutte contre le virus, ils se refusent toutefois à assumer seuls le rôle de chef d'orchestre. « Ce ne peut pas être un plan métropolitain au sens institutionnel du terme mais territorial, indique la directrice générale des services de Rennes et de Rennes Métro-

Lundi, la Métropole et la ville de Lyon devaient lancer une campagne de tests de dépistage dans plusieurs stations du métro

pole, Laurence Quinaut. Le conseil scientifique écrit : "Le directeur de la santé publique de la métropole et son équipe seront essentiels à la conception et à la mise en œuvre du plan." J'ai beau chercher dans mon organigramme, je ne trouve pas cette personne. »

Depuis la mi-août, elle participe à l'élaboration des plans d'action avec l'ARS et la préfecture d'Ille-et-Vilaine. « Personne ne doit écraser les champs de compétence de l'autre dans ce travail conjoint, insiste-t-elle. La stratégie de dépistage, par exemple, revient d'évidence à l'ARS. La métropole ne peut être qu'un soutien logistique. »

Caméras thermiques

Lundi 31 août, la métropole et la ville de Lyon devaient lancer une campagne de tests de dépistage dans plusieurs stations du métro de Lyon. Les usagers vont pouvoir passer un test de détection du virus dans des tentes spécialement aménagées. Menée en partenariat avec les Hospices civils de Lyon et des laboratoires privés, l'opération doit être expérimentée, dans un premier temps, à la station Bellecour et aux terminus de la ligne D. « Nous voulons faciliter les démarches et toucher une population qui n'aurait pas songé à passer le test, explique le président (Europe Ecologie-Les Verts) de la métropole, Bruno Bernard. C'est totalement inédit en France et nous adaptons ce dispositif en fonction des enseignements que nous tirons de la première semaine de fonctionnement. »

L'objectif est d'effectuer de 400 à 600 tests par jour dans le métro, qui vont s'ajouter aux



A Lyon, samedi 29 août. PHOTOPQR/LE PROGRES/JOËL PHILIPPON

quelque 20 000 tests pratiqués chaque semaine dans l'ensemble de la métropole et du département du Rhône.

A Toulouse, où le port du masque sur l'ensemble de la ville a été rendu obligatoire depuis le vendredi 21 août pour une durée d'un mois, le maire (Les Républicains, LR) Jean-Luc Moudenc a appelé à « ne pas se relâcher ». Avec un taux d'incidence de 45 pour 100 000 habitants, l'Occitanie se situe au-dessus de la moyenne nationale. Dans la Ville rose, où plus de 120 000 étudiants vont faire leur rentrée en septembre, ce sont les jeunes qui sont les plus touchés : 83 % des personnes testées positives ont moins de 50 ans. Du coup, les dépistages s'accroissent : vendredi, 620 personnes ont été dépistées dans un drive installé dans un quartier populaire de la ville. Un sixième drive devrait être rendu opérationnel dans la semaine.

Le conseil départemental des Bouches-du-Rhône, pour sa part, vient de relancer des campagnes de dépistage auprès des agents de la collectivité et des collèves. « Il y a une impérieuse nécessité de permettre aux gens d'aller travailler pour préserver le tissu économique. Donc il faut une rentrée avec des parents rassurés », estime la présidente

(LR) de l'exécutif départemental, Martine Vassal.

Dans toutes les collectivités, la gestion de la rentrée scolaire est au centre des préoccupations. La région Auvergne-Rhône-Alpes, présidée par Laurent Wauquiez (LR), a ainsi décidé d'expérimenter l'installation d'une caméra thermique à l'entrée de trois lycées. Lorsque la caméra, reliée à un terminal, détecte un lycéen fiévreux, une alarme est émise et il est immédiatement orienté vers le protocole de prise en charge prévu par l'éducation nationale. Si l'outil s'avère efficace, il est appelé à être généralisé. En outre, la région a décidé d'équiper chaque lycée et centre de formation de thermomètres frontaux et de distributeurs de gel hydroalcoolique.

Masques gratuits

De même, la présidente (LR) de la région Pays de la Loire, Christelle Morand, et le président (Parti socialiste) du département de la Loire-Atlantique, Philippe Grosvallet, ont annoncé la distribution de masques pour tous les lycéens et les collèves. Nombre de présidents de métropole et de régions soulignent « un problème de cohérence » sur cette question. « Le gouvernement décide de rendre le masque obligatoire et, en même

temps, de ne pas le fournir aux familles », déplore M. Wauquiez, qui entend en fournir aux élèves de tous les établissements du ressort de la région, publics et privés.

Chacun bénéficiera de trois masques chirurgicaux distribués devant les établissements le jour de la rentrée et, d'ici à la mi-septembre, les familles recevront deux autres masques lavables par La Poste. Du côté de la métropole, 140 000 masques vont être fournis aux collèves.

Parmi les dossiers sensibles qui préoccupent les services de la métropole rennaise, le retour des quelque 67 000 étudiants. Dans la capitale bretonne, rentrée universitaire rime avec reprise des soirées festives. Comment faire respecter les gestes barrières si les fêtards se pressent dans la « rue de la soif » jusqu'à la fermeture des bars ? « Le mode répressif ne marchera jamais, explique la métropole. Nous devons miser sur la responsabilité, l'altruisme et l'action des jeunes. La collectivité peut amorcer un travail avec les établissements scolaires et les universités sur ce sujet. »

Les habitants de la métropole lilloise, eux, ont pris l'habitude de porter un masque depuis que, le 21 août, le préfet du Nord, Michel Lalande, en a étendu l'obligation à l'ensemble du départe-

ment après qu'eut été constatée une hausse du taux de positivité aux tests. Les Nordistes attendent désormais la réouverture des salles de concerts, après le report de tous les festivals d'été et l'annulation de nombreux événements, comme la traditionnelle braderie de Lille qui se tient habituellement le premier week-end de septembre.

Toutefois, samedi 29 août, pour l'ouverture de la Foire aux manèges de Lille, même les géants du Nord avaient sorti les masques pour défilier et les danseuses de la parade évoluaient à plus d'un mètre de distance les unes des autres. Depuis 184 ans qu'elle existe, jamais cette foire n'avait connu une ambiance aussi étrange, tous les visiteurs évoluant désormais le bas du visage couvert.

A Wattrelos (Nord), le maire (La République en marche), Dominique Baert a décidé de maintenir, le 13 septembre, la fête des Berlouffes, célèbre braderie étalée sur 17 kilomètres de trottoirs qui attire des dizaines de milliers de personnes chaque année. Mais le jet traditionnel des 1200 poupées du haut du clocher de l'église Saint-Maclou reste incertain. Il faut bien apprendre à « vivre avec le virus ». ■

PATRICK ROGER
AVEC NOS CORRESPONDANTS

A Paris, les « antimasque » tentent de faire entendre leurs voix

Entre 200 et 300 personnes ont manifesté, samedi, contre le port du masque. Plus d'une centaine ont été verbalisées à l'issue du rassemblement

REPORTAGE

Le masque, c'est la porte d'entrée vers la dictature mondiale. Masque sous le menton, Christelle prêche auprès des « anti » convaincus devant une affiche « Je suis libre et maître de moi-même » : « On utilise le masque comme symbole de la muselière, c'est un test de soumission du peuple. Depuis des mois, on voit que les politiques en profitent pour faire passer des lois liberticides. » La jeune femme est l'une des animatrices du groupe Facebook « Nous sommes la deuxième vague », qui a relayé l'appel au rassemblement des « antimasque », samedi 29 août à Paris. Très loin de la mar-

che ayant rassemblé des milliers de personnes à Berlin pour la deuxième fois en un mois, ce sont entre 200 et 300 personnes qui se sont retrouvées place de la Nation, brassant presque autant de revendications différentes.

Le tee-shirt de Christelle refusant la 5G et les vaccins « forcés » côtoie ainsi ceux de quelques « faucheurs volontaires » ; des masques Anonymus frôlent un fourre-tout complotiste dénonçant le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros – cible habituelle des complotistes – et les « Big Pharma » ; des insultes envers les « collabos » cohabitent avec des méthodes plus tempérées, comme celle de cet

homme s'arrêtant devant chaque policier pour tenter de le convaincre poliment que verbaliser ceux qui ne portent pas de masque serait « illégal ». « Merci de m'avoir écouté et bonne journée. » Peu après 16 h 30, 123 personnes avaient été verbalisées pour non-port du masque et une interpellée pour outrage et rébellion, selon la préfecture de police.

« Liberté, liberté »

Dans les rangs démasqués, les uns se font la bise en se rencontrant pour la première fois – « Tu m'as reconnue ? J'ai pas la même tête sur Facebook ! » – quand d'autres s'échangent des conseils militants. Tous se retrouvent aux mê-

« On utilise le masque comme symbole de la muselière, c'est un test de soumission du peuple », estime Christelle, une manifestante

mes cris de « liberté, liberté ». « Mais enfin, porter un masque ne restreint pas votre liberté », s'étonnent deux jeunes curieux auprès d'une manifestante. Quant à la nasse policière qui se forme, « c'est

comme ça dans toutes les manifestations », croient-ils savoir. « Vous êtes trop jeunes, mais ça ne finissait pas toujours comme ça, avant. »

Les discours se suivent à la tribune, commentés en direct depuis le parterre de la place de la Nation jusqu'aux réseaux sociaux. Un avocat pointant « le déficit de représentation populaire » se voit interrompu par plus revendicatif que lui : « On ne veut pas plus de représentation, on veut être souverains ! » Quant à la requête d'un « gilet jaune » venu demander « qu'on se fasse tous embarquer, on aura notre revanche ! », elle ne recueillera que quelques refus interloqués : « Ah non mais là, faut pas tout mélanger. »

Indifférent au micro hurlant à la « dictature sanitaire » à deux pas de lui, un jeune homme déploie une banderole sur la tribune, laissant apparaître une citation de la philosophe Hannah Arendt, tellement actuelle qu'elle se retrouve brandie par tous les camps : « Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez. » ■

LUCIE SOULLIER

EELV-PS : l'union à gauche crée des remous

Plusieurs cadres du PS craignent la marginalisation de leur parti en cas d'alliance avec les écologistes

BLOIS - envoyée spéciale

Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour. Les écologistes, en adeptes de Pierre Reverdy, ont donc passé le week-end à déclarer leur flamme aux socialistes. Ces derniers ont, de leur côté, fait assaut de démonstration de la sincérité de leur conversion écologique. Vendredi 28 et samedi 29 août, les salles de débat de la Halle aux grains, à Blois (Loir-et-Cher), où se tenait le rendez-vous estival socialiste, ont bruisé des mots doux des deux partenaires qui ont, jusqu'ici, joué aux frères ennemis.

Les représentants d'Europe Ecologie-Les Verts étaient venus nombreux pour draguer le Parti socialiste (PS) : le secrétaire national, Julien Bayou, le député européen David Cormand, deux maires fraîchement élus, Pierre Hurmic (Bordeaux) et Emmanuel Denis (Tours), Cécile Duflot, ancienne ministre et directrice générale d'Oxfam France, et surtout les deux candidats putatifs, le député européen Yannick Jadot et le maire de Grenoble Eric Piolle. Chacun y est allé de son compliment. « Les socialistes ne sont pas que des partenaires, ce sont des amis », a lancé le premier le maire de Tours. David Cormand s'est fait poète en paraphrasant Jaurès : « C'est en allant vers l'écologie que le socialisme est fidèle à ses origines pour changer la société. »

Yannick Jadot, conscient de devoir séduire plus qu'un autre pour convaincre qu'on peut lui confier les clés de la présidentielle, en a fait des tonnes. Invité à une table ronde sur « l'opposition terrestre-non terrestre comme nouveau climat politique », il a d'emblée débordé le sujet pour mieux lancer sa sérénade. « L'écologie est irri-

guée par toutes les idées et l'histoire de la gauche. La gauche, c'est ma famille, je ne veux pas la fin du PS. Je ne suis pas morbide, le PS a son histoire », a-t-il commencé. Rappelant ses parents enseignants, le député européen a précisé : « Derrière chaque socialiste, j'ai toujours vu un instituteur. »

« Nouveaux rapports »

Des mots si doux aux oreilles des militants si longtemps boudés par les Verts. Le quinquagénaire en a rajouté. « Forts de nos combats, forts de notre histoire, forts de nos principes, nous avons l'obligation de travailler ensemble », a-t-il déclaré, cajoleur, ajoutant en incise « et Olivier Faure fait des efforts ! », pour appuyer sa rengaine. Bien sûr, il y aura des débats, des frictions, a reconnu l'élue européenne, mais les écologistes comme les socialistes « ont une responsabilité historique de gagner, sinon, c'est Macron qui l'emportera à nouveau pour cinq ans ».

Pas de mode d'emploi pour les discussions en vue des élections régionales, ni de méthode pour la présidentielle – les sujets de fâcherie seront pour plus tard –, Yan-

nick Jadot est là pour dire son envie : celle d'être le candidat commun soutenu par les socialistes. Se précipitant ensuite sur leur premier secrétaire, Olivier Faure, il lui lance tout sourire : « Tu as vu, je t'ai cité vingt fois ! J'ai toujours dit qu'il fallait qu'on se rassemble. » Les deux hommes sont ensuite partis prendre un café sous l'œil des caméras. En aparté, le député européen en rajoute encore : « Quand je dis qu'il faut faire ensemble et s'y atteler maintenant, je le pense vraiment. Il s'est passé quelque chose au PS après 2017 : il a fait son inventaire et il s'écologise. »



Olivier Faure, entouré de militants et de responsables du PS, à l'université d'été du parti, samedi 29 août, à Blois. GUILLAUME SOUVANT/AFP

Le maire de Dijon, François Rebsamen, a fustigé la « radicalité attrape-tout » des écologistes

Le socialiste, qui n'a de cesse de montrer que son parti a pris le tournant écolo, a lancé devant ses troupes rassemblées samedi soir que « la justice écologique est et sera le cœur de notre combat ». Olivier Faure a aussi proposé de « lancer ensemble le printemps de la gauche et de l'écologie », à l'image de l'alliance entre toutes les forces de gauche et écologistes à Marseille. Et il a insisté : « Si nous n'enclenchons pas maintenant une dynamique nouvelle, celle engagée avec le bloc social écologique, alors nous serons tous réduits au rôle de spectateurs. »

Quelques voix dissonantes se sont en effet fait entendre pour critiquer son choix. Celle de François Rebsamen, maire de Dijon, fustigeant la « radicalité attrape-

tout » des écologistes, ou encore de Stéphane Le Foll, regrettant « l'effacement derrière les Verts » de son parti. Le maire du Mans a même réclamé un congrès de « refondation » dans *Le Journal du dimanche*. Mais c'est surtout celle de François Hollande, absent de Blois, qui, dans un entretien à *Ouest-France*, samedi, fut la plus sévère à l'égard de la stratégie adoptée par son successeur à la tête du PS. Pour l'ancien président, « il ne peut y avoir d'alternative à gauche sans une grande force centrale. Et le PS a le devoir de jouer ce rôle de nouveau ». En clair, il ne doit « se rallier » ni à une candidature écologiste ni à Jean-Luc Mélenchon pour 2022, mais se présenter sous ses couleurs.

Olivier Faure n'en a cure, les vieux caciques ne l'impressionnent plus. Il sait qu'ils sont désormais minoritaires dans le parti. Il entend bien faire valider sa ligne lors d'un congrès en décembre. D'ici là, le député de Seine-et-Marne continue d'avancer : il a prévu – « dans les prochains jours » – de mettre en place avec les écologistes un groupe de travail pour phosphorer à un projet commun pour 2022. ■

SYLVIA ZAPPI

Mélenchon et sa « vocation de candidat commun » à gauche en 2022

« Je me sens une vocation de candidat commun » pour la gauche en 2022, a lancé dimanche 30 août le chef de file de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon, qui doit prendre en octobre sa décision de se présenter ou non à l'élection présidentielle. Candidat commun, « je l'ai été pour les communistes, et pour des milliers de socialistes qui ont voté pour moi à l'élection présidentielle » en 2017, a souligné celui qui s'est déjà présenté deux fois à la présidentielle, lors de l'émission « Questions politiques » de France Inter-Le Monde-Franceinfo. Le député LFI des Bouches-du-Rhône a réagi aux propos de François Hollande, qui a estimé samedi que le PS ne doit « se rallier » pour 2022 ni à une candidature écologiste ni à Jean-Luc Mélenchon. Les socialistes, eux, « sont les bienvenus » en soutien à LFI, a rétorqué M. Mélenchon.

Large soutien à Danièle Obono contre « Valeurs actuelles »

De nombreuses voix ont dénoncé le « racisme » des dessins représentant la députée LFI dans le magazine conservateur

Représentation « abjecte et inacceptable », « apologie du racisme » : la « politique fiction » du magazine conservateur *Valeurs actuelles* sur la députée La France insoumise (LFI) Danièle Obono, dépeinte en esclave, a suscité, samedi 29 août, une vague de condamnations, jusqu'au chef de l'Etat. Dans ce récit fiction de sept pages publié dans le cadre d'une série d'été où des personnalités politiques « voyagent dans les couloirs du temps », la députée de Paris, à la peau noire, « expérimente la responsabilité des Africains dans les horreurs de l'esclavage » au XVIII^e siècle, selon la présentation qu'en fait le magazine. Des dessins de Danièle Obono, collier en fer au cou, accompagnent ce « roman de l'été ».

Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, qui avait accordé un entretien exclusif à *Valeurs actuelles* fin 2019, a appelé la députée en fin de matinée pour lui faire part de sa « condamnation claire de toute forme de racisme », a indiqué l'Elysée à l'Agence France-Presse.

Le premier ministre avait déjà réagi plus tôt dans la journée : « Cette publication révoltante appelle une condamnation sans am-

biguïté », a écrit sur Twitter Jean Castex, qui « partage l'indignation de la députée » et l'assurance du soutien de l'ensemble du gouvernement. « La lutte contre le racisme transcendera, toujours, tous nos clivages », a ajouté le chef du gouvernement. « Le racisme est un mal nocif. Il détruit. Il est un délit », a aussi rappelé la ministre déléguée chargée de la ville, Nadia Hai, sur le réseau social. « On est libre d'écrire un roman nauséabond, dans les limites fixées par la loi. On est libre aussi de le détester. Moi je le déteste et suis [aux] côtés » de la parlementaire, a écrit pour sa part le ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti.

« Une souillure »

Dénonçant « une insulte à [ses] ancêtres, sa famille » et « à la République », Danièle Obono a dit samedi soir sur BFM-TV « réfléchir » à porter plainte. Cette publication est selon elle « une souillure qui ne s'effacera pas », mais surtout « l'aboutissement d'un acharnement médiatique » contre elle. Le chef de file de LFI, Jean-Luc Mélenchon, s'est élevé contre un « harcèlement nauséabond » envers la députée. Réprouvant vivement un « cortège de haines, comme

l'ont déjà expérimenté beaucoup de responsables politiques noirs ou d'origine maghrébine ces dernières années », l'association SOS Racisme a indiqué dans un communiqué étudier « les suites judiciaires envisageables ».

Le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (La République en marche), a critiqué une « ignoble représentation d'une parlementaire ». « Tout mon soutien personnel et celui de l'Assemblée nationale face à ces abjections », a-t-il tweeté, suivi par de nombreux députés de tous bords. Depuis Malo-les Bains (Nord), lors de la journée d'été du Parti communiste français, son numéro un, Fabien Roussel, a lui aussi épinglé un écrit « particulièrement scandaleux ». Tout comme son homologue du Parti socialiste Olivier Faure ou l'ancienne ministre écologiste Cécile Duflot.

A l'extrême droite, un responsable du Rassemblement national, Wallerand de Saint-Just, a également condamné, toujours sur Twitter, la publication « d'un mauvais goût absolu » de *Valeurs actuelles* : « Le combat politique ne justifie pas ce type de représentation humiliante et blessante d'une élue de la République », selon lui.

Damien Abad, président du groupe Les Républicains de l'Assemblée, a condamné une publication « dégradante » et « inutilement polémique », mais il a estimé en revanche que *Valeurs actuelles* n'avait pas eu la volonté de « faire quelque chose de raciste ».

Des excuses à la députée

Le magazine d'opinion a fait valoir qu'« il s'agit d'une fiction mettant en scène les horreurs de l'esclavage organisé par des Africains au XVIII^e siècle », « terrible vérité que les indigénistes ne veulent pas voir ». « J'invite chacun à lire le texte et à voir ce qu'il contient, a expliqué au *Parisien* Tugdual De-

Dénonçant « une insulte à [ses] ancêtres, sa famille » et « à la République », Danièle Obono a dit samedi soir « réfléchir » à porter plainte

nis, directeur adjoint de la rédaction. Il vise à expliquer que l'esclavage n'est pas uniquement le fait des Européens mais également d'Africains. » Ce dernier reconnaît que le dessin représentant l'élue en esclave est « violent » : « C'est une image horrible car la thématique est horrible, assume Tugdual Denis, mais ce n'est pas du racisme. » Samedi, l'hebdomadaire a publié un communiqué présentant ses excuses à la députée. « Si nous contestons fermement les accusations (...), nous avons aussi suffisamment de clairvoyance pour comprendre que Danièle Obono ait pu se sentir personnellement blessée par cette fiction. Nous le regrettons et lui présentons nos excuses. »

Des militants de la Ligue de défense noire africaine se sont introduits, samedi soir, dans les locaux de *Valeurs actuelles* pour dénoncer « l'incitation à la haine anti-Noirs », selon une vidéo qu'ils ont diffusée sur Twitter. Les locaux étaient désertés par les employés du magazine pendant l'intrusion, selon ce mouvement qui se présente comme défenseur des « droits des Afrodescendants et des Africains ». ■

SERVICE POLITIQUE

FAITS DIVERS Adolescente violée et tuée à Nantes : l'inspection générale de la justice a été saisie

Une mission de l'inspection générale de la justice a été diligentée pour évaluer le suivi socio-judiciaire du multirécidiviste qui a été mis en examen samedi 22 août pour le viol et le meurtre d'une adolescente, le 20 août, à Nantes. Agé de 45 ans, le suspect avait été libéré de prison en 2016. Condamné en 2005 à une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle pour neuf viols, trois tentatives de viol et une agression sexuelle, il avait bénéficié d'une remise de peine après douze ans et demi passés en prison. – (AFP)

Agression antisémite à Paris : les deux suspects écroués

Deux hommes soupçonnés d'avoir agressé un homme de confession juive et de lui avoir volé sa montre début août à Paris ont été mis en examen pour « vol avec violences ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à huit jours, commis en réunion et en raison de l'appartenance de la victime à une religion ». Ils ont été écroués. Interpellés le 26 et 27 août, les deux suspects sont âgés de 18 ans. – (AFP)

Emmanuel Macron place François Bayrou au Plan

Le président du MoDem va prendre la tête, le 3 septembre, du Haut-Commissariat au Plan et à la prospective

C'est un morceau de l'ancien monde qui fait irruption dans le nouveau. Le Haut-Commissariat au Plan, vestige de l'après-guerre, créé en 1946, doit être ressuscité le 3 septembre en conseil des ministres, en même temps que la présentation du plan de relance pour le pays, a annoncé Emmanuel Macron devant l'Association de la presse présidentielle, vendredi 28 août. Une double renaissance, puisque le chef de l'Etat a confié à son allié François Bayrou le soin de réveiller cette institution mise en sommeil depuis le début des années 1990.

Le président du MoDem était sorti du gouvernement en juin 2017 à cause de l'affaire des assistants présumés fictifs de son parti au Parlement européen. L'annonce n'est pas que symbolique. Si la nomination du maire de Pau, dans les tuyaux depuis début juillet, s'est fait attendre tout l'été, c'est parce que cette fonction revêt un caractère transversal dans l'action de l'exécutif. La définition de son périmètre a donné lieu à d'intenses tractations avec le premier ministre, Jean Castex, désireux de ne pas voir le centriste se muer en chef du gouvernement bis.

Un ministre résumait, au cœur de l'été, le problème posé par ce retour de la planification au sommet de l'Etat. «*Ce Commissariat au Plan interroge le rôle du premier ministre. Est-ce que cette institution est uniquement un organisme de réflexion, ou bien intervient-elle sur tous les ministères ? Si le Plan est impératif, ça veut dire que le commissaire au Plan est au niveau du premier ministre*», estimait alors ce membre du gouvernement.

Or, François Bayrou ne cesse de répéter en privé qu'il veut rétablir la «*philosophie d'origine*» de la fonction. Jean Monnet, premier titulaire du poste en janvier 1946 sous l'égide de Charles de Gaulle, à l'époque président du gouvernement provisoire de la République française, avait pour mission de moderniser le pays et son économie sur la base de plans quinquennaux, en associant fonctionnaires, ingénieurs, chercheurs et partenaires sociaux. «*Il avait un décret d'attribution très étendu. Le premier plan fut adopté en conseil des ministres*», rappelle le secrétaire général du MoDem, Jean-Noël Barrot, qui a envoyé une note sur le sujet à l'Elysée.

François Bayrou, lors de l'université d'été du MoDem, à Guidel (Morbihan), le 29 septembre 2019.

JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP



M. Bayrou est mis en examen pour « complicité de détournement de fonds publics » dans l'affaire des assistants de son parti

De son côté, Jean Castex voit le Haut-Commissariat au Plan comme un moyen de «*rééclairer l'action publique d'une vision de long terme*». «*Il faut recréer des outils de prospective*», a-t-il défendu, le 8 juillet, en assurant que sa «*seule préoccupation, c'est l'action face à la crise qui arrive*». Une vision partagée par le chef de l'Etat. «*On a besoin d'avoir au service du président de la République et du gouvernement une instance qui réfléchit à plus long terme et avec moins de contraintes, en connaissant le pays*», a souligné Emmanuel Macron, vendredi.

Après l'abandon des plans quinquennaux au début des années 1990 – le dernier s'acheva

en 1992 –, le Commissariat a vu son influence décroître ces dernières années, son rôle étant recentré sur une fonction d'expertise. Baptisé, en 2006, Centre d'analyse stratégique, puis, en 2013, France Stratégie, il a connu un bref regain de notoriété à la faveur du passage à sa tête (2013-2017) de l'économiste Jean Pisani-Ferry, avant que ce dernier ne rejoigne l'équipe de campagne du candidat Macron à la présidentielle.

Rattaché à l'Elysée

Aujourd'hui, François Bayrou souhaite que les différentes agences chargées de la prospective lui soient rattachées. Le secrétariat pour l'investissement ou encore le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), successeur de la Datar, sont aujourd'hui sous l'autorité de Matignon. Un conseiller ministériel résume la chose crûment : «*Il y a une guerre Castex-Bayrou. Castex ne peut pas accepter un Etat dans l'Etat*».

Le Béarnais pourrait devenir un rival potentiellement encombrant, aussi, aux yeux du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, chargé de conduire la relance. Le

maire de Pau a déjà obtenu gain de cause sur un point crucial : son poste sera rattaché directement à l'Elysée, et pas à Matignon. Une manière, plaide-t-il, de ne pas apparaître comme une instance gouvernementale et de battre en brèche toute idée de concurrence avec le premier ministre.

Dans son esprit, le président de la République est celui qui définit le temps long, là où le chef du gouvernement s'attache à la gestion quotidienne des affaires de l'Etat. Rien de plus logique, donc, que de rendre des comptes au premier, et pas au second. D'autant que cette renaissance du Plan est avant tout une volonté du chef de l'Etat.

L'idée est réapparue à la faveur de l'épidémie de Covid-19. Au printemps, l'Elysée faisait valoir que cette crise inédite rebattait les cartes de la mondialisation et ébranlait les fondements du libre-échange. Le manque de masques ou de médicaments, produits pour la plupart en Chine, a remis au centre du débat les sujets de souveraineté économique et de relocalisation industrielle.

Les critiques à l'égard de la gestion de la crise par l'Etat central, par ailleurs, auraient illustré se-

lon l'exécutif le besoin de déconcentration et de plus grande proximité entre les citoyens et leurs services publics. Une demande déjà présente parmi les doléances des « gilets jaunes ».

«*Cette crise a révélé des fragilités en termes d'adaptabilité de l'Etat et des collectivités territoriales. Nous avons besoin de voir à moyen et long terme. C'est ce qui donne tout son sens à la création d'un Haut-Commissariat au Plan*», indiquait le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, le 16 juillet, dans une interview aux Echos.

Est-il possible pour autant, dans la France de 2020, de ressusciter cette institution à l'identique ? «*Les raisons pour lesquelles le Plan a disparu au début des années 1990 sont toujours là : l'acceptation de la mondialisation, l'économie de marché, la multiplication des contraintes budgétaires, mais aussi le fait que la plupart des grands investissements (TGV, autoroutes...) sont aujourd'hui derrière nous*», avertit Philippe Martin, ancien conseiller économique d'Emmanuel Macron,

aujourd'hui patron du Conseil d'analyse économique, un think tank rattaché à Matignon. Celui-ci

voit néanmoins matière à réflexion pour le futur haut-commissaire dans des domaines comme le changement climatique, la question territoriale, ou encore la démographie, avec le vieillissement de la population.

Le risque est grand, néanmoins, de voir se multiplier les instances. Fin mai, Emmanuel Macron a déjà installé une commission d'experts sur les grands défis économiques, sous l'égide de Jean Tirole, prix Nobel d'économie 2014, et d'Olivier Blanchard, ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), censée livrer des recommandations autour des thèmes du «*climat*», des «*inégalités*» et du «*vieillessement*».

« L'expérience est nécessaire »

Toujours est-il que, sur le plan politique, le choix de confier ce poste à François Bayrou, qu'il pourra cumuler avec sa mairie de Pau, suscite des critiques dans l'opposition. «*François Bayrou y a beaucoup réfléchi, c'est une conviction qu'il porte*», a défendu M. Macron, prenant soin de préciser que pour l'ancien triple candidat à la présidentielle, «*c'est tout sauf un lot de consolation, c'est une responsabilité importante*».

«*Qui imagine le haut-commissaire au Plan mis en examen ?*», ironise néanmoins le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Julien Bayou, alors que M. Bayrou est placé sous ce statut depuis décembre 2019 pour «*complicité de détournement de fonds publics*» dans l'affaire des assistants de son parti.

«*On prend les mêmes qui échouent depuis quarante ans et on recommence !*», dénonce de son côté le Rassemblement national, pointant du doigt le fait que l'ancien ministre de François Mitterrand et de Jacques Chirac, âgé de 69 ans, a commencé sa carrière d' élu en 1983.

Un argument balayé par l'intéressé devant ses proches ces dernières semaines. «*Si j'ai besoin de traverser l'Atlantique à la voile, et que je dois choisir entre Titouan Lamazou, qui a traversé l'Atlantique cent fois, et un petit jeune très bien qui ne l'a jamais fait, qui je prends comme skippeur ? L'expérience est nécessaire*», plaide-t-il en petit comité. Les récifs placés sur sa route sont nombreux. ■

OLIVIER FAYE
ET AUDREY TONNELIER

La violence gratuite de la prison des Baumettes devant la justice

En 2017, un détenu est mort sous les coups d'autres détenus. Cinq accusés sont jugés par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

MARSEILLE - correspondant

Cour de promenade du premier étage du quartier hommes 1 des Baumettes, le 16 décembre 2017, en début d'après-midi. Une des innombrables caméras de ce nouveau bâtiment filme vingt-sept jeunes détenus qui marchent en rond, indifférents à un vingt-huitième, allongé dans un coin. Un peu plus loin, au poste central d'information, sur son écran de contrôle, une surveillante zoome et voit qu'il convulse, que «*des bulles sortent de sa bouche*».

Les jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône vont, du lundi 31 août au 4 septembre, rembobiner les images filmées ce jour où Ramses Aly Elsayed, 21 ans, a été roué de coups par cinq codétenus. Il sera déclaré mort le 7 février 2018 après un séjour en réanimation à l'hôpital de la Timone sans avoir repris connaissance. Il avait juste ouvert les yeux, a dit sa mère au juge d'instruction.

Les images sont effrayantes de violences au point qu'en les visionnant, les cinq accusés, de jeunes détenus à l'époque âgés entre 19 et 23 ans, se sont dits eux-mêmes «*choqués*». Ils comparaissent pour meurtre et, en raison de la récidive retenue par le juge d'instruction pour quatre d'entre eux, ils encourrent jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité.

Quatre minutes de lynchage

Dans le jargon de la prison, on appelle cela un «*moulon*» : les coups de pied et de poing pleuvent. On pousse les autres pour pouvoir mieux frapper, prendre son élan ou «*un meilleur angle d'attaque*», selon l'expression d'un des accusés. Sur les images, on voit l'un d'eux qui s'appuie sur les épaules de deux codétenus pour sauter à pieds joints sur le visage de Ramses quand un troisième lui piétine la figure. Les images montrent ces quatre minutes de lynchage. Un seul secours viendra des autres présents dans la cour ; l'un d'eux

va placer la victime en position latérale de sécurité.

«*Qu'il crève !*», «*Qu'il aille se faire enculer !*», rétorqueront les détenus au premier surveillant arrivé sur les lieux. Confrontés aux images, les cinq agresseurs vont reconnaître les faits, d'abord en minimisant le nombre de coups portés. Avant d'écoper de trente jours de «*cachot*», ils vont livrer de courtes explications. «*J'ai participé à cette bagarre pour prouver aux autres détenus que j'ai du répandant et qu'il ne faut pas m'embêter*», dira le plus jeune. «*J'ai vraiment été poussé par les autres qui me criaient dessus pour que je le frappe*», avancera un autre. Tous décrivent une violence gratuite, sans motif réel à l'exception, selon l'un d'eux, d'un sourire jugé narquois de la victime. Certains ne le connaissaient même pas.

Réincarcéré depuis le 5 avril 2017 pour avoir brisé son bracelet électronique, Ramses Aly Elsayed, dont les sursis avec mise à l'épreuve prononcés par le tribunal correctionnel pour mineurs

avaient été révoqués, «*n'avait pas posé de difficulté en détention*», lit-on dans le compte rendu de la direction des Baumettes au procureur de la République. Aucune violence mais, en prison, son état psychologique s'était, semble-t-il, beaucoup dégradé et, la nuit, souvent, il criait, tapait sur les murs, insultait les détenus des cellules voisines, selon plusieurs témoignages. Ceux qui l'ont «*moulonné*» dans la cour de promenade ont retenu les insultes qu'il adressait à Dieu sait qui et le tapage qu'il occasionnait la nuit.

La victime serait restée au sol durant quinze à vingt minutes surveillants et un détenu ne viennent l'évacuer

La minceur du dossier traduit sa triste simplicité. Les accusés ont été entendus en garde à vue puis mis en examen. L'un d'eux dira : «*C'est pas mon éducation, j'ai vrillé mais ça faisait cinq mois que je n'avais pas de mandats, pas de paroires, je n'allais pas bien*». Celui qui a sauté à pieds joints : «*On est jeunes, on n'a pas réfléchi, on s'est engrenés. L'agression était pire que violente, on dirait des animaux*». Deux des cinq hommes étaient prévenus, les trois autres condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans pour stuprs. L'un d'eux était aux Baumettes pour une récidive de défaut de permis de conduire alors qu'il avait déjà purgé une condamnation pour homicide involontaire, après avoir tué un piéton au guidon d'une moto.

Les avocats des accusés devraient pointer l'administration du doigt, car il s'est écoulé trois quarts d'heure entre les faits et l'arrivée des marins-pompiers. La victime serait restée au sol durant quinze à vingt minutes avant que trois surveillants et un

détenu auxiliaire ne viennent l'évacuer, en l'attrapant chacun par un membre, sans utiliser de civière. Le premier surveillant sur place avait attendu le renfort – occupé à rétablir l'électricité dans une aile de la prison – avant d'entrer dans la cour de promenade. Il redoutait un guet-apens alors que les détenus lui lançaient d'un ton ironique : «*Allez le chercher, n'ayez pas peur !*»

M^e Stéphanie Keïta, partie civile, instruira, elle aussi, le procès d'une administration qui, «*même si c'est vrai qu'elle manque de moyens, doit néanmoins protéger ceux qui sont sous sa responsabilité*».

En poste à l'échauguette pour surveiller deux cours de promenade mitoyennes, un jeune surveillant stagiaire n'avait pas vu la bagarre, focalisé sur une autre cour où il surveillait un détenu semblant téléphoner. Alors âgé de 28 ans, ce gardien en a perdu le sommeil. Six mois après son entrée dans l'administration pénitentiaire, il en a démissionné. ■

LUC LEROUX

Environnement : Veolia part à l'assaut de Suez

Le numéro un mondial du traitement de l'eau et des déchets veut bâtir un géant de plus de 40 milliards d'euros

C'est une de ces opérations dont les milieux économiques et financiers raffolent ! Et un mariage dont on parle depuis dix ans et qui unirait deux entreprises dont les activités remontent au Second empire. Numéro un mondial des services à l'environnement (eau, déchets, énergie), Veolia, a annoncé, dans la soirée du dimanche 30 août, son intention d'acquérir 29,9 % de son grand concurrent Suez. Il s'agit là de l'essentiel des 32 % qu'Engie possède dans le numéro deux du secteur, et dont le président du groupe d'énergie, Jean-Pierre Clamadieu, avait annoncé fin juillet la probable cession.

Dans un premier temps, les dirigeants de Veolia n'ont pas voulu passer la barre des 30 %, qui les auraient obligés à lancer une offre publique d'achat (OPA) sans conditions suspensives. Ils proposent, jusqu'au 30 septembre, 15,50 euros par action de Suez, soit une prime de 50 % par rapport au cours de clôture de l'entreprise le 30 juillet, à la veille de l'annonce de M. Clamadieu. Cela valorise la part d'Engie à 2,9 milliards et la totalité de Suez à près de 10 milliards d'euros. Est-ce que cette offre sera suffisante, alors que le titre a clôturé à 12,24 euros, vendredi 28 août. Lundi matin à l'ouverture, l'action Suez s'envolait de 15 %.

Bercy «vigilant»

Si le conseil d'administration d'Engie et l'Etat actionnaire acceptent l'offre, «*Veolia déposera une offre publique d'acquisition volontaire du solde des actions de Suez*», indique au Monde son PDG, Antoine Frérot. Un tiers vendra de ses fonds propres, deux tiers d'autres financements, comme une augmentation de capital, indique-t-il. Un schéma qui, selon lui, «*permettra à Veolia de maîtriser sa dette et de conserver le profil "investment grade"*».

M. Frérot a informé le premier ministre, Jean Castex, d'un projet dont il rêve depuis son accession à la tête de Veolia en 2009, et qu'il n'avait pas pu réaliser lors d'une première tentative en 2012. Il a notamment insisté sur un point sensible : l'opération sera «*sans effet négatif sur l'emploi en France*». L'Etat, qui possède un tiers des droits de vote chez Engie, se prononcera au sein des instances d'Engie. A ce jour, il n'a pas marqué d'hostilité au «*plan Frérot*». Mais le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, a prévenu, lundi, qu'il sera «*vigi-*

«**J'ai l'ambition de créer le groupe d'après pour le monde d'après**»

ANTOINE FRÉROT
PDG de Veolia

lant» sur le respect des engagements de Veolia en matière de maintien de l'emploi en France et de «*conservation des actifs stratégiques*» dans l'Hexagone.

Chez Engie, on voit cette démarche d'un œil bienveillant : «*La proposition formulée par Antoine Frérot va permettre de trouver une bonne solution*», explique une source interne au fait du dossier. Elle souligne que «*le deal n'est pas fait*» mais qu'«*il y a une vraie logique industrielle*».

En revanche, le président et le directeur général de Suez, Philippe Varin et Bertrand Camus, ont été mis devant le fait accompli. Le groupe «*prend acte*» de cette annonce, ajoutant que «*la démarche de Veolia n'a pas été sollicitée et n'a fait l'objet d'aucune discussion avec Suez*». Son conseil d'administration va se réunir «*dans les plus brefs délais*» pour étudier les impacts de l'opération. «*C'est un joli coup de Frérot*», grince une source proche de Suez. M. Camus n'a jamais été favorable à une telle fusion. «*C'est une approche inclusive et amicale que nous proposons*», répond M. Frérot, qui se dit fort de convaincre les équipes managériales et opérationnelles de la «*cible*».

Sur le fond, «*ce projet à la force de l'évidence*, explique-t-il. *Le grand chantier mondial de l'environnement est ouvert, jamais les préoccupations autour de la transition écologique n'ont été aussi fortes.*» De façon plus conjoncturelle, de nombreux pays vont consacrer une partie de leur plan de relance post-Covid 19 à la lutte contre le réchauffement climatique et au développement de l'économie circulaire, qui a pour objectif de préserver la biodiversité et les ressources de la planète en eau, en matières premières et en énergies.

Suez, qui regroupe des filiales comme la Lyonnaise des eaux, Sita ou Degremont, est «*géographiquement très complémentaire de Veolia*». La fusion permettra d'accroître l'activité en Amérique latine, au Moyen-Orient, aux Etats-Unis ou en Asie. Autant de



Le PDG de Veolia, Antoine Frérot, à Paris, le 27 août. BLONDET ELIOT/ABACA

régions du monde où les besoins de services à l'environnement sont considérables. «*J'ai l'ambition de créer le groupe d'après pour le monde d'après*», résume M. Frérot.

Car il est «*capital*», selon lui, d'avoir une taille critique «*afin de*

financer les équipements pour les villes et les industriels, mais aussi les efforts d'innovations, y compris de rupture, et de R&D». Il cite, notamment, «*la capture du carbone, le recyclage de plastiques impossibles à recycler pour l'instant ou l'extraction des matières rares des*

déchets électroniques». D'autant qu'au niveau mondial, Veolia pèse moins de 3 % du marché du traitement des eaux usées et des déchets (et Suez moins de 2 %).

L'image de la France est en effet trompeuse. Les deux groupes y sont omniprésents et raflent, dans

LES CHIFFRES

VEOLIA

Le groupe a réalisé 27,18 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 et un résultat net de 625 millions. Il emploie 178 780 salariés dans le monde.

SUEZ

L'entreprise a réalisé 18 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 et dégagé un bénéfice net de 352 millions. Il compte 89 352 salariés dans le monde.

l'eau, 60 % de l'activité, le reste allant à Saur et aux régies municipales. Veolia a trouvé une solution pour éviter un refus de l'Autorité de la concurrence et des services anti-trust de la Commission européenne : céder, pour un prix «*confidentiel*», l'activité de la Lyonnaise dans l'Hexagone (y compris l'ingénierie et la recherche et développement) au fonds français d'infrastructures Meridiam, un investisseur de long terme dans des projets durables (transports, énergie, télécommunications...). De leur côté, certains actifs dans les déchets intéressent de petits concurrents comme Derichebourg, Séché Environnement ou Paprec, assure le patron de Veolia.

La corde patriotique

Il n'hésite pas à faire vibrer la corde patriotique pour défendre un «*grand champion français de taille mondiale*». Avant toute vente pour raison de concurrence, cet ensemble afficherait un chiffre d'affaires de 45 milliards, une capitalisation boursière de 20 milliards et un effectif total de 260 000 salariés. Si l'opération aboutit au terme d'un processus qui prendra de douze à dix-huit mois, M. Frérot mettra un coup d'arrêt aux 3 à 4 milliards de cessions d'actifs prévus dans le plan stratégique «*shaping Suez 2030*».

Reste que le nouveau groupe pèsera encore moins de 5 % du marché mondial dans un secteur à la fois très éclaté et en pleine consolidation. «*La concentration a commencé*», prévient M. Frérot, relevant l'intérêt croissant de fonds d'investissement comme KKR ou la montée en puissance d'acteurs de pays émergents, à l'image du géant chinois des services aux collectivités Beijing Group. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

Le groupe Engie opère un nouveau virage stratégique

L'entreprise dirigée par Jean-Pierre Clamadieu entend se recentrer sur les énergies renouvelables et les infrastructures gazières

Officiellement, rien n'est engagé : Engie (ex-GDF Suez) n'a pas approuvé publiquement l'offre de Veolia, qui propose de lui racheter, pour 2,9 milliards d'euros, l'essentiel de sa participation dans le capital de Suez en vue d'en prendre le contrôle. Engie a diffusé, dimanche 30 août, un communiqué, assurant qu'il «*[allait] étudier cette proposition dans les prochaines semaines*» et «*privilégier[ait] la solution la plus attractive pour ses actionnaires*».

Toutefois, l'offre tombe à point nommé pour le groupe dirigé par Jean-Pierre Clamadieu. En effet, depuis février et l'annonce du départ de la directrice générale, Isabelle Kocher, Engie avait expliqué vouloir faire le tri dans ses participations et, partant, simplifier son organisation.

Fin juillet, le président du conseil d'administration avait annoncé «*une revue stratégique*» afin qu'Engie se concentre sur les énergies renouvelables et les infrastructures gazières. «*Nous voulons constituer un ensemble cohérent, lui donner un cadre et une gouvernance qui lui permettent à nouveau de se développer*», expliquait M. Clamadieu. Une manière de justifier de nouvelles cessions d'ampleur. L'entreprise espère s'extraire d'une vingtaine de pays où son activité est réduite.

Surtout, Jean-Pierre Clamadieu entend faire prendre à son groupe un virage radical, en se séparant de plusieurs activités de service jugées peu rentables et parfois trop hétéroclites. Engie est ainsi présent dans la gestion d'hôpitaux ou d'universités, les économies d'énergie, les installations

électriques, la gestion de prisons privées ou l'élagage d'arbres.

Une cession de sa part dans Suez participe de cette logique, en lui permettant de se focaliser sur la production et le transport d'énergie. «*C'est un premier pas concret dans la mise en œuvre du plan annoncé en juillet, vers une plus grande simplification du groupe*», explique une source proche du dossier. Cet été, M. Clamadieu annonçait que certaines activités

Les syndicats s'inquiètent du risque d'importantes suppressions d'emplois

de service «*[pourraient] prendre progressivement leurs distances par rapport au groupe*».

Ces annonces avaient soulevé l'inquiétude des syndicats, qui y voient le risque d'importantes suppressions d'emplois. La CGT estime que 15 000 salariés, dont 9 000 en France, pourraient être concernés par ce programme de cessions, sur les 150 000 que compte le groupe. La centrale dénonçait déjà, en juillet, «*un véritable saccage social et industriel*» et «*un affaiblissement complet*».

Quelques semaines auparavant, l'intersyndicale avait écrit à Matignon, en plein confinement, pour dénoncer les manœuvres à venir : «*Force est de constater que, alors même qu'il a pleinement bénéficié des aides de l'Etat, en particulier à travers le recours à l'activité partielle, le groupe Engie dé-*

cide de sacrifier plusieurs milliers d'emplois en France», écrivaient les principales organisations syndicales du groupe, qui rappellent que l'Etat est toujours le premier actionnaire d'Engie, avec 24 % du capital.

«C'est un autre chemin»

Ce «*recentrage*» annoncé par Jean-Pierre Clamadieu apparaît comme un énième tournant stratégique pour ce groupe constitué dans les années 2000, à coups de rachats, par Gérard Mestrallet, parfois sans grande cohérence. L'alliance de GDF et Suez, en 2008, a été renforcée par l'acquisition d'International Power et ses nombreuses centrales à charbon en 2010 (une grande partie a depuis été vendue).

Avec l'arrivée d'Isabelle Kocher à la tête d'Engie, en 2016, l'entre-

prise avait fait des services – notamment dans les économies d'énergie – l'un des piliers de son activité. Elle escomptait s'y développer fortement. Son départ entraîne donc un nouveau revirement : alors qu'une direction intermédiaire se trouve à la tête du groupe, M. Clamadieu a décidé d'imprimer sa marque et de passer certains marqueurs de l'ère précédente par pertes et profits.

«*C'est un autre chemin, c'est clair. On est dans un autre projet que celui qu'Isabelle Kocher dessinait*», expliquait au Monde, en juillet, un dirigeant sur le départ. Le conseil d'administration doit justement désigner, au cours des semaines à venir, celle ou celui qui succédera à M^{me} Kocher au poste de directeur général. Avec une nouvelle stratégie déjà définie. ■

NABIL WAKIM

PLAN DE RELANCE

Comment l'Europe tente de sauver son économie

Le gouvernement français doit présenter son plan de relance jeudi 3 septembre. Tour des stimulus budgétaires européens élaborés pour amortir le choc du Covid-19, et des leçons à en tirer

LONDRES, ROME, BERLIN, SUÈDE, MADRID - correspondants

Jamais l'Europe n'a autant dépensé pour soutenir son économie. Que ce soient les institutions européennes, avec le plan de relance historique de 750 milliards d'euros décidé en juillet, ou les Etats pris individuellement, l'effort économique face à la pandémie est sans précédent. « *Au total, en zone euro, les plans déjà annoncés s'élèvent à plus du double de ce qui a été fait en 2009 lors de la crise financière* », note Felix Huefner, économiste à UBS, installé en Allemagne. Selon ses calculs, ils frôlent 5 % du produit intérieur brut (PIB) en zone euro. Soit 600 milliards d'euros, en excluant les prêts garantis par les Etats, dont le coût ne sera connu que dans quelques années. Le recours au chômage partiel, les aides sociales et le report massif d'impôts divers ont été généralisés à travers le continent.

Ce n'est qu'un début. Après les mesures destinées à maintenir les économies à flot, place désormais aux plans de relance. Jeudi 3 septembre, le gouvernement français va présenter le sien, avec une enveloppe totale de 100 milliards d'euros. Selon le pointage de Global Sovereign Advisory, ce sera le septième pays du G20 à opérer un plan de relance, tandis que cinq autres sont attendus en septembre et octobre. Quelles leçons

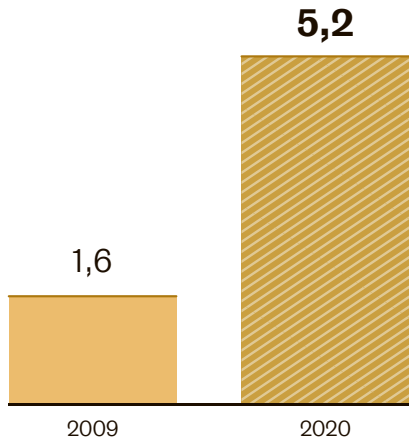
tirer jusqu'à présent de cette action sans précédent des pouvoirs publics ? Faut-il en faire plus ? Faut-il privilégier l'offre (l'aide aux entreprises) ou la demande (l'aide aux ménages) ?

L'Europe fait deux fois moins que les Etats-Unis La première leçon concerne le manque d'ampleur des aides en Europe : si énormes soient-elles, elles restent beaucoup moins importantes que celles effectuées aux Etats-Unis (13 % du produit intérieur brut) ou même au Royaume-Uni (8,6 %). « *L'Europe devrait sans doute faire plus mais c'est difficile à cause des faiblesses de la zone euro* », note Eric Dor, directeur des études économiques à l'Iséseg, une école de commerce. L'Italie et l'Espagne en particulier, qui se remettent à peine de la crise de la monnaie unique de 2012, manquent de marge de manœuvre : leurs plans de relance sont inférieurs à 5 % du PIB pour l'instant, là où l'Allemagne fait 6,9 %, et la France plus de 9 % en comptant celui qui doit être présenté jeudi 3 septembre.

« *L'Italie et l'Espagne ont sans doute fait assez pour faire face à l'urgence, relativise Marchel Alexandrovich, économiste à Jefferies, une banque américaine. Mais la question est de savoir s'ils peuvent continuer au même rythme en 2021. Pour l'instant, les marchés ne s'inquiètent pas de l'endettement élevé de ces pays, mais cela va-t-il durer ?* » En revanche,

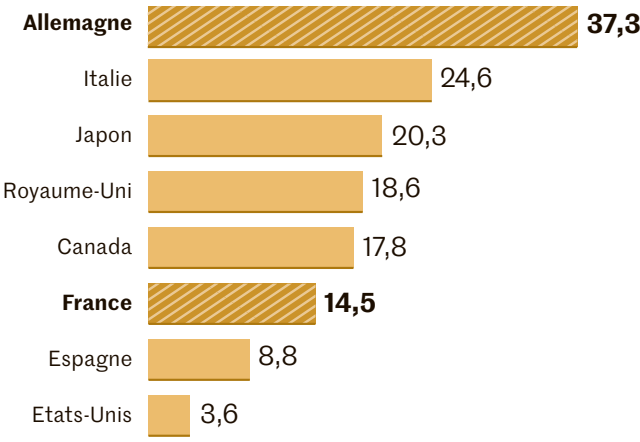
Des plans d'aide d'une ampleur sans précédent dans le monde

Comparaison des plans de soutien et de relance en 2009 et en 2020, en % du PIB, hors prêts garantis



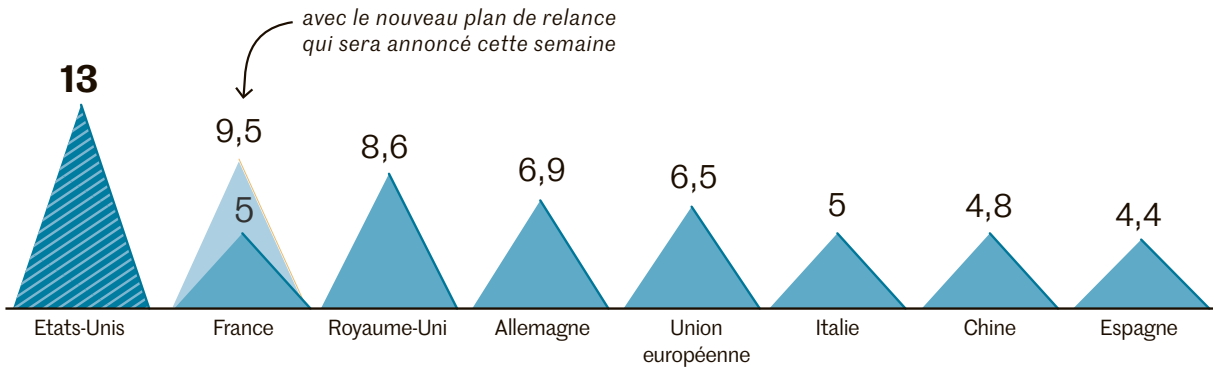
De vastes prêts garantis par les Etats, en plus des plans de soutien

Enveloppe de prêts disponibles garantis par l'Etat, en % du PIB



L'Union européenne fait beaucoup moins que les Etats-Unis

Taille des plans de relance, en % du PIB



« **AU TOTAL, EN ZONE EURO, LES PLANS DÉJÀ ANNONCÉS S'ÉLÈVENT À PLUS DU DOUBLE DE CE QUI A ÉTÉ FAIT EN 2009, LORS DE LA CRISE FINANCIÈRE** »

FELIX HUEFNER
économiste à UBS

l'Allemagne a été la surprise de cette crise. Le pays, très attaché à l'équilibre budgétaire, a brisé tous ses tabous. Le plan de relance a été annoncé très tôt, dès le 3 juin. Les dépenses s'élèvent à 130 milliards d'euros (hors prêts garantis par l'Etat), soit 80 milliards de plus que le plan de relance de 2009, qui était déjà historique.

Cette réaction forte s'explique par l'ampleur de la crise mais aussi par le contexte politique : les partis au pouvoir font actuellement campagne en vue des élections législatives de septembre 2021.

Priorité au maintien des emplois Avec la pandémie, toute l'Europe a lancé une vaste expérimentation économique : la mise au chômage partiel de millions de travailleurs, permettant ainsi d'éviter le chômage de masse et de maintenir les revenus. C'est la principale différence d'approche avec les Etats-Unis ou le Canada, qui ont préféré augmenter fortement les allocations-chômage.

Si l'Allemagne possède un tel système depuis longtemps, des pays comme le Royaume-Uni ou le Danemark l'ont créé de toutes pièces au début de la crise. En Suède, les avis sont unanimes : de toutes les mesures de soutien à l'économie, le chômage partiel, avec la prise en charge de 50 % des salaires par l'Etat, est le dispositif qui a été le plus efficace. Plus de 570 000 salariés en ont déjà bé-

néficié pour un montant total de 2,7 milliards d'euros. Au total, le gouvernement estime que son coût dépassera 9 milliards d'euros, soit près de 1 % du PIB.

« *Cela coûte cher, mais c'est de l'argent bien dépensé* », estime le professeur d'économie John Hassler. Selon lui, la Suède a ainsi évité des licenciements massifs : « *Le nombre d'heures travaillées a baissé de 10 %, mais le nombre de CDD de seulement 2 % et les CDI de 0,4 %* ». La mesure a permis aussi de maintenir les revenus des Suédois, puisque les salariés au chômage partiel ont touché environ 92,5 % de leur salaire (les entreprises en payant une partie). Même constat au Danemark : 20 % des entreprises privées ont profité du système.

La question maintenant est de savoir combien de temps maintenir le chômage partiel. Les gouvernements s'inquiètent du coût très élevé de la mesure, ainsi que du risque de conserver des emplois « zombies », qui ne retrouveront jamais leur raison d'être économique. En France, ces mesures de protection de l'emploi avaient coûté, fin juin, 22,6 milliards d'euros, avec une projection pour l'année autour de 30 milliards d'euros. Et en juillet, encore 2,4 millions de salariés du secteur privé étaient en chômage partiel (contre 4,5 millions en juin), selon la Dares, le service de statistiques du ministère du travail.

Au Danemark, le système est arrivé à échéance samedi 29 août. « *Si on ne trouve*

Faire dépenser les Français, une affaire de confiance

Entre le confinement et la difficulté à voyager, les ménages devraient épargner 100 milliards d'euros au cours de l'année 2020

Le parallèle est particulièrement saisissant. Alors que le gouvernement met 100 milliards d'euros sur la table dans le cadre du plan de relance, dont les contours seront précisés jeudi 3 septembre, le bas de laine accumulé par les Français au cours de l'année 2020 devrait avoisiner, lui aussi, les 100 milliards. Autrement dit, les ménages détiennent aujourd'hui une « force de frappe » pour stimuler l'économie nationale équivalente à ce que Bercy envisage de débloquent.

Le confinement liée à l'épidémie de Covid-19, les mesures sanitaires, la difficulté à voyager, mais aussi un simple comportement de prudence ont conduit les ménages à alimenter leurs comptes bancaires (environ 40 milliards d'euros supplémentaires accumulés ces derniers mois)

ainsi que leurs livrets d'épargne (20 milliards) plus encore qu'à l'accoutumée.

En conséquence, le taux d'épargne s'est envolé. Il a atteint 27 % au deuxième trimestre, soit 12 points au-dessus de son niveau de 2019. Une situation qui n'est pas propre à la France, mais qui fait rêver l'exécutif : « *Je souhaite que les Français dépensent* », a déclaré le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, au micro de RTL, le 24 août.

« Effets contre-productifs »

Si la consommation a bondi de 35,5 % en mai et de 10,3 % en juin, les ménages se sont montrés plus raisonnables au mois de juillet (+0,5 %). Pas de quoi rattraper le « manque à dépenser » du confinement : la consommation a retrouvé son niveau de l'automne 2019, mais sans plus. Et si les

achats de biens se portent correctement, les dépenses de services – restaurants, hôtels, transports, soins à la personne... – demeurent à la traîne.

Alors comment inciter les Français à délier les cordons de la bourse ? Paradoxalement, le plan de relance ne contient pas, à ce stade, de mesure en ce sens. A la différence de l'Allemagne, par exemple, qui a réduit pour six mois la TVA sur un certain nombre de produits, ou de la Grande-Bretagne, qui prend en charge la moitié de certaines notes de restaurant...

Rien de tel en France, où les mesures se concentrent sur les entreprises, avec notamment une baisse des impôts de production d'une dizaine de milliards d'euros. « *Baisser la TVA peut avoir des effets contre-productifs* », rappelle Patrick Artus, chef écono-

miste chez Natixis. D'abord, parce que le surcroît de consommation que cela génère peut bénéficier davantage aux produits importés qu'aux produits français, ce qui ne contribue pas à la relance des entreprises hexagonales. Ensuite, parce que ce type de mesure a toujours des effets asymétriques : il est rare qu'une baisse de la TVA se répercute entièrement sur le consommateur, contrairement à une hausse. Enfin, note Denis Ferrand, directeur général de Rexecode, « *la difficulté est de sortir de cette mesure* » et de relever la TVA après quelques mois.

Serait-il plus judicieux d'inciter à consommer en pénalisant l'épargne ? Non, répond Philippe Crevel, économiste et président du Cercle de l'épargne. « *En général, en taxant l'épargne, on obtient l'effet contraire à celui recherché : les ménages augmentent encore*

leur effort pour reconstituer, in fine, le volume de leur épargne après impôt », observe-t-il. Quant à baisser les taux d'intérêt, cela est virtuellement impossible compte tenu de leur niveau actuel, déjà historiquement bas.

Crainte du chômage

Pour les économistes, rien ne sert, vu la conjoncture, de créer des mesures spécifiques. « *La seule manière d'inciter à la consommation est que les Français aient foi en la capacité de l'économie à rebondir* », fait remarquer M. Ferrand. Les enquêtes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) sur la confiance des ménages sont éloquentes : la crainte du chômage et de l'inflation est le plus sûr moteur de cette frénésie d'épargne. A cet égard, les orientations du plan de

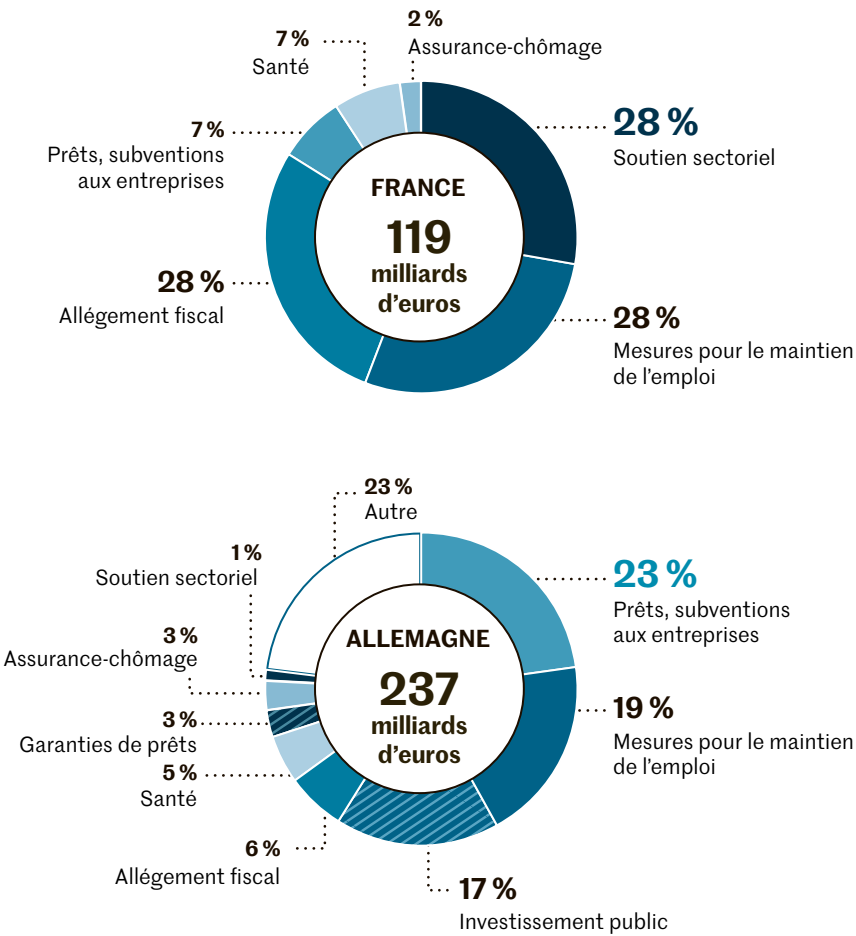
relance vont dans la bonne direction, juge Hélène Baudchon, économiste chez BNP Paribas : « *Pour que les ménages consomment plus vigoureusement, il faut que les entreprises soient le plus possible en capacité de rebondir, souligne-t-elle. Ce qu'il faut éviter, ce sont les défaillances d'entreprises. Le soutien à la demande se fera aussi via le volet formation, le volet solidarité et le volet transition écologique du plan de relance, ainsi que les aides à l'emploi des jeunes* », ajoute-t-elle.

Ce diagnostic est partagé par Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management : « *L'élément-clé de la confiance, c'est tout ce qui tourne autour de l'emploi* ». En la matière, force est de constater qu'aujourd'hui les signaux inciteraient plutôt à la prudence. ■

BÉATRICE MADELINE

La France* met l’accent sur les aides sectorielles, l’Allemagne sur l’investissement public

Comparaison des plans de relance en France et en Allemagne, en % du PIB



* Avant l'annonce du nouveau plan de relance prévue le 3 septembre • Infographie : Le Monde • Source : UBS

pas d'alternative, on risque d'être frappé par une vague de licenciements », s'inquiète Tore Stramer, économiste à la Chambre danoise de commerce.

Au Royaume-Uni, le programme doit se terminer fin octobre mais le chancelier de l'Echiquier est sous pression pour le prolonger. L'Espagne, encore traumatisée par le chômage de masse (pic de 27 % en 2013), veut tout faire pour ne pas revenir à ces heures sombres. Le gouvernement a prolongé jusqu'au 30 septembre les mécanismes du chômage partiel et rencontre, le 4 septembre, les syndicats et les représentants patronaux pour repousser la date au moins jusqu'à la fin de l'année. L'Allemagne a également prolongé jusqu'à la fin de l'année 2021 son système de chômage partiel plus généreux qu'en temps normal.

Offre ou demande? Selon le premier ministre, Jean Castex, le plan de relance de jeudi « se focalisera sur l'offre et l'investissement ». La France choisit donc une approche très différente de l'Allemagne, qui a au contraire décidé de doper la demande. Sa mesure-phare est une baisse temporaire de la TVA, de 19 % à 16 % pour le taux normal pendant six mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre. Cela correspond à un manque à gagner de 20 milliards d'euros pour l'Etat.

« C'est une mesure logique, estime Felix Huefner, d'UBS. Pendant le confinement, l'objectif était d'aider les gens à payer leurs factures, mais maintenant, il s'agit de relancer leurs dépenses. Concrètement, on a maintenu à flot les constructeurs automobiles en payant le chômage partiel, maintenant, il faut pousser les gens à acheter des voitures. »

L'instrument présente l'avantage de la simplicité. Néanmoins, il n'est pas dénué d'effets indirects : les commerçants rechignent à changer des millions d'étiquettes et certains économistes doutent du fait que tous transfèrent au consommateur la baisse des prix. « Ce n'est pas un vrai problème si les commerçants gardent le montant de la baisse de la TVA. L'argent est réinjecté quand même dans l'économie et donc les entreprises conservent leurs liquidités », rétorque Michael Hüther, directeur de l'institut économique de Cologne.

Ces arguments ne convainquent pas pleinement M. Dor. « Les gens vont-ils aller dans les magasins, baisse de TVA ou pas, si la situation sanitaire les en empêche ? » Il ajoute que ce qui marche en Allemagne n'est pas nécessairement approprié ailleurs. « Avant la crise, on disait beaucoup que le problème de la France était d'ordre structurel, il faut donc utiliser le plan de relance pour accélérer les réformes nécessaires. »

En Italie, les premières pistes de réflexion se concentrent aussi sur l'offre et l'investissement public. Le débat concerne la façon dont vont être répartis les 209 milliards d'euros accordés par le plan de relance européen, dont 82 milliards en subventions directes. Parmi les grands axes en discussion :

un investissement massif pour développer les régions du Sud ainsi que l'école, l'université et la recherche. Un paquet devrait aussi être alloué à l'innovation, numérique notamment, afin de réduire le retard sur les pays voisins. L'un des projets sur la table concerne un tunnel reliant la Sicile à la Calabre sous le détroit de Messine (un dossier qui remonte à des années...) et une ligne à grande vitesse entre Naples et Brindisi (dans les Pouilles, sur la côte est) appelée « diagonale de la Méditerranée ».

Utiliser des mesures simples « Souvent, présenter cent cinquante mesures est moins efficace que trois grandes mesures simples », estime M. Huefner. C'est ainsi que, partout en Europe, de nombreux programmes très compliqués ont fini par échouer.

En Suède, le gouvernement a ainsi proposé des subventions pour payer les loyers des bureaux, mais les propriétaires n'ont pas joué le jeu. « Si ces derniers baissaient leurs loyers, l'Etat était prêt à couvrir la moitié de leur perte, mais très peu ont consenti à le faire », note Jonas Frycklund, de la Confédération suédoise des entreprises. Résultat : seulement 110 millions d'euros ont été demandés auprès de l'organisme public qui disposait de 500 millions.

Depuis fin juin, les entreprises particulièrement touchées par la crise sanitaire pouvaient également demander une prise en charge d'une partie de leurs coûts fixes pour mars et avril. « Malheureusement, le dispositif est très limité, regrette Daniel Wiberg, économiste auprès de la Fédération des entrepreneurs. Il fallait notamment disposer d'un certificat d'un comptable, ce qui est quasi impossible à obtenir pendant l'été et qui coûte cher. » Seulement 100 millions d'euros sur les 3,9 milliards prévus ont été dépensés.

En Italie, le débat sur le plan de relance promet une certaine complexité. Rien n'est chiffré pour l'instant et chacun (les régions notamment) y va de son idée. Le ministre des affaires européennes, Vincenzo Amendola, a déjà reçu... 534 propositions de la part des différents ministères !

Quant à l'Espagne, elle se déchire politiquement. « Le plan de relance économique en est resté à des grandes lignes, faute de consensus entre les partis, même s'il va se poursuivre pendant l'automne grâce à la manne européenne qui nous donne une certaine marge de manœuvre », indique l'économiste Juan Carlos Martínez Lazaro, professeur à l'IE business school de Madrid. Or il y a urgence, près de trois mois après la création du revenu minimum vital en Espagne (1015 euros maximum par mois par foyer) pour faire face à l'explosion de la pauvreté, l'administration est débordée par l'avalanche de demandes. ■

ÉRIC ALBERT,
OLIVIER BONNEL,
CÉCILE BOUTELET
ANNE-FRANÇOISE HIVERT
ET ISABELLE PIQUER

A Poros, en Grèce, après une saison gâchée, « l'hiver sera rude »

Partout dans le pays, les visiteurs ont été aux abonnés absents. Les recettes liées au tourisme devraient chuter de 84 % en 2020

POROS - envoyée spéciale

REPORTAGE

Sur le port de Poros, à seulement une heure d'Athènes en bateau rapide, les touristes sont aux abonnés absents. Les serveurs, masqué sur le nez, font le guet devant les terrasses des cafés et des restaurants, tristement vides. Certains magasins semblent fermés depuis des mois. Une affiche sur leur devanture indique qu'ils n'ont pas souhaité rouvrir à la suite des restrictions imposées pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19. Des policiers font des rondes et surveillent que les passagers débarquant des ferrys aient bien leur visage couvert.

Depuis le 6 août et la mise en place de mesures restrictives après la détection de treize cas (port du masque obligatoire même en extérieur, fermeture des restaurants et bars à 23 heures, pas plus de quatre personnes pouvant s'asseoir à une même table au restaurant...), l'île, d'ordinaire prise d'assaut par les Athéniens, les amateurs de voile et les visiteurs, a été désertée.

« Panique monstre »

« Notre île a été désignée par les autorités comme un foyer important de contamination, raconte, amer, le maire de Poros, Yannis Dimitriadis. Les décisions ont été prises ensuite de manière centralisée par l'Etat, sans concertation avec la mairie... » Une quarantaine de cas ont été détectés, selon l'édile, mais, « depuis deux semaines, tous les tests sont négatifs ».

Pendant plusieurs jours, à la télévision nationale, les images de Poros, désignée comme « nouveau cluster », tournent en boucle. « Les touristes ont pris peur. Ils ont pensé qu'un confinement local serait im-

L'île, d'ordinaire prise d'assaut par les Athéniens, les amateurs de voile et les étrangers, a été désertée après la détection de 13 cas en août

posé et, en moins de quarante-huit heures, 70 % des visiteurs se sont enfuis, explique Dimitris Sikseris, le président de l'association des commerçants de l'île. Les réservations entre le 15 août et fin septembre ont chuté de 80 %.

Niki Chatzipierou, qui tient une agence de voyages et un hôtel avec sa sœur, évoque une « panique monstre » après l'annonce de la protection civile : « Les clients se précipitaient en courant pour acheter des billets de bateau. A l'hôtel, des femmes sont parties sans prendre leurs vêtements dans les armoires ! La saison a été gâchée. A la fin du mois, nous aurons les impôts, les salaires de nos employés, les factures à payer, et les seules aides de l'Etat que nous avons touchées jusqu'en juin ne suffiront pas ! », soupire-t-elle.

Lundi 24 août, l'obligation du port du masque en extérieur a été levée. « Une bonne nouvelle, même si cela ne nous ramènera pas les touristes qui ne sont pas au courant ! », lance Niki Protapapa. Dans une ruelle pittoresque fleurie de bougainvilliers roses, elle accueille une famille anglaise dans le hall de son hôtel, 7 Brothers. « Les premiers clients depuis plusieurs jours ! », observe la quadragénaire, qui a désormais cinq

chambres occupées sur seize. Au mois de juillet, son établissement était encore plein. « J'espérais compenser les mois perdus avec le confinement, mais, malheureusement, ce ne sera pas le cas », se lamente-t-elle. Le désespoir est également perceptible dans la boutique de vêtements de Maria Liosi. « Comment vivre toute une année avec un mois de travail ? Nous restons ouverts et nous n'avons droit à aucune allocation, mais l'Etat doit se rendre compte que sans aide, cet hiver, l'île va mourir de faim... »

D'autres îles, dont la célèbre Mykonos, haut lieu de rassemblement des fêtards, ont été soumises à des mesures similaires, mais après le 15 août, date de départ massif des Grecs en vacances. « Les dégâts seront plus importants pour Poros que pour les autres îles. La baisse de la fréquentation y est de l'ordre de 90 % en août. Du jamais-vu, dit Yannis Dimitriadis. Comme Poros est une petite communauté, des aides locales peuvent être prises pour éviter le pire. »

Sur les sept premiers mois de 2020, le nombre de passagers dans les aéroports grecs a chuté de 74,3 %, d'après le ministère des transports. Les recettes liées au tourisme ne devraient pas dépasser les 3 milliards d'euros, alors qu'en 2019, elles s'élevaient à 18,2 milliards, selon la Confédération grecque du tourisme. Soit une recul de près de 84 %.

Dans la crique aux eaux bleue surnommée « le petit port des amoureux », Nikos Kollias, chauffeur de taxi sans client, se veut philosophe : « L'hiver sera rude, alors consolons-nous pour l'instant comme nous pouvons avec les beautés de notre île, les splendides couchers de soleil et les longues soirées en famille. » ■

MARINA RAFENBERG



PERTES & PROFITS | POLITIQUE

PAR PHILIPPE ESCANDE

Les défis de la relance économique

Bonne nouvelle, les Français en vacances se sont rués sur les terroirs de France, envahissant les caves de Beaufort ou arpasant les rues d'Espelette. Le tourisme hexagonal redresse un peu la tête, mais les estivants baissent la leur dès qu'ils songent à la rentrée, avec son cortège de contraintes sanitaires et de menaces économiques. C'est pourquoi, pendant que la France quitte à regret ses fromages savoyards ou ses condiments basques pour regagner le cœur des villes, le gouvernement peaufine son plan de relance : 100 milliards d'euros pour faire repartir une machine économique dévastée par le coronavirus.

Son détail sera divulgué ce jeudi mais on sait déjà que des sous-préfets spéciaux seront chargés de vérifier sur le terrain que l'argent de l'Etat parviendra bien à ceux qui en ont besoin. C'est là que les choses se compliquent. Faut-il aider en priorité les entreprises ou les salariés ? S'attacher au redressement de court terme avec des mesures efficaces rapidement ou en profiter pour s'attaquer aux problèmes structurels de l'économie : compétitivité, compétences ?

Tout en même temps, assure le gouvernement. Mais sur le moyen terme, ce sont les entreprises qui seront aidées massive-

ment secteur par secteur, comme c'est déjà le cas dans les domaines de l'aéronautique, de l'automobile ou du tourisme. Aides financières, à la recherche, à l'export, à la production... et, pour améliorer la compétitivité, baisse d'impôts ou de charges. Le problème est que la crise creuse inexorablement les inégalités, entre individus, entre territoires, entre secteurs économiques. La baisse des profits des entreprises va conduire les acteurs économiques à demander des efforts aux salariés.

Moyens considérables

Il faudra soigner 2020 tout en rêvant à 2030. Juguler dans un même mouvement la crise économique qui est là et la crise sociale qui vient, avec des premières grèves programmées pour fin septembre. Le défi qui attend le gouvernement est immense. A la différence de ses prédécesseurs, il dispose des moyens considérables procurés par l'explosion de la dette, rendue soutenable par les taux bas et le caractère mondial de la crise. Mais ceux-ci créent en retour des bulles sur les actifs financiers et l'immobilier, accroissant encore les inégalités, carburant de l'instabilité sociale. Les vacances sont déjà loin. ■

PHILIPPE ESCANDE

SANTÉ

Nestlé rachète Aimmune Therapeutics, spécialiste de l'allergie

Le géant suisse de l'alimentation Nestlé a annoncé, lundi 31 août, le lancement d'une offre publique d'achat sur le spécialiste américain des allergies Aimmune Therapeutics, valorisé à 2,6 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros). Il détient déjà une participation de 25,6 % dans l'entreprise. – (AFP)

TÉLÉCOMS

Une panne d'Internet mondiale causée par CenturyLink

L'entreprise américaine de télécommunications CenturyLink a connu, dimanche 30 août, une panne de réseau de plusieurs heures affectant des sites, des plates-formes de streaming et de jeux vidéo aux Etats-Unis et en Europe, notamment des retransmissions en ligne des matchs de Ligue 1 en France. Selon le site Downtetector, la panne a duré plus de cinq heures. – (AFP)

FINANCE

Berkshire Hathaway investit dans le négoce au Japon

La holding Berkshire Hathaway, de l'Américain Warren Buffett, a annoncé, lundi, avoir dépassé le seuil de 5 % dans cinq grandes maisons de négoce japonaises (Itochu, Marubeni, Mitsubishi Corp, Mitsui & Co et Sumitomo Corp), et se garde la possibilité de monter jusqu'à 9,9 % dans chacune d'elles. – (AFP)

La fracture numérique au révélateur du Covid-19



Un technicien raccorde une maison à la fibre, le 27 avril 2020, à Givors, près de Lyon. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

DOSSIER

L'exclusion numérique s'est rappelée subitement au bon souvenir des pouvoirs publics lors de la pandémie historique du Covid-19. Selon une étude de l'Insee de 2019, l'« illectronisme » (difficulté, voire incapacité, à utiliser les outils numériques en raison d'un manque de connaissance) touche 16,5 % de la population française. Voire 20 % – soit 13 millions de personnes –, si l'on se fie à une audition de Jacques Toubon, alors Défenseur des droits, devant une mission d'information sénatoriale en mai 2020. Avec l'école à distance, le télétravail, les téléconsultations, les démarches et déclarations en ligne, le commerce électronique, ou encore l'accès à la culture sur Internet, la République numérique a perdu lors du premier semestre de très nombreux citoyens en route, faute d'avoir su leur apporter le haut débit à domicile ou leur donner un pouvoir d'achat suffisant pour s'équiper d'ordinateurs.

Cette exclusion numérique, qui date de bien avant l'épidémie de Covid-19, s'est constituée au fil des années, au fur et à mesure que les services en ligne se sont imposés dans la vie quotidienne. Mais le confinement l'a mise cruellement en lumière. « Aujourd'hui, la précarité numérique est un phénomène de société majeur, et lutter contre l'illectronisme est devenu une priorité pour le gouvernement. Nous avons la conviction depuis dix ans que le numérique est l'électricité du XXI^e siècle », assure Julie Leseur, déléguée générale de la Fondation SFR (filiale télécoms d'Altice).

En 2013, François Hollande, alors président de la République, avait promis « le très haut débit pour tous d'ici à 2022, très majoritairement en fibre optique », moyennant 20 milliards d'euros d'investissement, en réalité sous-estimés (jusqu'à 35 milliards auraient été nécessaires), avec une extinction du réseau de cuivre qu'utilise l'ADSL en 2025. Mais le « plan France très haut débit », lancé par l'Etat français il y a sept ans, n'a pas tenu son calendrier.

Emmanuel Macron, aussitôt à l'Elysée en 2017, avait revu à la baisse les objectifs de 2022 : il n'est plus question que « du bon haut débit pour tous à fin 2020, du très haut débit pour tous à fin 2022 avec un mix technologique [fibre, câble, VDSL2, 4G fixe, satellite...], puis du FTTH [fibre optique de bout en bout jusqu'à la maison, « Fiber to

En accroissant la dépendance aux démarches en ligne et en retardant encore le déploiement de la couverture très haut débit du territoire, le confinement a renforcé l'exclusion technologique. L'illectronisme touche entre 16,5 % et 20 % des Français

the Home» en anglais] pour tous à fin 2025 ». Mais le coronavirus est venu jouer les perturbateurs. Le confinement a assigné à résidence la population française, comme 4,5 milliards de personnes dans le monde. La fibre reste une chimère pour environ 60 % des abonnés français toujours rattachés à l'ADSL. Et encore, les quelque 40 % restant sont branchés à un très haut débit, mais souvent sans fibre.

« RALENTISSEMENT BRUTAL »

Bien que la France atteigne un parc de près de 20 millions de prises FTTH disponibles au 31 mars 2020 (derniers chiffres du régulateur Arcep), sur 31 millions prévues d'ici à fin 2022, le confinement a provoqué « un ralentissement brutal » des déploiements et « plusieurs mois de retard », selon une étude publiée avant l'été par InfraNum. Cette fédération professionnelle réclame « un plan de relance ambitieux » de 11,2 milliards d'euros, dont 7 milliards pris en charge par les pouvoirs publics.

De plus, à ce jour, seuls 39 % des foyers raccordés à la fibre se sont abonnés. L'ADSL de qualité et son prix modique par rapport

à la fibre conviennent encore à près de 18 millions de foyers. « On ne parle pas suffisamment du taux de pénétration, la différence entre le raccordable et le raccordé [l'abonné], qui est très important à mes yeux. Cela doit être un de nos chantiers dans les prochains mois », a prévenu Julien Denormandie, alors ministre chargé de la ville et du logement (à l'agriculture depuis le 6 juillet), lors des Assises du très haut débit qui se sont tenues le 2 juillet.

Ainsi, l'absence du très haut débit fixe dans de nombreux territoires le dispute à la fracture numérique mobile illustrée par les zones blanches, où personne ne capte de réseau sur son smartphone. Pourtant, Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free s'étaient engagés auprès du gouvernement, il y a deux ans, à assurer une « couverture 100 % mobile d'ici à fin 2020 », y compris sur les axes routiers (New Deal Mobile), en contrepartie du prolongement du droit d'utiliser leurs fréquences.

L'échéance approchant, et malgré le retard évalué par les intéressés à près de quatre mois à cause du confinement, le régulateur Arcep a prévenu, le 16 juin, qu'il sera « plus

LA FÉDÉRATION INFRANUM RÉCLAME UN PLAN DE RELANCE DE 11,2 MILLIARDS D'EUROS POUR LE TRÈS HAUT DÉBIT

pointilleux » sur ce déploiement de la 4G que sur la fibre, qui reste « un chantier à long terme ». Quant au report à septembre des enchères pour l'attribution des fréquences 5G (initialement prévues en avril), il recule d'autant la perspective de la fin d'une France connectée à deux vitesses.

La Commission supérieure du numérique et des postes (CSNP), soucieuse de la cohésion nationale et de l'inclusion digitale, s'interroge d'ailleurs sur le financement du plan France très haut débit, dans un avis rendu au gouvernement en juillet 2019 : « Le coût de déploiement complémentaire pour arriver à une couverture complète FTTH en 2025 est estimé à une fourchette de 3,1 à 3,4 milliards d'euros. » La fédération InfraNum, elle, parle même de 5,4 milliards d'euros nécessaires. Et Anne-Marie Jean, la secrétaire générale de la CSNP, instance parlementaire trentenaire, de mettre aujourd'hui en garde : « Il est dommage que le gouvernement hésite tant à s'engager sur un programme si attendu par nos concitoyens. Si on n'a pas de certitude maintenant de pouvoir boucler le financement dans de bonnes conditions, les projets de déploiement FTTH, longs sur au moins cinq ans, ne se feront pas d'ici à 2025. »

DOUBLE PEINE

Sans attendre, la fracture numérique s'est greffée sur la fracture sociale du pays. « Les difficultés d'accès au numérique peuvent être liées aux infrastructures, mais aussi à l'accès à des terminaux. C'est ce qu'on a constaté avec le basculement soudain vers l'éducation à distance. Toutes les familles ne disposaient pas de suffisamment d'ordinateurs pour permettre à plusieurs enfants de tra-

Vers un service universel de la connexion à Internet

C'EST EN 2011 que l'Organisation des Nations unies (ONU) reconnaît pour la première fois que l'accès à Internet est essentiel à la réalisation de droits fondamentaux comme la liberté d'expression et d'opinion. La même année, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) déclare que l'accès à Internet est un droit de l'homme.

Mais l'Union européenne elle-même avait montré la voie en considérant dès 2009, dans un « paquet télécom », que l'accès à Internet était essentiel à l'exercice des droits fondamentaux. Cette même année, en

France, le Conseil constitutionnel censurait partiellement la loi Hadopi au motif que la liberté de communication, protégée par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, « implique la liberté d'accéder à ces services ».

Mais la crise sanitaire a démontré que ce grand principe n'était souvent pas suivi d'effet. Faudrait-il permettre aux citoyens de rendre opposable aux Etats ce droit essentiel ? « Selon la même logique qui a donné jour au service universel téléphonique, il nous apparaît légitime de faire valoir un droit à la connexion numérique. Ce

droit serait concrétisé en premier lieu par la couverture du réseau, mais aussi l'accès à des tarifications « sécurisées », régulées », estime Fanny Arav, membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese).

Depuis une certaine « loi Macron » de 2015, le service universel du téléphone a été étendu à « un débit suffisant pour permettre l'accès à Internet ». Sébastien Soriano, président de l'Arcep – qui régule les télécoms –, se dit, lui, ouvert à l'idée d'une sorte de service universel du « bon haut débit » à 8 Mb/s qui pourrait être créé à l'occasion de la trans-

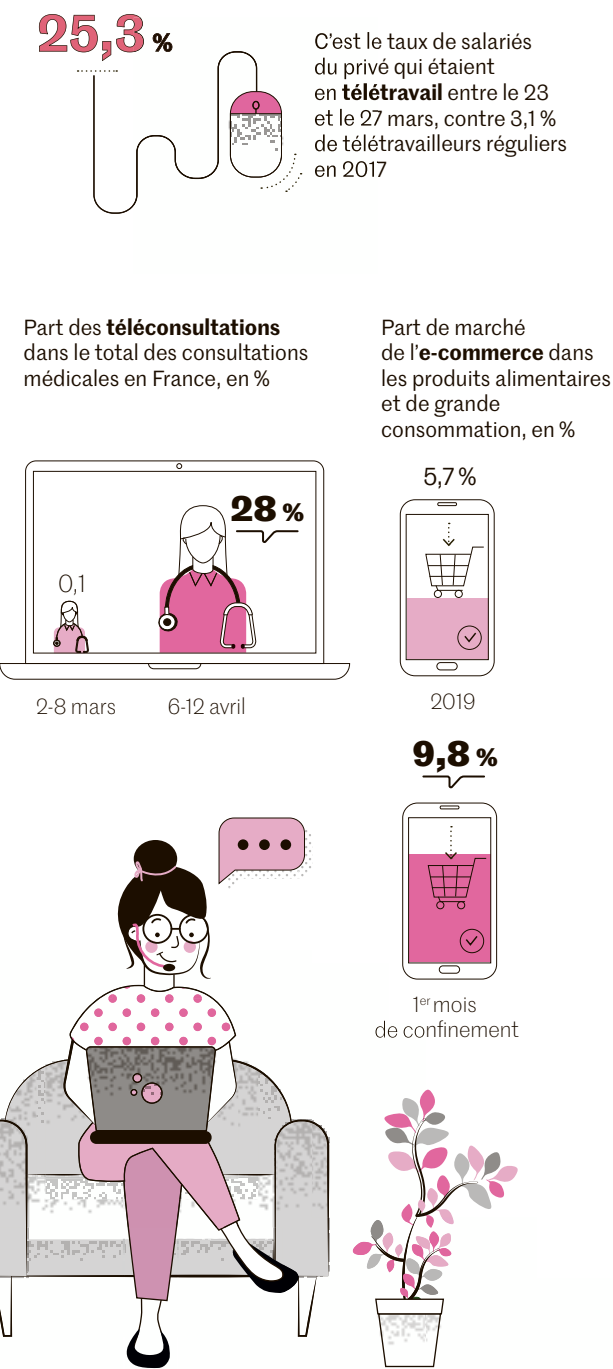
position cette année du code européen des télécoms.

Il y a deux ans, des parlementaires avaient proposé d'introduire « un droit d'accès aux réseaux numériques libre, égal et sans discrimination », dans le cadre d'une « Charte des droits et libertés numériques » rattachée à la Constitution française. Mais la garde des sceaux de l'époque, Nicole Belloubet, avait écarté ce projet dont elle reconnaissait « le mérite de poser une question essentielle ». Pour le monde d'après, les députées Paula Forteza et Cécile Untermaier y travaillent. ■

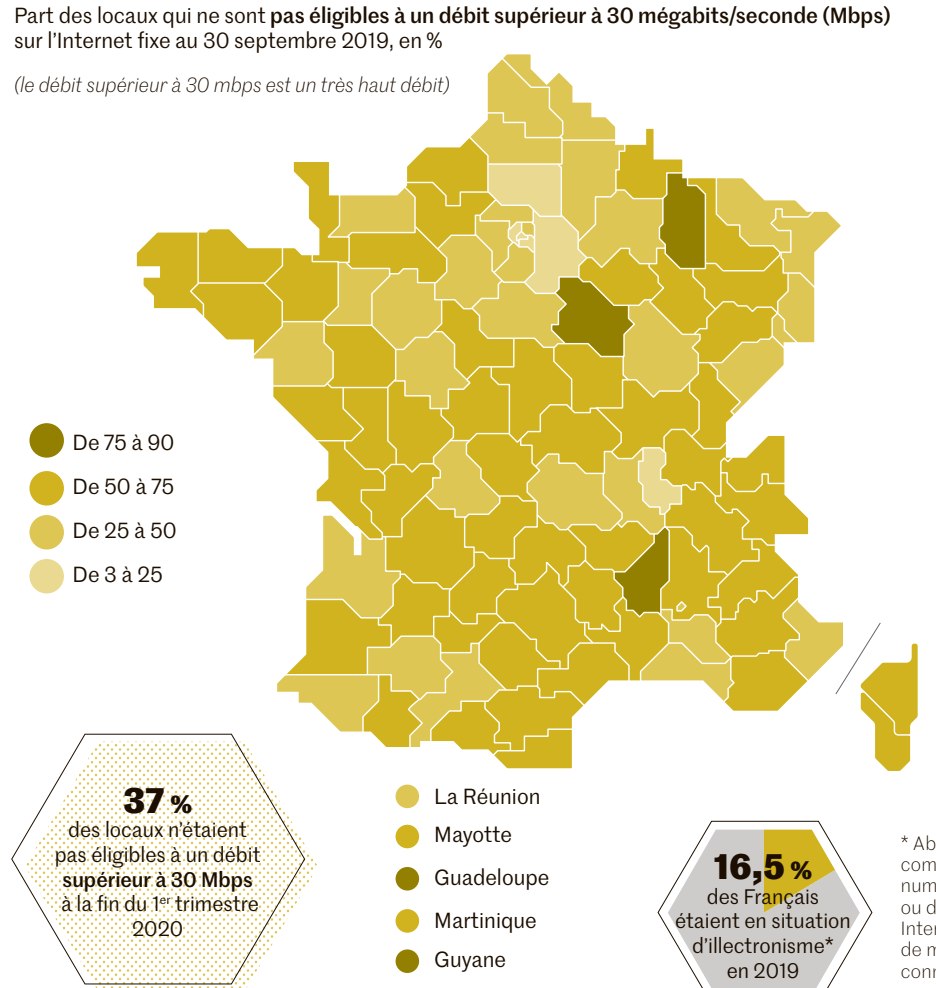
CHARLES DE LAUBIER

Le confinement a accentué les inégalités d'accès au numérique

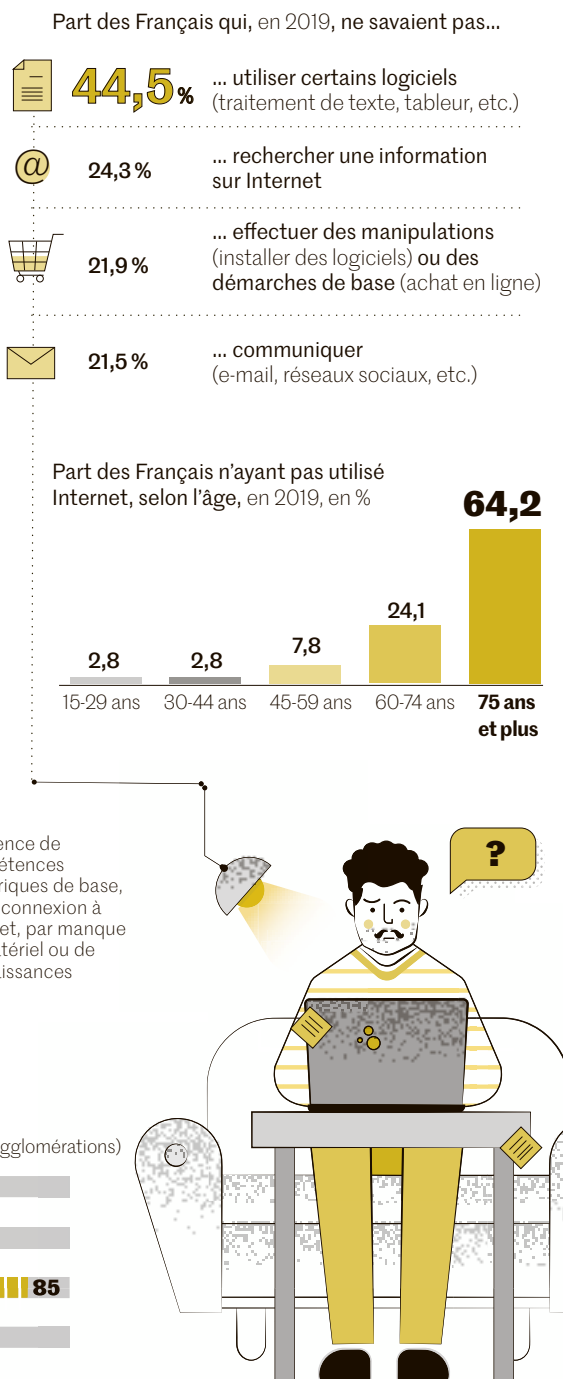
Durant le confinement, l'essor des pratiques numériques a été massif



Mais certains ont eu des difficultés à s'en saisir, du fait d'une connexion difficile...



... ou d'un manque de compétences



SOURCES : ARCEP, INSEE, NIELSEN, ASSURANCE MALADIE

Infographie : Marianne Boyer, Eugénie Dumas, Maxime Mainquet

vailler», souligne Anne-Marie Jean. Dans l'impossibilité d'assurer l'école à distance pour leurs enfants et/ou le télétravail pour les parents, des millions de foyers ont vécu une double peine : le confinement et l'isolement. Le deuxième opérateur télécoms français assure avoir annoncé « un engagement d'urgence, dès le 25 mars, aux côtés de l'association Emmaüs Connect et du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, au profit de 75 000 personnes exclues du numérique, dont 50 000 élèves ». Cela s'est concrétisé par le don de recharges mobiles prépayées, de 20 000 téléphones et smartphones avec appels et SMS illimités, et 750 000 Go de données Internet « pour que les plus modestes puissent communiquer avec leurs proches, alerter les secours en cas d'urgence, continuer à s'informer et à suivre les cours à distance ». Les enfants ont été les premiers à être exposés au confinement brutal dès le lundi 16 mars, et durant deux mois à l'école en ligne obligatoire. Les élèves non équipés ont vite décroché ; certains parmi eux disposaient bien d'une connexion à la maison, mais pas d'ordinateur. C'est le cas de la Violette, 13 ans. « Mon père a dû acheter dans l'urgence un ordinateur portable, témoigne-t-elle, car ma mère s'est retrouvée en télétravail à la maison avec son propre ordinateur sur lequel j'avais l'habitude de faire quelques devoirs et des jeux vidéo. J'ai donc pu suivre les cours d'espagnol et de techno en visio sur Google Meet à partir de Classroom, avec la prof en vidéo et mes camarades de classe en vocal seulement [webcam coupée]. D'autres matières se faisaient par e-mail, lorsque ce n'était pas sur Pronote [logiciel de vie scolaire proposé dans l'Espace numérique de travail (ENT)]. »

DANS LA PRÉCIPITATION Noham, 8 ans, n'a pas eu cette chance d'être à la fois équipé d'un ordinateur familial et d'avoir un parent à ses côtés pour réceptionner et imprimer les supports de ses cours de CE2, voire pour l'aider à participer à des « visio ». Lui n'a donc pas pu suivre l'école numérique créée ad hoc, comme de nombreux autres élèves victimes de ces circonstances discriminantes. A la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), les antennes locales n'ont pas eu tous les moyens d'aider des familles dépourvues à s'équiper d'un ordinateur et/

ou d'une connexion. Le président de la FCPE de la Drôme, Saïd Zakar, indique que « [son] association n'a pas distribué du matériel informatique ; nous aurions aimé le faire mais notre budget ne le permet pas ». En revanche, la présidente de la FCPE du Val-de-Marne, Nageate Belahcen, a pu « dépanner des familles en ordinateurs et imprimantes, grâce à des dons de matériels du département ou des aides financières du Fonds social lycéen ou collégien ». Ce manque de plan de soutien, observable en France, prend des proportions dramatiques à l'échelle planétaire : l'Unesco comptabilise 465 millions d'enfants et de jeunes, soit près de la moitié des élèves du primaire et du secondaire, qui n'ont pas d'accès à Internet chez eux. « Le secteur éducatif n'a jamais été confronté à une telle crise mondiale. Les fermetures d'écoles dans plus de 190 pays ont perturbé l'apprentissage de plus de 1,5 milliard d'élèves et 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire », indique Stefania Giannini, ancienne ministre de l'éducation en Italie et actuelle sous-directrice générale de l'Unesco.

« Il a fallu inventer une éducation sans écoles »

DIRECTRICE GÉNÉRALE de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) depuis 2017, Audrey Azoulay veut tirer les leçons de la crise sanitaire.

Le confinement a touché un temps plus de la moitié de la population mondiale. Comment la fracture numérique s'est-elle accrue ? Le Covid-19 a exacerbé les inégalités, et cela vaut aussi et surtout pour l'éducation, où la fracture numérique a amplifié la fracture éducative. Nous avons dû affronter une situation sans précédent, avec la fermeture des établissements dans plus de 190 pays, affectant 1,5 milliard d'élèves. Il a fallu inventer une éducation sans écoles. Pour assurer la continuité éducative, les gouvernements ont mobilisé le numérique dans plus de 75 % des cas. Mais alors que nos données montrent que 47 % des élèves n'ont pas

DURANT LES DEUX MOIS DE COURS EN LIGNE OBLIGATOIRES, LES ÉLÈVES NON ÉQUIPÉS ONT VITE DÉCROCHÉ

d'accès Internet à domicile, cette situation crée deux catégories : ceux qui y ont accès et ceux qui en sont privés. Or, les publics pour lesquels l'accès est complexe étaient déjà les plus fragiles : je pense aux apprenants d'Afrique subsaharienne, dont 82 % n'ont pas accès à Internet, aux communautés autochtones, aux femmes qui, selon ONU Femmes, ont 20 % de chances de moins que les hommes de posséder un smartphone ou une connexion.

Vous avez lancé le 26 mars une Coalition mondiale pour l'éducation. Quels sont son action et ses moyens ? Nous avons vite réagi, en réunissant les ministres et décideurs de l'éducation de plus de 73 pays, afin de lancer cette Coalition mondiale rassemblant plus de 100 partenaires. Elle est inédite dans son genre. On y retrouve des acteurs « classiques » comme d'autres

Les parents, eux, ont été confrontés par millions au télétravail forcé. Cette activité à distance, sans précédent et souvent improvisée, inspire les sociologues tels que Dominique Boullier, professeur des universités et professeur à Sciences Po : « Tout cela a dû être fait dans la précipitation, et sans aucune réelle validation des conditions requises pour un environnement personnel correct, au domicile comme sur les applications en ligne, pour le lien permanent ou pour des réunions épisodiques. Dans tous les cas, cela ouvre des champs de négociations et d'imagination au management, alors que jusqu'ici tout était un peu figé dans des a priori. »

FAILLES DES INFRASTRUCTURES Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) s'interroge, lui, dans un avis du 26 mai, sur les « failles » et les « réseaux vieillissants » des infrastructures de transports, d'énergie ou de télécommunications en France. Entre le #restezchezvous et le #travaillezchezvous, les réseaux ont montré leurs vraies faiblesses. Stéphane Richard, PDG d'Orange, n'a-t-il pas convaincu le ministre de

l'économie et des finances, Bruno Le Maire, qui a eu l'oreille du commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, d'exiger dès le 18 mars de Disney, Netflix, YouTube (Google) ou Amazon (Prime Video) qu'ils réduisent de 25 % leur débit en Europe pour sauver le télétravail, voire la télé médecine ? « La qualité du réseau touche tout autant les zones denses du fait d'une certaine "saturation" du réseau face à une forte demande concomitante – et nous venons de l'expérimenter avec le recours massif au télétravail – que les zones plus rurales ou isolées », relève Fanny Arav, rapporteuse de l'avis du CESE. Et cette économiste et urbaniste de pointer : « Le basculement vers le télétravail a été inédit. Si l'accès à un réseau numérique est la condition nécessaire, elle n'est pas suffisante ! Il y a le niveau d'équipement : si presque tout le monde est équipé d'un smartphone, il n'en est pas de même pour les tablettes ni pour un ordinateur personnel, et encore moins pour une imprimante-scanner qui devient pourtant inévitable pour tous envois de documents. Et l'aisance numérique, elle, n'est pas innée. » ■

CHARLES DE LAUBIER

n'ont pas d'ordinateur à domicile. En Afrique subsaharienne, ils sont 89 % dans ce cas. Il ne suffit pas d'avoir accès au numérique : il faut aussi le maîtriser. Et là encore, de fortes inégalités perdurent, notamment de genre, car les filles et les femmes ont aujourd'hui quatre fois moins de chances que les hommes de s'approprier les compétences digitales de base. C'est pourquoi nous avons agi dans deux directions avec la Coalition mondiale. D'une part, en formant les enseignants et les apprenants à l'utilisation du numérique, tout en proposant des solutions de connectivité plus accessibles. D'autre part, nous avons mobilisé des alternatives radiophoniques ou hertziennes, en nous appuyant sur les médias communautaires avec qui les populations entretiennent un lien de proximité. Mais le numérique peut être un atout, pas un va-tout. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. D. L.

Le plan sans accroc de Julian Alaphilippe

Vainqueur de la deuxième étape du Tour, dimanche 30 août à Nice, le Français endosse le maillot jaune

CYCLISME

NICE - envoyés spéciaux

Sur le papier, cette étape me plait beaucoup. Sur le goudron, aussi, visiblement. Julian Alaphilippe avait annoncé la couleur, dimanche 30 août, au moment de prendre le départ de la deuxième étape du Tour de France 2020 : « On a un plan, j'espère que ça va marcher. » Au vu du maillot jaune que le Français a endossé quelques heures plus tard, la manigance a fonctionné. Vainqueur d'un sprint à trois sur la promenade des Anglais, à Nice, quelques dizaines de mètres devant le gros de la troupe, Alaphilippe retrouve « son » maillot jaune au terme d'une étape à travers l'arrière-pays niçois. Son plan était simple : « J'ai couru comme sur une classique ! »

Ces courses d'un jour, son équipe, la Deceuninck-Quick Step, en est la spécialiste. Mais jusque-là, leur chef de file n'avait pas encore levé les bras cette saison. « Comme beaucoup de coureurs », rétorquait-il, à raison, lors d'une visioconférence de presse d'avant-Tour. Jamais loin, battu de justesse au sprint – sur Milan-

San Remo par le Belge Wout Van Aert ou lors des championnats de France par Arnaud Démare – ou parfois perturbé par un enchaînement d'incidents techniques. « Concrétiser me fait du bien, a soufflé le Français, c'est une année particulière, et la victoire me manquait beaucoup. »

Pour de nombreuses raisons. Une fois la ligne franchie – en prenant le meilleur sur Marc Hirschi (Sunweb) et Adam Yates (Mitchelton-Scott), les seuls capables de suivre son attaque –, Julian Alaphilippe a fondu en larmes, après avoir désigné le ciel du doigt. « Je voulais juste dédier cette victoire à mon papa, ça me tenait à cœur de gagner. » Le musicien Jacques « Jo » Alaphilippe, mort fin juin, aurait apprécié la partition parfaite déroulée par son rejeton.

Travail d'équipe

Un an après avoir emballé l'édition 2019, conservant le maillot jaune quatorze jours durant, « Loulou » Alaphilippe a remis le couvert. Les lieux du forfait ont changé – la Côte d'Azur a remplacé la Champagne –, pas la méthode.

Expert ès dynamitages de peloton, le coureur français a profité

Julian Alaphilippe devance le Suisse Marc Hirschi, à l'arrivée de la deuxième étape du Tour de France, à Nice, dimanche 30 août.

STÉPHANE MAHE/AFP



du travail de son équipe. Après avoir sonné les coureurs marqués par une étape ayant franchi 1 500 m d'altitude à deux reprises (les cols de la Colmiane et de Turini) – chose inédite pour un deuxième jour du Tour –, ils ont enfoncé le clou, dans l'ultime bosse, le col des Quatre-Chemins.

Alaphilippe a attaqué sur son terrain de jeu favori – quand la route s'élève et quand la ligne d'arrivée se rapproche –, propice aux efforts soudains et tran-

chants qu'il affectionne. Il a surpris ceux qui pourtant l'attendaient, et le reste est son histoire. « Il a jailli si vite, et les deux autres se sont montrés aussi explosifs que lui, c'était impossible de les suivre », n'a pu que constater le leader de la Trek-Segafredo, le Néerlandais Bauke Mollema.

Écarté du final une fois son devoir accompli, après avoir dicté l'allure dans les dernières ascensions, avant de laisser s'envoler son leader, le Belge Dries Deve-

nyns n'a pas caché sa joie. « Je me suis arrêté sur le bord de la route pour regarder la victoire de Julian sur le téléphone d'un spectateur, et j'ai crié ! », a confié le fidèle équipier d'Alaphilippe après la course. Un hurlement récompensant un plan sans accroc.

« Tout le monde le voyait gagner, et surtout de cette manière. C'est très costaud ce qu'il arrive encore à faire. Il m'étonne toujours », s'est émerveillé son directeur sportif, Patrick Lefevere, dans un entretien au Parisien.

« Le maillot jaune se respecte »

A cinq kilomètres de l'arrivée, débaroulant vers Nice en avalant les virages avec Yates et Hirschi, le Français comptait vingt secondes d'avance. « J'ai couru comme si l'arrivée était en haut. Je n'avais rien à perdre, il a fallu puiser au fond de moi, Je voulais que ça tienne bon jusqu'à la flamme rouge », confirme le vainqueur.

Julian Alaphilippe décroche dans la cité azuréenne sa cinquième victoire sur le Tour, un an après son succès lors du contre-la-montre de Pau. Thibaut Pinot ne s'y était pas trompé. « Vu ce que Julian a montré sur San Remo, il sera au moins aussi fort que l'an passé, prédisait le grimpeur de la Groupama-FDJ avant le Tour. Je le vois prendre le maillot jaune dans la première semaine. »

Et il faudra venir le lui arracher, si l'on en croit le principal intéressé : « Un maillot jaune, ça se défend et ça se respecte. C'est certain que je n'ai pas envie de le rendre demain. » Il l'a prouvé dans les Alpes l'an

« On n'est pas venus pour gagner le Tour. On va continuer la chasse aux étapes »

JULIAN ALAPHILIPPE vainqueur de la 2^e étape

passé. De là à l'imaginer marcher sur ses propres traces, il n'y a qu'un pas que Patrick Lefevere hésite aussi à franchir. « Je ne suis pas bête. Il faudra déjà voir comment il arrive à Orcières-Merlette [première arrivée au sommet], mardi soir. Mais l'imaginer porter le maillot quatorze jours comme en 2019, c'est fou, dit-il. Je pense que c'est impossible. En même temps, Julian m'a habitué à des choses que je pensais impossibles. »

D'ailleurs, Alaphilippe s'affirme débarrassé de toute ambition au général : « Le plan ne change pas, je vais tout donner, mais il faut rester lucide, insiste-t-il. On n'est pas venus pour gagner le Tour. On va continuer la chasse aux étapes. C'est du bonus maintenant. »

Comme s'il voulait transformer le Tour en une succession de « classiques ». Selon le Larousse, un « classique » littéraire est ainsi défini : « Qui fait autorité, digne d'être imité. » A force, le voir sillonner l'Hexagone revêtu du paletot doré est en train de le devenir. ■

ANTHONY HERNANDEZ ET CLÉMENT MARTEL

A Nice, le Tour s'accoutume à sa nouvelle vie

SPECTACULAIRE ET INÉDIT avec la haute montagne en guise d'amuse-bouche, le Grand départ de Nice devait en jeter plein les mirettes aux amoureux du Tour de France. Mais avant qu'il fasse ses adieux à la baie des Anges, lundi 31 août, admirer le peloton nécessitait un masque sur le nez et une bonne dose de motivation.

Les panneaux occultants de deux mètres de haut, installés à certains endroits du parcours, ont peut-être protégé les coureurs de l'enthousiasme « contagieux » du public, mais n'ont guère favorisé la fête populaire. Pas plus que les mesures drastiques instaurées pour tenter de contenir la propagation du Covid-19.

Ce week-end, lors des deux premières étapes, qui ont exploré les routes aux lacets tortueux du moyen et du haut pays niçois, les cols sont restés fermés aux véhicules motorisés afin d'en restreindre l'affluence. Seuls de rares courageux, en vélo ou à pied, se sont positionnés le long des pentes. Passage en zone rouge oblige, le préfet des Alpes-Maritimes, Bernard Gonzalez, avait prévenu : « Si j'ai un conseil

à donner aux spectateurs, c'est de regarder les ascensions de cols à la télévision. »

C'est par écran interposé que la majorité du public a d'abord assisté, samedi 29 août, à un drôle de spectacle : des chutes à foison provoquées par la pluie, invitée si rare dans le paysage que la chaussée s'était muée en patinoire. Il ne restait plus rien de ce déluge le lendemain. Tant mieux pour Julian Alaphilippe, qui quitte la ville le maillot jaune sur le dos.

L'exemple n'est pas venu d'en haut

Une bulle d'air pour les organisateurs, la cote d'amour du Français restant au zénith, qui ne suffit pas à effacer la réalité d'une autre bulle, sanitaire celle-là. Et d'un départ à quasi-huis clos, en raison de la circulation active du virus.

Samedi, seules deux tribunes, réduites à 50 spectateurs, avaient été installées au départ de la première étape, à proximité de la promenade des Anglais. Les forces de l'ordre étaient chargées de faire respecter le port du masque. Un père de famille soufflait : « Personne n'est venu nous rappeler à l'ordre.

De toute façon, à Nice, c'est obligatoire. » Une règle suivie de manière plus aléatoire à mesure que l'on s'éloignait du parcours.

Certaines scènes n'ont pas aidé à donner l'exemple. Perché en loge au-dessus de la foule avant le départ de la première étape, le maire, Christian Estrosi, laissait ainsi son masque blanc pendouiller à l'oreille droite. Démasqués aussi, ses invités, du prince Albert II de Monaco au ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, Jean-Michel Blanquer.

Dimanche matin, interrogé par le site Cyclism'Actu, Christian Estrosi, masque cette fois-ci en place, se réjouissait déjà du séjour prolongé d'Alaphilippe et de ses 175 comparses dans sa ville : « Un bilan formidable ! Beaucoup de monde respecte les règles fixées qui ont permis de conserver cette dimension populaire du Tour. Dans vingt ans, nous en retirerons encore des retombées économiques et sociales. » Moins ambitieux, le Tour espère, lui rallier, Paris en faisant passer sa bulle à travers les gouttes du coronavirus. Encore vingt jours. ■

AN. H. ET CL. MA.

Avec sept Ligues des champions féminines, Lyon au panthéon

L'Olympique lyonnais réalise la passe de cinq en s'imposant contre Wolfsburg (3-1), dimanche, égalant le Real Madrid des années 1950

FOOTBALL

Les Lyonnaises sont toujours affamées. En ajoutant à leur palmarès, dimanche 30 août, une septième Ligue des champions (C1), la cinquième consécutive, l'Olympique lyonnais (OL) entre un peu plus au panthéon du football. Seule l'équipe masculine du Real Madrid, entre 1956 et 1960, avait réussi pareil série. « Légendaire », a savouré le président de l'OL, Jean-Michel Aulas, sur Canal+.

Depuis le premier sac de Lyon en 2011, la ville a vu défiler tout le gratin du football féminin mondial. La Suédoise Lotta Schelin (2008-2016) puis la superstar américaine Alex Morgan (2016-2017) y ont joué, la championne du monde 2011 et actuelle capitaine du Japon, Saki Kumagai, ou la Norvégienne Ada Hegerberg,

Ballon d'or en 2018, y évoluent toujours. Il faut « chaque année se renouveler, innover » pour maintenir ce niveau, a martelé Jean-Michel Aulas. A chaque intersaison, le club attire une ou deux nouvelles joueuses de premier plan. En juillet, l'Islandaise Sara Björk Gunnarsdóttir est arrivée en provenance de... Wolfsburg. C'est d'ailleurs elle qui a mis à l'abri ses partenaires en fin de match.

Un culte de la gagne que rien ne semble ébranler entoure les Fenottes. La reprise de la compétition après de longs mois d'interruption ? « Je n'ai pas fait 6 000 km pour rien », répliquait au quotidien *L'Equipe* la capitaine martiniquaise, Wendie Renard, avant la demi-finale. Les indisponibilités d'Ada Hegerberg, de Griedge Mbock – toutes deux titulaires indiscutables –,

auxquelles se sont rajoutées la blessure d'Amandine Henry lors du quart de finale et la suspension de l'Anglaise Nikita Parris, recrutée-phare de 2019, ne sont pas non plus venues enrayer la machine lyonnaise.

Jamais rassasiées

Même après ce festin de titres, les Fenottes restent dévorées par l'ambition de tout gagner. « Je ne suis jamais rassasiée. Vous pouvez compter sur moi pour être là l'année prochaine. Il faut aller chercher la sixième pour battre le record de victoires consécutives », assurait fièrement Wendie Renard, quelques minutes après la remise du trophée sur Canal+. Cette année encore, le club a remporté toutes les compétitions disputées. Malgré la pression du Paris-Saint-Germain, adversaire en demi-finales de la C1, l'OL termine

la saison sur un nouveau quadruplé avec le championnat et la Coupe de France ainsi que le Trophée des champions.

« Elles ont commencé il y a quelques années à écrire l'histoire et je pense qu'elles n'ont pas fini », saluait en conférence de presse Jean-Luc Vasseur, l'entraîneur de l'OL. Les Lyonnaises, rompues aux finales européennes – leur neuvième lors des onze dernières éditions – ont montré qu'elles ont l'habitude des grands rendez-vous.

Elles n'ont pas semblé le moins du monde impressionnées par l'enjeu ou le huis clos du stade d'Anoeta, à Saint-Sébastien (Espagne), à l'image d'une Delphine Cascarino virevoltante sur son couloir droit et nommée meilleure joueuse de la finale. On attendait Dzsenifer Marozsan ou Amel Majri, le salut est finale-

ment venu de la milieue de terrain qui a donné le tournis à la défense allemande, preuve de la densité de l'équipe lyonnaise. Un des débordements de l'internationale française trouvait Eugénie Le Sommer pour l'ouverture du score. Vingt minutes plus tard, une série de dribbles puis un centre en retrait donnaient l'occasion à Saki Kumagai de doubler la mise grâce à une volée victorieuse depuis l'entrée de la surface.

Au retour des vestiaires pourtant, les Lyonnaises sont apparues plus empruntées, gênées par le pressing des Louves, qui ont logiquement réduit le score par Alexandra Popp à l'heure de jeu. De plus en plus acculé en défense, le onze lyonnais – aucun changement n'est intervenu avant la 85^e minute de jeu – a tenu grâce aux cadres qui font sa réussite depuis dix ans, comme la gardienne

Sarah Bouhaddi. L'internationale, qui avait annoncé son départ pour les Etats-Unis au printemps avant de prolonger à l'OL en raison de la crise sanitaire, a rassuré par ses interventions, de même que Wendie Renard, toujours aussi indispensable en tour de contrôle du jeu lyonnais.

Les deux joueuses, ainsi qu'Eugénie Le Sommer, ont été de toutes les épopées européennes de l'Olympique lyonnais et détiennent désormais seules le record de titres en Ligue des champions, hommes et femmes confondus. « Quand tu signes à Lyon, c'est pour gagner », a résumé Sarah Bouhaddi. Les Lyonnaises ont toujours de l'appétit et pourront le montrer dès le week-end prochain contre le Paris FC, match de reprise du championnat français. ■

FLORIAN SOENEN



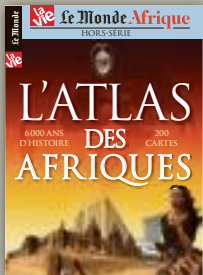
En kiosque



Hors-série

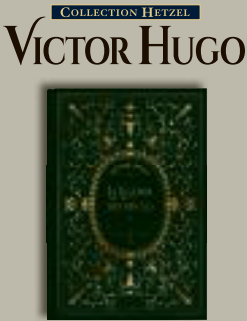


Hors-série jeux



Hors-série

Collections



Dès mardi 2 septembre,
le volume n° 5 - Tome 1
LA LÉGENDE DES SIÈCLES

MAIGRET



Dès jeudi 3 septembre,
le volume n° 7
MAIGRET À NEW YORK



Actuellement en vente,
le volume n° 3 **LOKI**
ET LA PROPHÉTIE DU RAGNARÖK

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Merci de nous adresser
vos demandes
par mail en précisant
impérativement
votre numéro de
téléphone personnel,
votre nom et prénom,
adresse postale
et votre éventuelle
référence d'abonnement.

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais.

carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Hava, Suzanne, Jeanne,

est née le 19 août 2020 !

Félicitations et tendresses à

Flora et Christophe Saint-Jullian,
ses parents,

Elia,
sa grande sœur.

Familles Picat, Saint-Jullian et Cie.

Décès

Claire Andrieu,
son épouse,
Thomas Andrieu,
son fils
et ses enfants,
Mathieu Andrieu,
son fils,
Béatrice Laurent
et leurs enfants,
Ses frères et sœurs
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques ANDRIEU,
préfet honoraire,

survenu à Paris, le 5 août 2020, dans
sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale.

41, rue de l'Université,
75007 Paris.

Ses anciens camarades du Parti
socialiste unifié (PSU)

rendent hommage à

Jean-Marie DEMALDENT
(1943-2020)
intellectuel
et militant

du socialisme et de l'autogestion,
professeur de sciences politiques,

Association des amis de Victor
et Paule Fay (AAVPF).
<https://victorfay.org/>

Institut tribune socialiste (ITS),
40, rue de Malte,
75011 Paris.
<http://www.institut-tribune-socialiste.fr>
contact@institut-tribune-socialiste.fr

Claire Aveline,
son épouse,
Edouard Demaldent et Agnès
Gauliard,
son fils et sa belle-fille,
Jules, Gabin, Basile (†), Timon,
ses petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie DEMALDENT,

survenu le 26 août 2020,
à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi
3 septembre, à 15 h 30, au cimetière
des Fauvelles, rue du Révérend-Père-
Cloarec, à Courbevoie.

Jeanne Denis,
son épouse,
Ludovic, Pascale et Michel,
ses enfants,
Nathalie Buck et Régis Bouyala,
sa belle-fille et son gendre,
Suzanne, Sybille et Oscar
Manon, Louis et Edouard
Gustave, Léonard, Gabrielle et
Max-Paul,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part
de la disparition de

Marc DENIS,
Premier président d'Amadeus,
ancien directeur de l'informatique
d'Air France,

survenue le 25 août 2020, à Saint-
Médiers (Gard), à l'âge de quatre-
vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée en la chapelle du cimetière
protestant de Nîmes, le lundi 31 août,
à 11 heures.

Un hommage lui sera également
rendu ultérieurement à Paris.

js.denis@orange.fr
ludovicdenis@me.com
pascale.denis.b@gmail.com
michelpdenis@icloud.fr

Pascal et Valentine,
son fils et sa belle-fille,
Milena et Clotilde,
ses petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gisèle DURUDAUD,

survenu à Paris, le 14 août 2020,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

dg.durudaud@gmail.com

Christine,
sa fille,
Jean-Luc et Odile,
son fils et sa belle-fille,
Elsa, Charles, Paloma et Balthazar,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean GALZI,
ingénieur général
de la météorologie,
chevalier de la Légion d'honneur,

intervenu dans sa quatre-vingt-
quinzième année.

Les obsèques auront lieu le
2 septembre, à 10 h 45, en la
cathédrale Saint-Fulcran de Lodève
(Hérault).

5, rue du Cardinal Fesch,
20000 Ajaccio.
1016, chemin du Puy,
06600 Antibes.

M^{me} Raoul Labouz,
La professeure Marie-Françoise
Labouz,
Jean-Michel Labouz,
Liliane Ruetsch,

ont la douleur de faire part du décès de

Lina LACHGAR,

survenu le 24 août 2020, à Paris 18°.

Les obsèques auront lieu le
mercredi 2 septembre, à 15 heures,
au cimetière parisien de Pantin,
164, avenue Jean-Jaurès, à Pantin
(Seine-Saint-Denis).

138, route de la Reine,
92100 Boulogne-Billancourt.

Les admirateurs de l'œuvre de
Max Jacob,
Sylvia Lorant-Colle et Béatrice
Saalburg-Colle,
ayants droit et amies,
Colette Lambrichs,
directrice des éditions « Le Canoë »
et amie,
Dominique et Philippe Tailleur,
mécènes et amis,
Liliane Ruetsch,
libraire et amie,

ont la douleur de faire part du décès de

Lina LACHGAR,

survenu le 24 août 2020, à Paris 18°.

Les obsèques auront lieu le
mercredi 2 septembre, à 15 heures,
au cimetière parisien de Pantin,
164, avenue Jean-Jaurès, à Pantin
(Seine-Saint-Denis).

On nous prie d'annoncer le décès de

Jean MAURIAC,

officier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
officier dans l'ordre
des Arts et des Lettres,

survenu le 24 août 2020, dans sa
quatre-vingt-dix-septième année.

Selon son désir, il a été incinéré.

L'inhumation de ses cendres a eu
lieu dans le caveau familial de
Vémars (Val-d'Oise), où reposent
celles de

François MAURIAC.

De la part de

Laurent Mauriac,
Isabelle Mauriac,
ses enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

72, rue Jean-de-La-Fontaine,
75016 Paris.

(Le Monde du 29 août.)

Madelif,
sa fille,
Françoise,
sa mère,
Christophe et Séverine,
son frère et sa sœur,
Pascale,
sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès
brutal de

Alain MITENNE.

INSA 1997
mécanique des fluides,
ingénieur Dassault Aviation,

survenu le 11 août 2020, à l'âge de
quarante-huit ans.

Il a été inhumé au cimetière de
Saint-Lô-d'Ourville (Manche), le
mardi 25 août.

« Les âmes des justes
sont dans la main de Dieu, aucun
tourment ne les atteindra plus. »
Livre de la sagesse - chapitre 3 - v1.

francoismitenne@orange.fr

Sainte-Honorine-la-Guillaume.

Luc Pasquier,
son fils,
Ida Senecal,
sa compagne
ainsi que leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès de

Roland PASQUIER,

survenu le 26 août 2020,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

L'inhumation se déroulera le
mardi 1^{er} septembre, à 14 h 30, au
cimetière de Sainte-Honorine-la-
Guillaume (Orne).

Laurent Jacquier-Laforge,
son mari,
Irène Régis,
sa mère,
Isabelle Régis,
sa sœur,
Matthias Cure-Régis,
son neveu
Et leurs familles,

ont la grande tristesse d'annoncer le
décès de

Fabienne RÉGIS,

survenu le 28 août 2020.

La cérémonie aura lieu ce lundi
31 août, à 15 heures, en l'église Saint-
Pierre d'Argentière (Haute-Savoie).

Ni fleurs ni couronnes.

Françoise Rosenthal,
son épouse,
Marie Christine et Jose Maria
Febrer Bosch,
Olivier et Pascale Moreau,
Elisabeth Moreau,
Véronique et Pierre Etienne Bailly,
ses belles-sœurs et beaux-frères,
Carlos, Amélie, Antoine, Dorothee,
Nicolas, Capucine, Arthur, Pénélope
et Stanislas,
ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean ROSENTHAL,
éditeur et traducteur,

survenu le mercredi 26 août 2020,
à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale, à Joigny (Yonne).

Françoise Rosenthal,
30, rue de Varenne,
75007 Paris.

François, Rémy, Emmanuel,
ses enfants
et leurs conjoints, Molière, Marie-José,
Sandrine,
Caroline, Marie, Martin, Sabine,
Lily, Virgile,
ses petits-enfants,
Alicia, Clémence, Camille,
ses arrière-petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Gérard ROUFFETEAU,
professeur retraité d'anglais
à l'École normale
et au lycée Poincaré de Nancy,

survenu le 29 juillet 2020, dans sa
quatre-vingt-quinzième année.

Ils rappellent le souvenir de sa
chère épouse,

Henriette,

décédée le 3 juillet 2017.

Les obsèques ont eu lieu le 6 août,
en l'église de Jarville.

gerardrft@gmail.com

Rosine Sapoval, née Iwenicki,
son épouse,
Marc et Yves-Laurent Sapoval,
ses fils,
Raymonde Habib,
sa sœur,
Sylvie et Brigitte Sapoval,
ses belles-filles,
Lucas, Léa, Théodore, Clara, Emma
et Benjamin Sapoval,
ses petits-enfants,
Farah Barrère,
Daniel, Serge, Myriam Habib,
ses neveux et nièces,
leurs conjoints
ainsi que leurs enfants et petits-
enfants, Didier, Nicolas, Stéphanie,
Diego, Grégory, Lara, Lucas, Alain,
David, Yolanda, Carolina, Giulia,
Mélina,

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard SAPOVAL,
physicien,
ESPCI 1960 (promotion 75),
directeur de recherche émérite
au CNRS,
ancien directeur
du laboratoire de physique
de la matière condensée
de l'École Polytechnique,
ancien président du département de
physique de l'École Polytechnique,

survenu le 26 août 2020, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans, d'un cancer
professionnel dû à son exposition à
l'amiante durant ses travaux de
recherche dans les laboratoires de
Jussieu.

L'inhumation aura lieu au
cimetière parisien de Bagneux.
Rendez-vous est donné le jeudi
3 septembre, à 14 h 15, à l'entrée
située 45, avenue Marx-Dormoy, à
Bagneux.

Sans fleurs ni couronnes.

La famille souhaite remercier les
services de pneumologie et
d'oncologie de l'hôpital Cochin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

famille.sapoval@gmail.com

Anniversaire de décès

Karl FLINKER,
31 août 1991.

« Le pays que je préfère est la terre
entière. Quand viendra mon tour,
recouvrez-moi de la terre entière. »
Nâzim Hikmet.

J. et S.

Communication diverse



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié
écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants
bénévoles
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la
publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions
Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Philippe Broussard, Emmanuelle
Chevallereau, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin,
Marie-Pierre Lannelongue, Caroline Monnot,
Cécile Prieur, Emmanuel Davidenko (Événements)
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique
Hélène Bekmezian
Rédaction en chef quotidien
Michel Guerrin, Christian Massol, Camille Seeuws,
Frank Nouchi (Débats et Idées)
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Directeur du numérique Julien Laroche-Joubert
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directrice du design Mélina Zerbib
Direction artistique du quotidien Sylvain Peirani
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe
Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Beffa, président,
Sébastien Cargnico, vice-président



Annoncez
vos événements culturels



Pour toute information :
carnet@mpublicite.fr

Tarif : 29,50 € TTC
Prix à la ligne

Alexei Navalny, le patient russe

Victime d'un empoisonnement et exfiltré vers Berlin, l'opposant à Vladimir Poutine n'est pas encore sorti du coma. Le régime russe a toujours tout fait pour empêcher ce blogueur impitoyable d'exister vraiment sur la scène politique

MOSCOU - correspondant

Pas une seule fois, depuis qu'il est au Kremlin, Vladimir Poutine n'a prononcé son nom. Lorsqu'on l'interroge à son sujet, le président russe affiche une moue indéchiffrable, oscillant entre le dégoût et une ironie un peu hautaine : « *Ce personnage* », « *Ce monsieur* », « *La personne dont vous parlez* »... Comme s'il suffisait d'effacer son nom pour que, par miracle, il se taise. Depuis qu'il est tombé dans le coma, le 20 août, c'est « *le patient* », comme l'appelle le porte-parole de M. Poutine.

Si l'avion dans lequel il se trouvait n'avait pas atterri à Omsk, ce jour-là, Alexei Navalny aurait bel et bien disparu de la scène politique russe, selon le directeur de l'ONG qui, au forceps, a obtenu son évacuation vers l'Allemagne, le 22 août. M. Navalny y est toujours dans un état grave. Les médecins berlinois qui le soignent ont trouvé dans son corps des traces d'empoisonnement. Ils ignorent dans quel état l'opposant de 44 ans, père de deux enfants, se réveillera.

« Opposant numéro un » : l'expression est galvaudée et, s'agissant d'Alexei Navalny, elle est parfois critiquée. Privé de toute apparition ou mention à la télévision, où son nom est, là aussi, tabou, il est certes moins connu des Russes qu'un Vladimir Jirinovski, le dirigeant nationaliste historique, ou qu'un Guennadi Ziouganov, son homologue communiste. Mais ceux-là n'ont d'opposant que le nom : loyaux sur l'essentiel, ils n'ont le droit que de contester les miettes, quelques places au Parlement.

Alexei Navalny, lui, a fait le choix d'une dénonciation radicale du système autocratique russe et de sa corruption. Opposant numéro un, il l'est aussi devenu par le traitement qui lui a été réservé tout au long de sa carrière, celui d'un ennemi qu'il est vital de bâillonner. Le dédain affiché par Vladimir Poutine contraste avec le traitement qui lui a toujours été réservé par les autorités.

Ce grand gaillard de 1,88 m ne pouvait pas faire un pas, en Russie ou à l'étranger, sans être entouré d'une nuée de provocateurs ou de « journalistes » guettant ou cherchant à provoquer un faux pas. Le 23 août, un article du quotidien *Moskovski Komsomolets*, basé sur des informations divulguées par le FSB, (les services de sécurité russes), a aussi montré le degré de surveillance dont l'opposant fait l'objet, en permanence. Cet article, interprété comme une façon pour les services de sécurité de clamer leur innocence, récapitulait minute par minute l'emploi du temps de M. Navalny à Tomsk, en Sibérie, la veille de son empoisonnement. On y voit un Alexei Navalny prêt à conduire 25 km, à 22 heures, pour aller se baigner dans la rivière Tom – loin de l'image renvoyée dans les portraits publiés les jours précédents, évoquant son alcoolisme ou sa toxicomanie supposés pour tenter d'expliquer un simple « *malaise* ».

Alexei Navalny s'est depuis longtemps habitué à ce bruit de fond fait de calomnies et de harcèlement comme aux mille autres désagréments posés sur sa route. Depuis un

an, sa famille – ses parents autant que ses enfants – et lui avaient, par exemple, dû s'habituer à vivre privés de cartes bancaires...

Ces tracasseries ne sont que l'un des aspects de la redoutable machine à broyer lancée par l'Etat russe contre cet opposant opiniâtre. Son outil principal est la justice, transformée en auxiliaire des services de sécurité. Ces dernières années, Alexei Navalny et ses proches ont été les cibles de dizaines d'affaires civiles ou criminelles. Depuis 2011, lui-même a passé 232 jours en prison et 242 en résidence surveillée. Ces procédures incessantes lui fournissaient d'ailleurs une source de financements non négligeable, avec la condamnation systématique de Moscou devant la Cour européenne des droits de l'homme. A cela s'ajoutaient les dons de particuliers.

RIGUEUR ET EFFICACITÉ

Dans ce traitement sur mesure, le plus dramatique pouvait alterner avec le plus trivial : ainsi, des enquêtes ont été lancées contre son Fonds de lutte contre la corruption, notamment pour des accusations fantaisistes de financements étrangers ou de blanchiment, simples prétextes à des perquisitions à répétition, destinées à saisir du matériel informatique. Parallèlement, une procédure pénale contre les deux frères Navalny, à la suite d'une dénonciation de la firme française Yves Rocher, avait abouti en 2014, un 30 décembre, à une condamnation de son frère Oleg à trois ans et demi de prison ferme.

Autre arme utilisée, la violence. En 2017, à la sortie de son bureau, à Moscou, M. Navalny avait été aspergé de produit antiseptique, ce qui avait gravement affecté ses yeux. En juillet 2019, tandis qu'il purgeait une courte peine de prison, Alexei Navalny avait aussi affirmé avoir été empoisonné par une matière chimique inconnue. Les autorités avaient évoqué une simple « *réaction allergique* ».

Avocat de formation, diplômé de la faculté de droit de l'université Lumumba de Moscou et titulaire d'une bourse à Yale (Etats-Unis), Alexei Navalny fut longtemps réduit au statut de « *blogueur le plus célèbre de Russie* ». Dès sa création en 2010, son blog, « *Rospil* », connaît de fait un immense succès. Une obsession, déjà, s'y affiche : la lutte contre la corruption, la gabegie, le pillage des ressources d'Etat (« *rospil* »). Navalny y allie son sens de la formule et de la polémique à une rigueur et une efficacité incontestables. L'un de ses premiers coups : la révélation de la disparition de l'équivalent de 2,9 milliards d'euros lors de la construction du pipeline Sibérie-Pacifique (sur un budget total de 8,7 milliards d'euros).

L'avocat se fait réellement connaître lors du mouvement de contestation contre les fraudes aux élections législatives de décembre 2011. A la tribune, dès le lendemain du scrutin, il s'amuse et menace : « *On dit de nous que nous sommes des hamsters rivés à leurs ordinateurs. Oui, je suis un hamster du Net et je vais ronger les gorges de ces salauds !* » Quelques heures plus tard, il est mis en prison pour quinze jours.

Ses talents d'orateur et sa hargne se confirment lors de cet immense mouvement de protestation. Il est de toutes les mobilisations, toujours prêt à prendre le micro. C'est lui qui



Alexei Navalny, devant un tribunal de Moscou, le 22 août 2019.
EVGENIA NOVOZHENINA/REUTERS

« CE PERSONNAGE »,
« CE MONSIEUR »,
« LA PERSONNE DONT VOUS PARLEZ »...
DANS LES SPHÈRES DU POUVOIR, ON NE PRONONCE PAS SON NOM

invente une expression dont le succès, jusqu'à aujourd'hui, ne s'est jamais démenti : dans sa bouche, le parti du pouvoir, Russie unie, devient « *le parti des escrocs et des voleurs* ».

L'homme est ambitieux, doué. Dans tout autre pays, ce devrait être le début d'une carrière politique. Mais nous sommes en Russie, et la porte ne va jamais vraiment s'ouvrir. En 2013, il peut concourir à une élection pour la seule et unique fois de sa vie. Sûr de sa force, le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, persuade les stratèges du Kremlin de laisser le jeune insolent participer au scrutin municipal. Navalny récolte 27 % des suffrages, dans une élection marquée, elle aussi, par les soupçons de fraude. Fin de sa carrière électorale : durant les années suivantes, Alexei Navalny n'aura plus jamais l'occasion de participer à un scrutin, ni même l'autorisation de créer un parti politique. A chaque fois, la justice en refuse l'enregistrement, pour des motifs fallacieux, effaçant d'un trait de plume le travail de milliers de volontaires dans tout le pays. Lorsque ses candidats tentent de se présenter à un scrutin comme indépendants, ils sont, à leur tour, quasi systématiquement empêchés.

ODEUR DE SOUFRE

Alexei Navalny optera longtemps pour le boycottage, comme lors du scrutin présidentiel de 2018. Il changera ensuite de stratégie, avec le concept de « *vote intelligent* » : soutenir le candidat le mieux placé, quel qu'il soit, pour mettre en échec celui du pouvoir. La tactique a fait ses preuves dans les scrutins locaux de 2019. C'est d'ailleurs à partir de cette époque que la pression s'est accentuée sur lui.

Interdit d'exercer dans la « grande » politique, Alexei Navalny n'a jamais abandonné ses premières amours. La dénonciation de la corruption était même devenue son arme la plus efficace contre le régime Poutine. Dans les années 2010, les enquêtes de son organisation, le Fonds contre la corruption, s'enchaînent à une vitesse affolante. Elles totalisent des millions de vues sur YouTube et ridiculisent les officiels, le décalage cynique entre leur discours et leur mode de vie, leurs tentatives désespérées pour cacher leurs malversations. Personne n'y échappe : fonctionnaires, élus, oligarques, propagandistes des télévisions publiques... La liste de ses ennemis personnels s'allonge. En 2017, une enquête sur les propriétés et somptueux

avoirs de l'ancien premier ministre, Dmitri Medvedev, vue par 36 millions d'internautes, pousse dans la rue des dizaines de milliers de jeunes, parfois d'adolescents. Une « *génération Navalny* » apparaît. Elle est sa force et son point faible : très populaire auprès des jeunes, des urbains, il ne peut entrer dans le foyer du Russe moyen, où la télévision règne en maître. L'image de l'ancien premier ministre, elle, restera marquée à jamais par cette humiliation.

Malgré des dizaines d'heures d'interviews passées (non sur les chaînes fédérales) à présenter un programme assez modéré, aux tonalités classiquement libérales, Alexei Navalny n'a jamais pu non plus se défaire d'une image de révolutionnaire exalté, plein de rancœur. Il s'est aussi brouillé avec une partie de l'opposition libérale, lors de ces éternelles luttes de chapelles propres au camp démocrate. Beaucoup lui reprochent son style trop personnel, son ambition, sa colère.

Son passé nationaliste lui revient aussi fréquemment au visage, laissant derrière lui une odeur de soufre, jusqu'à le rendre suspect auprès de certains interlocuteurs occidentaux. En 2007, il s'était fait exclure du Parti libéral pour ses sympathies nationalistes, sa dénonciation de la « *criminalité ethnique* » ou une comparaison des rebelles tchétchènes avec des « *cafards* ». Il avait aussi participé aux « *Marches russes* », l'événement des ultranationalistes.

Si ces prises de position appartiennent au passé, son discours reste, sur certains sujets, différent de celui de l'intelligentsia libérale. Il a ainsi mis un certain temps à se prononcer sur la politique agressive menée par le Kremlin en Ukraine et a proposé un nouveau référendum pour déterminer le futur de la Crimée, annexée par Moscou en 2014.

Son empoisonnement et sa possible absence de la scène politique auront des effets encore difficiles à mesurer. Ses partisans et ses alliés se disent déjà prêts à prendre la relève, refusant la peur. Les élections régionales du 13 septembre, pour lesquelles M. Navalny se rendait à Tomsk, constitueront un premier test. Vladimir Poutine, lui, fait tout pour montrer son dédain. Le 27 août, il était interrogé à la télévision sur « *les sujets les plus importants à l'ordre du jour* ». Son interlocuteur a eu le bon goût de ne pas mentionner celui dont on ne prononce pas le nom. ■

BENOÎT VITKINE

PORTRAIT

Peter Turnley a toujours eu un pied aux Etats-Unis et l'autre en France. Son « journal du Covid-19 », qu'il expose début septembre au festival Visa pour l'image à Perpignan, a été commencé à New York, en mars, au pic de l'épidémie, mais prolongé à Paris. Et, en 2019, à 64 ans, Peter Turnley est finalement devenu citoyen de l'Hexagone.

« J'habite en France depuis 1978, j'ai pris mon temps !, s'exclame-t-il en riant, secouant sa crinière blonde. Pour moi, ce n'est pas anodin. Je suis fier de manifester de façon officielle mon attachement à une certaine façon de vivre ainsi qu'à une forme de société. Même si je suis avant tout citoyen du monde... » Intarissable, le photographe, interrogé par visioconférence, ne résiste jamais aux grandes formules, qu'il délivre dans un français quasi parfait.

Né à Fort Wayne dans l'Indiana, au cœur du Midwest, Peter Turnley a été très tôt happé par la France. Au lycée, alors qu'il mise au départ sur le sport et le football américain, il se retrouve à l'hôpital, cloué au lit par une blessure. Ses parents lui offrent un livre qui change sa vie : *Visages d'Asie*, d'Henri Cartier-Bresson (Chêne, 1972). « Je ne sais pas où ils avaient déniché ça, dit-il. Ce livre m'a montré qu'il y avait tant de moments auxquels je ne prêtai pas attention. Du jour au lendemain, j'ai trouvé ma voie. Et aussi le moyen de donner une voix aux gens qui n'en ont pas. »

Changer le monde

Car le jeune homme partage très tôt les idéaux de justice sociale d'une famille modeste, ancrée à gauche, et les envies de changement qui secouent les Etats-Unis à l'époque – guerre du Vietnam, féminisme, campagne pour les droits civiques... Entre 1972 et 1973, avec son frère jumeau, David – qui deviendra lui aussi photographe –, il signe son premier projet photo : tous deux arpentent une année entière la rue McClellan, à Fort Wayne, une artère pauvre du centre-ville où vivent des familles laborieuses, souvent immigrées. Devant ces frères de 17 ans qui ont un appareil pour deux et l'envie de changer le monde, toutes les portes s'ouvrent. Ils offriront les tirages aux gens – des images dures et tendres, plus tard réunies dans un livre, *McClellan Street* (Indiana University Press, 2007).

Mais le fantôme de Paris dérange Peter Turnley. Après un premier voyage, il boucle ses études universitaires et va couler du béton pendant un an sur les chantiers des autoroutes de l'Indiana – « Un boulot dur, mais bien payé. J'ai mis de côté 20 000 dollars, de quoi survivre un certain temps ». Tant pis si le rêve français se résame pour lui, au début, à une chambre de bonne sans eau courante sur l'île de la Cité. Le jeune homme se fonde avec bonheur dans son environnement : il ap-



Peter Turnley à New York, le 18 mai. MICHELLE ZAFFINO

Peter Turnley capte les regards derrière les masques

Le photographe franco-américain, qui a couvert des conflits pendant vingt ans, expose les images de sa plus grande guerre, le Covid-19, au festival Visa pour l'image, à Perpignan

prend la langue à vitesse grand V dans les cafés, trouve un poste de tireur à mi-temps au laboratoire Picto, et intègre même Sciences Po, dont il sort diplômé en 1981 – « dans la promotion de Nicolas Sarkozy ! ». Mais la diplomatie, finalement, ne sera pas pour lui : « J'ai tenté un concours aux Etats-Unis, j'ai foiré l'épreuve de langue anglaise ! J'étais devenu trop français. Il ne me restait plus qu'à devenir photographe... »

Tant qu'à vivre son fantasme jusqu'au bout, il s'adresse au plus mythique de tous les photographes français : Robert Doisneau (1912-1994), qui a immortalisé le Paris populaire de l'après-guerre, avec ses cafés et ses amoureux. « J'ai trouvé son numéro dans l'annuaire ! », souligne Peter Turnley. Entre les deux, le courant passe à merveille. Robert Doisneau le prend comme assistant dans son atelier de Montrouge (Hauts-de-Seine), et l'aide à intégrer son agence, Rapho, qui lui offre ses premiers reportages. Et en particulier une commande pour le magazine Newsweek sur des vété-

rans du Débarquement en Normandie, en 1984 : c'est le début d'une collaboration qui va durer pendant près de vingt ans.

Peter Turnley va faire la couverture du magazine quarante-trois fois, et couvrir à peu près tous les grands conflits et révolutions de la planète – la chute de l'URSS, la guerre de Bosnie, celle du Golfe, les suites du génocide des Tutsi au Rwanda, la place Tiananmen, la Yougoslavie, le conflit israélo-palestinien, la famine en Ethiopie... « Pendant vingt ans, je ne savais jamais où j'allais dormir le soir. Et j'ai adoré ça. J'avais un bon pif pour renifler l'actualité et aller au bon endroit. »

« Coïncé dans une petite boîte »

Vétéran de la photo de guerre, il ne semble pourtant ni usé, ni traumatisé, ni démoralisé par ce qu'il a vu. Pour se ressourcer, entre deux reportages de guerre à l'autre bout du monde, il revenait toujours photographier la capitale française : pas ses mouvements sociaux ou ses bouchons, mais plutôt le charme éternel de ses cafés.

Il n'y voit aucune contradiction. « Je ne me considère pas comme un photographe des conflits, assure-t-il, mais plutôt de la condition humaine. Je vois la vie comme une ligne avec, à un bout, la guerre et la violence et, à un autre, l'amour et la poésie. Je ne veux rien négliger. Et il y a tant de leçons à tirer de la vie quotidienne... » S'il se défend d'être un optimiste forcené, parmi tous ses reportages, il retient avant tout le jour où il a photographié la libération de Nelson Mandela. « Quand il a levé le poing, je savais que je vivais un moment d'histoire. »

Mais la plus grande histoire de sa vie, pour lui, reste l'épidémie

« C'est la seule fois de ma vie où j'assiste à un événement avec un ennemi invisible et sans ligne de front »

PETER TURNLEY

de Covid-19. Le confinement le cueille dans son pied-à-terre new-yorkais, le 20 mars, alors qu'il revient de Cuba. Un choc. « Moi qui suis nomade, qui n'ai jamais vécu plus de deux semaines au même endroit et qui ne sais pas cuisiner, me voilà coïncé dans une petite boîte, tout seul, sans pouvoir sortir. J'étais complètement perdu. »

Le soir même, il rejoint Times Square déserté, photographie les passants et les interroge sur ce qu'ils font là. « Il n'y avait, dans la rue, que ceux qui n'avaient pas le choix. Entrer dans le métro de New York, c'était entrer dans une tombe. Je n'ai jamais vu autant de regards terrifiés de toute ma vie. »

Le photographe, qui en a pourtant vu d'autres, n'hésite pas à comparer l'épidémie de Covid-19 à une « guerre mondiale » : « C'est la seule fois de ma vie où j'assiste à un événement qui touche l'ensemble de la planète. Avec un ennemi invisible, et sans savoir où est la ligne de front. » Chaque jour, pendant trois mois, sans commande de la presse et malgré les risques, il sort photographier la ville frappée par l'épidémie et poste ses images en noir et blanc, le soir, accompagnées de textes personnels, sur Facebook et Instagram.

Le ballet des ambulances à Elmhurst, l'hôpital au cœur de l'épidémie à New York, les sansabri qui tentent de survivre, les livreurs et les caissiers qui vont travailler la peur au ventre, les enterrements où personne ne se touche, mais aussi les applaudissements à la fenêtre et les sourires des soignants... Ce journal visuel – bientôt publié sous forme de livre disponible sur son site – a reçu un accueil inédit : « J'ai été contacté par des gens de tous les pays du monde, qui vivaient la même chose. On critique beaucoup les réseaux sociaux, mais ils m'ont permis de faire ce que j'ai toujours cherché avec la photographie : partager. »

Malgré les tragédies et les morts, l'expérience lui a laissé plutôt des raisons d'espérer : « Quand on voit sur les images le dévouement des soignants, pour qui c'était la chose la plus naturelle du monde, on comprend plus clairement l'injustice d'un système de société où un PDG est payé 35 millions de dollars quand ces gens risquent leur vie pour 15 dollars de l'heure. Ça donne envie de le changer. » Toujours bercé par l'esprit de contestation des années 1960, Peter Turnley reconnaît « vivre pour le changement au 3 novembre » – date de l'élection présidentielle américaine. Et quand on évoque la récente conquête de la mairie de Perpignan par l'extrême droite, il répond par un grand sourire et un bras d'honneur, à la française. ■

CLAIRE GUILLOT

Le Visage humain du Covid-19 à New York, couvent des Minimes, à Perpignan, du 29 août au 27 septembre, de 10 heures à 20 heures, gratuit. Peterturnley.com

VISA POUR L'IMAGE

Vingt expositions gratuites

présentées au couvent des Minimes et à l'église des Dominicains, à Perpignan, jusqu'au 13 septembre, tous les jours de 10 heures à 20 heures, ainsi que les week-ends des 19 et 20 septembre, et des 26 et 27 septembre.

Projections du soir diffusées sur le site Internet du festival (Visapourlimage.com), du lundi 31 août au samedi 5 septembre, et à la chapelle La Funeraria de Perpignan, toute la journée, jusqu'au 13 septembre, pour un public de 100 personnes.

Rencontres avec les photographes, visites commentées d'expositions et lectures de portfolios tout en virtuel sur le site Internet du festival.

A Paris, projection d'une sélection de reportages du festival à la Grande Halle de La Villette, le samedi 19 septembre, à 20 heures, et le dimanche 20 septembre, à 16 heures (entrée gratuite).

David Alan Harvey suspendu

Le photographe américain David Alan Harvey, 76 ans, a été suspendu de l'agence Magnum le 20 août après avoir été accusé de harcèlement par une collègue. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, qui a révélé l'information, le conseil d'administration de l'agence photo a pris cette décision le temps de mener une enquête approfondie sur les allégations qui, si elles sont avérées, constitueraient « une violation du code de conduite » de Magnum. Cette suspension intervient à la suite d'une autre polémique, portant cette fois sur des photographies produites en Thaïlande en 1989, et leurs légendes. Les images, qui montrent de jeunes prostituées à Bangkok, sont référencées avec des mots-clés tels que « adolescente », « prostituée », « 13-18 », termes mis en cause par certains critiques, pour lesquels les personnes photographiées sont des mineures. A la suite de ces débats, l'agence a supprimé de ses archives les photographies de David Alan Harvey.

L'acteur charismatique avait incarné quelques-unes des figures majeures du panthéon afro-américain

Il avait incarné, au cours de sa brève carrière, quelques-unes des figures majeures du panthéon afro-américain – le joueur de base-ball Jackie Robinson, le musicien James Brown, le juriste Thurgood Marshall –, mais c'est en tant que roi d'un pays imaginaire que Chadwick Boseman a bouleversé la hiérarchie des représentations à Hollywood. Le personnage de T'Challa, souverain du royaume africain du Wakanda, était devenu, grâce au succès planétaire de *Black Panther*, de Ryan Coogler, en 2018, une icône dans toutes les communautés de la diaspora africaine et bien au-delà.

Les dernières années de ce parcours fulgurant ont été assombries par la maladie. Chadwick Boseman est mort le 28 août, à Los Angeles, d'un cancer du côlon qui, selon les termes du communiqué publié par sa famille, s'était déclaré quatre ans plus tôt. Il avait 43 ans.

Hommage unanime

Tout comme son colistier Joe Biden, la candidate démocrate à la vice-présidence, Kamala Harris, a salué sa mémoire sur Twitter. Des hiérarques de Disney-Marvel, Bob Iger et Kevin Feige, à la jeune génération afro-américaine d'Hollywood, dont Lena Waithe ou Jordan Peele, les hommages sont unanimes. La figure de proue de la génération qui a précédé celle de Chadwick Boseman, Denzel Washington, également producteur de l'ultime film dans lequel a joué son cadet, *Ma Rainey's Black Bottom*, a évoqué sa carrière « brève mais illustre ».

Chadwick Boseman est né le 29 novembre 1976 à Anderson, en Caroline du Sud, benjamin d'une fratrie de trois garçons. L'un de ses frères a été danseur dans la compagnie d'Alvin Ailey (1931-1989). Au lycée, où il est assez doué au basket-ball pour espérer obtenir une bourse universitaire, le jeune homme s'éloigne pourtant du sport après la mort par balle de l'un de ses camarades.

Ce deuil lui inspire une pièce de théâtre – « *J'ai eu le sentiment que quelque chose m'appelait*, racontait-il au magazine *Rolling Stone* en 2018, *d'un seul coup, le basket ne me semblait plus si important.* »

**Le 14 février
2018,
à New York.**
VICTORIA WILL/
INVISION/AP



Il choisit donc d'étudier la direction théâtrale à Howard, à Washington, l'une des principales universités afro-américaines. Il a pour professeur l'actrice Phylicia Rashad qui lui permet d'obtenir une bourse pour étudier en Grande-Bretagne.

Au début des années 2000, Chadwick Boseman s'installe à New York, où il travaille aux marges de la scène théâtrale, écrivant et dirigeant plusieurs pièces. Il enseigne aussi au Arthur Schomburg Center for Research in Black Culture, à Harlem, une institution culturelle, spécialisée dans la recherche sur la culture afro-américaine. En 2008, il part pour Los Angeles où il travaille dans plusieurs séries (*Urquency*, *Castle*...).

Après avoir tourné un film policier indépendant, *The Kill Hole* (2012), de Mischa Webley, il décroche l'année suivante le rôle de Jackie Robinson dans *42*, de Brian

Helgeland. Premier Afro-Américain à avoir joué, en 1947, dans une équipe de base-ball de Major League, les Brooklyn Dodgers, Robinson restait, quarante ans après sa mort, une figure intouchable. Dans un entretien accordé en 2013 à *Vanity Fair*, Boseman a raconté que Rachel Robinson, la veuve de Jackie, lui avait dit, lors de leur première rencontre : « *Si on avait fait ce film au moment où je voulais le faire, Sidney Poitier aurait eu le rôle. Ensuite Denzel était censé le jouer. Et maintenant, c'est toi qu'on a. Qui es-tu ?* » Une manière aussi d'adoubler le jeune homme comme héritier d'une illustre dynastie.

A la sortie de 42 (qui tire son titre du numéro de joueur de Jackie Robinson), le public américain découvre un acteur plutôt introverti, au charisme discret mais irrésistible. Il lui faut en faire un peu plus pour *Get On up*,

James Brown, une épopée américaine (2014), puis que Chadwick Boseman y incarne « Mr. Dynamite », l'un des artistes les plus spectaculaires de l'histoire de la musique afro-américaine.

Si le film de Tate Taylor, produit par l'un des meilleurs élèves de James Brown, Mick Jagger, s'en tient à la formule de la biographie classique, Boseman y démontre toute l'étendue de sa palette, n'hésitant pas à plonger dans les zones d'ombre de son personnage.

Une élégance saluée

En 2016, Chadwick Boseman endosse pour la première fois le costume de Black Panther, le seul super-héros noir de l'univers des comics Marvel. Le personnage apparaît dans *Captain America : Civil War*, et son élégance est unanimement saluée. L'étape suivante est bien sûr de consacrer un long-métrage tout entier à T'Challa, le

roi d'un royaume africain caché et prospère, le Wakanda.

Dès 2014, Marvel annonce que le rôle sera confié à Boseman. En attendant, l'acteur tourne *Message from the King* (2016), sous la direction du cinéaste belge Fabrice Du Welz, et complète sa galerie de personnages historiques avec *Marshall*, de Reginald Hudlin, qui raconte un épisode de la jeunesse de Thurgood Marshall, premier Afro-Américain à siéger à la Cour suprême des Etats-Unis.

La préparation, le tournage et la postproduction de *Black Panther* constituent une entreprise gigantesque qui s'étend sur plusieurs années sous la direction, à partir de 2016, du jeune cinéaste Ryan Coogler. Autour de lui, Coogler réunit une équipe technique et une distribution dont l'immense majorité est issue de la diaspora africaine, la décoratrice Hannah Beachler, la costumière Ruth

29 novembre 1976 Naissance à Anderson (Caroline du Sud)
2013 Incarne Jackie Robinson dans « 42 », de Brian Helgeland
2014 Incarne James Brown dans « Get on Up », de Tate Taylor
2018 « Black Panther », de Ryan Coogler
2020 « Da 5 Bloods », de Spike Lee
28 août Mort à Los Angeles

E. Carter, les acteurs Lupita Nyong'o, Angela Bassett, Daniel Kaluuya ou Isaac de Bankolé et Michael B. Jordan. Chadwick Boseman lui oppose l'intégrité et la résilience du personnage de T'Challa, tout en sacrifiant aux rituels du film de super-héros, combats spectaculaires et dilemmes moraux nettement dessinés.

Sorti en février 2018, *Black Panther* obtient un succès qui va bien au-delà des espoirs de Marvel. Le film rapporte 1,3 milliard de dollars dans le monde entier. Aux États-Unis, il amène dans les salles un public – enfants et adolescents afro-américains – qui ne les fréquente que rarement, démontrant qu’une majorité de noms d’acteurs noirs sur une affiche peut aussi déplacer les foules, entraînant un profond changement d’attitude aussi bien chez les financiers que dans les médias.

Chadwick Boseman reprend le rôle par deux fois, dans les derniers épisodes du cycle *Avengers*, *Infinity War* (2018) et *Endgame* (2019), et préparait une suite à *Black Panther*, prévue pour 2022. Il a encore eu le temps de produire et d'interpréter un film d'action, *Manhattan Lockdown* (2019), de Brian Kirk, et de tenir le rôle d'un sous-officier tué au Vietnam dans *Da Five Bloods*, de Spike Lee.

Le dernier film de Chadwick Boseman sera donc l'adaptation de *Ma Rainey's Black Bottom*, du dramaturge August Wilson (également auteur de *Fences*, récemment porté à l'écran par Denzel Washington). Face à Viola Davis, qui joue la chanteuse Ma Rainey, il sera Levee, l'un des musiciens de la mère fondatrice du blues. ■

THOMAS SOTINEL

« The Eight Hundred », de Guan Hu, revient sur un épisode de la guerre sino-japonaise, en 1937

PÉKIN - *correspondant*

Pour inciter les Chinois à retourner au cinéma après six mois d'abstinence, les distributeurs ont misé sur une superproduction : *The Eight Hundred* (« les huit cents »). Un film patriotique dont le coût – 80 millions de dollars (67 millions d'euros) – a d'ores et déjà été plus qu'amorti. Sorti vendredi 21 août, ce film réalisé par Guan Hu a, en moins d'une semaine, déjà engrangé plus de 188 millions de dollars de recettes. Un succès d'autant plus remarquable qu'actuellement, seul un fauteuil sur deux peut être occupé dans les salles obscures du pays. Pour les professionnels du cinéma, ce film restera dans les annales pour être le premier film asiatique entièrement tourné avec des caméras IMAX.

Mais c'est surtout son scénario, a priori politiquement incorrect, qui le rend intéressant. Ce film de

zh27 revient sur un épisode réel de la guerre sino-japonaise. En octobre 1937, alors que les Japonais ont bombardé Shanghai à l'exception du quartier des concessions occidentales, quelques centaines de soldats chinois défendent coûte que coûte une vaste entrepôt. Ils savent qu'ils n'ont aucune chance. L'armée impériale japonaise est convaincue qu'elle en viendra à bout en trois heures. Pourtant, quatre jours seront nécessaires pour qu'elle puisse prendre possession de ce bâtiment de plusieurs étages, propriété d'un consortium bancaire, qui n'est plus qu'une ruine. L'entrepôt n'étant séparé des concessions que par une petite rivière, la Suzhou, cette résistance acharnée est menée sous les yeux des civils chinois réfugiés au sein de celles-ci, tout comme les journalistes occidentaux qui couvrent la guerre.

Au troisième jour, pour sensibiliser l'opinion publique à la veille

d'une conférence internationale qui doit se tenir à Bruxelles, les Chinois vont même provoquer les Japonais en hissant, au péril de leur vie, le drapeau national : celui de la République de Chine, rouge à l'exception du coin supérieur gauche orné d'un soleil blanc sur fond bleu. Car ces soldats ne sont pas communistes. Ces héros sont des soldats de l'armée du Kuomintang, les nationalistes qui, en 1949, se réfugièrent à Taïwan. Cet épisode du drapeau apporté du quartier des concessions par une jeune Chinoise qui a traversé la rivière à la nage, au péril de sa vie, est d'ailleurs au cœur d'un film, *Eight Hundred Heroes* (« huit cents héros »), réalisé, à Taïwan, par les nationalistes en 1976.

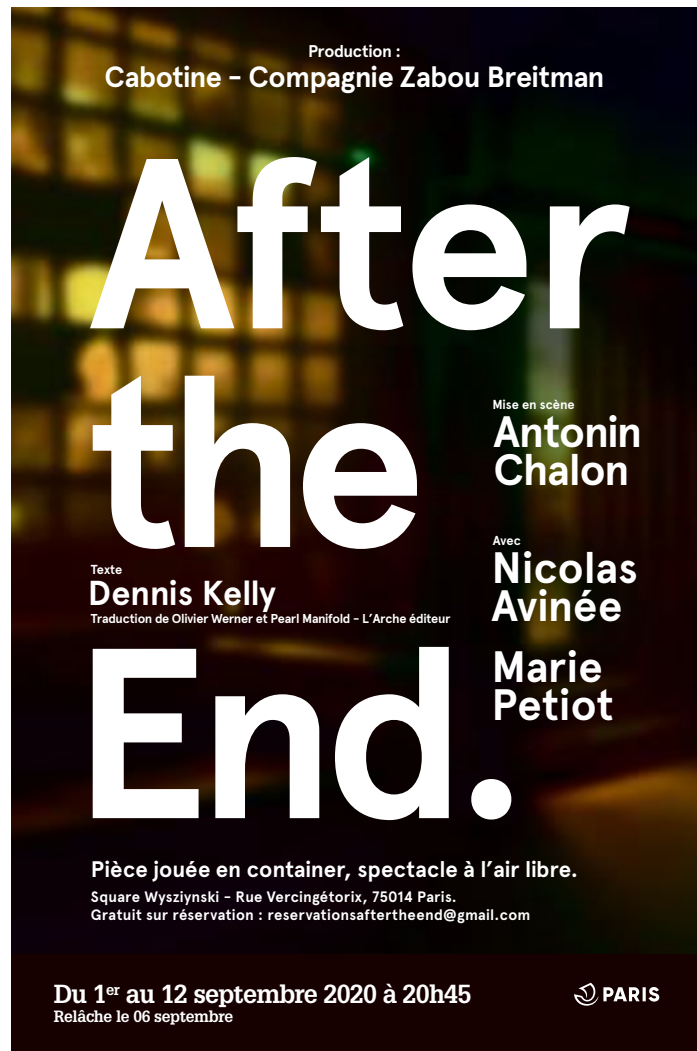
Faux départ

Depuis l'arrivée de Mao au pouvoir à Pékin en 1949, les écoliers chinois apprennent que ce sont les communistes qui se

sont opposés aux Japonais et non les nationalistes, souvent présentés comme des collaborateurs. Le film réhabilite donc ces derniers. L'audace de Guan Hu n'a pas plu à tout le monde. Son film est en fait achevé depuis plus d'un an. Il aurait même dû être présenté en ouverture du Festival de Shanghai en juin 2019. Mais au dernier moment, il a été déprogrammé « pour des raisons techniques ».

Un faux départ qui n'a pu que ravir les membres de l'association de recherche China Red Culture. Créée par des universitaires et des experts communistes, cette association, qui avait vu le film en avant-première, jugeait qu'il faisait la part trop belle au Kuomintang et qu'il était malvenu de diffuser le film l'année même où l'on célébrait les 70 ans de la République populaire. Manifestement, ces communistes ont gagné une bataille en 2019, mais perdu la guerre en 2020. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE



Production :
Cabotine – Compagnie Zabou Breitman

After the End.

Mise en scène
**Antonin
Chalon**


Avec
**Nicolas
Avinée**

Texte
Dennis Kelly
Traduction de Olivier Werner et Pearl Manifold – L'Arche éditeur

**Marie
Petiot**

Pièce jouée en container, spectacle à l'air libre.
Square Wyszynski – Rue Vercingétorix, 75014 Paris.
Gratuit sur réservation : reservationsaftertheend@gmail.com

Du 1^{er} au 12 septembre 2020 à 20h45
Relâche le 06 septembre

 **PARIS**

A Bussang, un théâtre de la consolation

Après avoir dû annuler sa saison estivale, le Théâtre du peuple propose un texte de Stig Dagerman

REPORTAGE

BUSSANG (VOSGES) - envoyée spéciale

Théâtre du peuple » : l'inscription en lettres capitales se dresse, majestueuse, au fronton du vaste chalet de bois, et se découpe sur le ciel gris et la montagne vosgienne. Plus d'un siècle après sa fondation, en 1895, par Maurice Pottecher, le théâtre est toujours là et bien là. Niché au cœur d'une vallée des Vosges, dans le village de Bussang, avec sa superbe salle de huit cents places, dont le fond de scène, magie toujours renouvelée, s'ouvre sur les arbres de la forêt.

Le théâtre est toujours là, il a résisté à tout, pionnier et fleuron de la décentralisation à la française, fort de sa devise, gravée de part et d'autre du cadre de scène : « *Par l'art, pour l'humanité* ». Il a résisté à tout, sauf au coronavirus, qui a entraîné la fermeture des salles de spectacle et l'annulation des festivals pour tout l'été 2020.

Le Théâtre du peuple a dû annuler sa saison estivale, qui voit chaque année se mêler les fidèles venus des vallées environnantes et des spectateurs qui se déplacent de toute la France, comme de Suisse ou du Luxembourg. Simon Delétang, qui dirige le Théâtre du peuple depuis 2017, avait prévu de mettre en scène *Hamlet*, de Shakespeare, et *Hamlet-Machine*, de Heiner Müller, avec Loïc Corbery et Georgia Scalliet, de la Comédie-Française.

Décentralisation inédite

Metteur en scène et comédien de 37 ans, Simon Delétang, dont les derniers spectacles ont été programmés au Théâtre national de Strasbourg (TNS) ou au Théâtre national de la Colline, à Paris, est arrivé à Bussang avec un projet exigeant et plein de panache. L'amour des grands textes littéraires et dramatiques se mêle chez lui avec la conviction, chevillée au corps, qu'il est toujours possible

de transmettre ceux-ci à un public qui n'est pas plongé en permanence dans un bain de culture.

Il est ainsi l'inventeur d'une forme de décentralisation théâtrale inédite, partant pour plusieurs jours, seul à pied dans la montagne, pour jouer le soir, là où on l'accueille, *Lenz*, ce si beau texte de Georg Büchner qui commence ainsi : « *Le 20, Lenz traversa la montagne.* » Pour cet été, il voulait qu'*Hamlet* soit joué à Bussang pour la première fois, dans la version canonique de Shakespeare et dans celle, déconstruite, de l'auteur allemand Heiner Müller.

Avec l'épidémie, des mois de travail se sont envolés, ici comme ailleurs. Au fil de cet été étrange, Simon Delétang a trouvé impensable de laisser complètement closes les portes du grand chalet de bois. « *Pendant le confinement, je me suis rendu compte que j'avais souvent en tête la notion de consolation*, raconte-t-il. *Consolation de toute cette activité artistique empê-*

Les spectateurs sont installés sous le grand hêtre, qui marque l'entrée de la forêt

chée, de la perte d'êtres chers, de cette attente interminable d'un retour à la vraie vie. J'ai relu le bref texte de Stig Dagerman, Notre besoin de consolation est impossible à rassasier, et j'ai été sidéré par cet hymne à la vie et à la liberté qui part pourtant du constat le plus noir. »

Simon Delétang s'est dit qu'il allait faire l'inverse de ce qui aurait dû être, dans l'été de Bussang. Une petite forme, une petite jauge, et des spectateurs installés sous le grand hêtre classé au patrimoine des arbres remarquables, qui

marque l'entrée de la forêt. Et il a décidé d'endosser lui-même le texte de Stig Dagerman, accompagné des musiciens du groupe électro-rock Fergessen, Michaëla Chariou et David Mignonneau.

Et le voilà, un homme mince et droit, vêtu de noir, capable de concentrer la parole dans tout son corps tendu comme un arc, pour mieux la projeter, l'incarner et la rendre vivante, comme sait si bien le faire Stanislas Nordey, dont Simon Delétang est indubitablement un héritier. Alors on l'entend avec une force nouvelle, ce texte-culte, dans l'harmonie avec la musique à la profondeur mélancolique de Fergessen, dans ce qu'il a à nous dire pour notre aujourd'hui.

Ceci, entre autres passages : « *Selon moi, une sorte de liberté est perdue pour toujours ou pour longtemps. C'est la liberté qui vient de la capacité de posséder son propre élément. Le poisson possède le sien, de même que l'oiseau et que l'animal terrestre. Thoreau*

[le philosophe américain Henry David Thoreau, auteur de *Walden ou la vie dans les bois*] *avait encore la forêt de Walden – mais où est maintenant la forêt où l'être humain puisse prouver qu'il est possible de vivre en liberté en dehors des formes figées de la société ?* » Stig Dagerman a signé ce texte fulgurant en 1952. Et concluait : « *Mon pouvoir est redoutable tant que je puis opposer la force de mes mots à celle du monde, car celui qui construit des prisons s'exprime moins bien que celui qui bâtit la liberté.* » ■

FABIENNE DARGE

Notre besoin de consolation est impossible à rassasier, de Stig Dagerman. Par et avec Simon Delétang. Musique : Fergessen. Théâtre du peuple, 40, rue du Théâtre, Bussang (Vosges). Du jeudi 3 au dimanche 6 septembre, à 17 heures et à 19 heures. Entrée : participation libre, sur réservation.

Quand Man Ray exposa ses négatifs à la lumière

ACCIDENTS CRÉATIFS 4|6 Dès 1929, le photographe pousse la solarisation à son paroxysme

On ne peut être surréaliste et mépriser le hasard : il est forcément heureux. A peine débarqué à Paris depuis son Amérique natale, le 14 juillet 1921, à peine adopté par la bande d'André Breton, Man Ray (1890-1976) retient leur leçon. Il fait de l'accident une méthode, de l'erreur un processus fructueux. Sinon, comment aurait-il pu, en quelques années, inventer ou réinventer autant de techniques photographiques ? La solarisation, les surimpressions, les rayogrammes (obtenus par l'application d'un objet à même le papier), tout cela n'aurait jamais dû voir le jour dans un studio photo qui se respecte. Mais des règles mécaniques et académiques, Man Ray n'avait cure.

Le récit de l'invention accidentelle de la solarisation, en 1929, est entré dans l'histoire de la photographie. Elle aussi arrivée des Etats-Unis, Lee Miller (1907-1977), amante et assistante pas encore aguerrie de Man Ray, raconte avoir éclairé par erreur la chambre noire, alors que les négatifs de la chanteuse Suzy Solidor baignaient encore dans la cuve de développement, non stabilisés. La maladroite éteint aussitôt, mais le mal est fait : une aura métallique apparaît sur l'image quand Man Ray, furieux, rince les négatifs.

Certes, Lee Miller n'était pas la première à commettre la bourde. Tous les amateurs d'argentique connaissent le danger de ce qui s'appelait alors « l'effet Sabatier ». Les pionniers de la photo l'utilisaient même pour moduler les effets de surexposition de leurs daguerréotypes.

Des années plus tard, Man Ray revient sur la fable dans une lettre : « *Je ne revendique pas cette découverte, faussement appelée "solarisation", qui consiste en l'étude appliquée de l'action de la lumière sur le bromure d'argent : elle est connue par les scientifiques depuis trente ans... Mais à ma connaissance, Alfred Stieglitz [1864-1946] était le seul à avoir exposé un tirage photo utilisant cette violation du processus photographique.* »

Seul Man Ray eut l'idée de pousser le système à son paroxysme, et d'en faire œuvre. Ce processus d'inversion de la densité des noirs et blancs est lui-même des plus aléatoires. Mais il parviendra à

maîtriser cet imprévu. D'autant qu'il s'amuse à solariser ses négatifs mêmes, et non seulement ses tirages. Au risque de les endommager irrémédiablement (les collections du Musée national d'art moderne en attestent, qui recèlent nombre de négatifs solarisés).

« Matérialisation de l'aura »

Pas question pour autant de se glorifier de ces prouesses solaro-chimiques : Man Ray ne s'est pas appesanti sur ses petits secrets de laboratoire, et il n'a guère apprécié que son confrère Maurice Tabard (1897-1984) les dévoile dans un article. « *En ce qui concerne les désirs, confie le photographe américain, il n'y a pas vraiment d'abîme entre celui qui crée et celui qui regarde. Excepté que, pour le premier, son effort peut le mener trop loin dans des aventures techniques, et ainsi créer momentanément une rupture entre lui et le spectateur qui, trop impressionné par ces tours de force, peut perdre de vue le sujet original. Et pourtant, de tels tours de force, quand ils sont réalisés sans effort particulier de la part de l'artiste, sont simplement destinés à rendre son sujet plus parlant.* »

Dès 1929, Man Ray applique la solarisation aux portraits de Dali, Breton, Picasso, Braque, Duchamp, Max Ernst... Elle rend visible une certaine idée du génie.

Ainsi le photographe de toutes les expériences impose-t-il le genre du portrait « *comme art créatif* », résume Emmanuelle de l'Ecotais dans le catalogue de l'exposition que lui consacre le Grand Palais en 1998 (*Man Ray, la photographie à l'envers*, éd. Centre Pompidou), qui dévoilait le fonds d'atelier que Man Ray avait légué à l'Etat. « *Cette technique lui permettait d'obtenir un effet saisissant et très étonnant pour l'époque, sorte de matérialisation de l'aura d'une personne*, poursuit la commissaire de l'exposition. *La photographie n'était plus simplement documentaire, (...) elle allait plus loin, puisqu'elle rendait visible, matérialisait le charisme d'une personne (...). Man Ray, avec la solarisation, fait du portrait photographique un art presque magique.* » ■

EMMANUELLE LEQUEUX

Prochain article La chute de l'amplificateur de Willie Kizart

ŒUVRER TOUJOURS AVEC LE MÊME ÉCLAT

Terre de métiers d'art, le Grand Est compte 2 500 ateliers universellement reconnus dans les secteurs du bois, de la lutherie, de la cristallerie et du textile.

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

grandest.fr

Le soleil se lève à l'Est

© Pierre Rollin - Getty Images

L'édile sans désir et la jeune universitaire qui doute

Précision des dialogues et grâce des interprètes rendent agréable la comédie de l’impuissance d’« Alice et le maire »

CANAL+
MARDI 1^{ER} - 21 H 00
FILM

À l'ONU ou au conseil général de la Creuse, c'est le même regard vide. Celui du dirigeant assis, vers l'oreille de qui l'on se penche pour lui apporter une information. Le plus souvent, cette vacuité sert à dissimuler l'importance des nouvelles ainsi recueillies (empêchant adversaires et alliés de les situer sur une échelle qui va de «votre voiture est mal garée» à «les missiles nucléaires ont été mis à feu»). Mais il manque autre chose dans les yeux de Paul Théraneau (Fabrice Luchini), la première fois qu'on le découvre à la tribune du conseil municipal de Lyon.

Le maire socialiste de la capitale des Gaules d'Alice et le maire est atteint d'un mal mystérieux : il n'a plus envie, ni du pouvoir ni des jeux que nécessitent sa conquête et sa conservation. De cette évaporation du désir, Nicolas Pariser a extrait l'essence de son second long-métrage, comédie dont la douceur égale l'amer-tume, élégante élégie pour la démocratie représentative.

Conscient de son état, Paul Théraneau a fait appel à Alice Heimann (Anaïs Demoustier), universitaire de formation littéraire qu'il prend pour une philosophe.



Le maire (Fabrice Luchini) et sa conseillère atypique (Anaïs Demoustier). BIZIBI

Il voudrait qu'elle l'aide à réamorcer le flux d'idées qui a fait de lui le premier magistrat de Lyon, un innovateur politique.

A rebours de la norme

Entre la jeune femme, issue d'une génération qui retarde sans cesse son entrée officielle dans la société des adultes, et le sexagénaire, empêché par un trop-plein d'expé-

riences, se noue une relation délicate qui va à rebours de la norme patriarcale faite de contraintes imposées par le mâle plus âgé. D'ordinaire, Fabrice Luchini ne s'économise qu'avec parcimonie. Ici, il se laisse couler dans la mélancolie de son personnage. Quand il parle en public, Paul Théraneau le fait avec la lassitude d'un prélat qui a trop dit la messe. En privé, il dévoile ses

blessures avec l'indifférence de celui qui les sait incurables.

A ce qui devrait être la fougue de la jeunesse, Anaïs Demoustier substitue le scepticisme d'une génération travaillée par l'inquiétude. Il y a un peu d'ironie et énormément de méfiance dans le regard d'Alice, qui oppose un non franc et massif à la question du maire « Vous avez bien une idée,

quelque chose qui vous intéresse? ». De la rencontre entre ces deux désillusions naît une liaison tout à fait platonique, charmante, qui met un temps les deux personnages à l'abri de la réalité.

Celle-ci ne perd pas ses droits et nourrit le mouvement du film. Un peu requinqué par le commerce d'Alice, Théraneau se lance à la conquête du Parti socialiste afin d'en être le candidat à l'élection présidentielle. Autour du couple central, cette perspective met en branle une galerie de silhouettes que Nicolas Pariser a su confier à des comédiens capables de leur donner de l'épaisseur : Léonie Simaga en chef de cabinet inflexible, Thomas Chabrol en consultant politique haut de gamme (c'est à lui qu'incombe d'incarner cette génération d'hommes de pouvoir rattrapés par #metoo), Alexandre Steiger en intellectuel de gauche paralysé par la montée en puissance de l'adversaire.

La légèreté et la précision des dialogues, la fluidité du récit, la grâce des interprètes rendent supportable – agréable même – le spectacle de cette impuissance. Ils ne l'empêchent pas d'être profondément troublante. ■

THOMAS SOTINEL

Alice et le maire, de Nicolas Pariser. Avec Anaïs Demoustier, Fabrice Luchini (Fr., 2019, 1 h 40).

Carlos Ghosn, derrière les apparences

Du polytechnicien brillant au « cost killer » redoutable, un portrait détaillé de l'ancien patron de Renault-Nissan

FRANCE 5
MARDI 1^{ER} - 20 H 50
DOCUMENTAIRE

C'est d'abord un étrange sentiment qui se dégage : celui d'un plan de communication, bien orchestré, permettant à l'ancien patron tout-puissant de l'alliance Renault-Nissan de raconter sa vérité. Quelques souvenirs d'enfance au Liban pour attendrir, un zeste d'arrogance, un soupçon d'humour et voilà Carlos Ghosn, interrogé à Beyrouth, qui déroule sa vérité et sa vie.

Au fil de ce documentaire, la parole de Ghosn n'occupe heureusement pas tout l'espace et laisse place à d'autres témoignages : anciens camarades de Polytechnique, ex-collaborateurs l'ayant côtoyé chez Michelin, Renault ou Nissan, quelques proches...

Le personnage devient soudain plus complexe. On apprend par exemple comment le jeune et ambitieux Ghosn a séduit le grand patron qu'était alors François Michelin avant d'impres-sionner, quelques années plus tard, un autre grand patron en la

personne de Louis Schweitzer, alors à la tête de Renault.

Si l'on ajoute à cela des images d'archives soigneusement sélectionnées en provenance du Brésil, des Etats-Unis ou du Japon, lorsque Ghosn y fermait des usines, changeait les habitudes et développait à grande vitesse les marques dont il avait la responsabilité, on obtient un documentaire bien ficelé qui a l'avantage de retracer une partie de l'histoire industrielle de ces vingt dernières années.

Du jeune polytechnicien brillant et ambitieux au patron tout-puis-

sant, révéé au Japon, du redoutable *cost killer* au pestiféré emprisonné à Tokyo, le documentaire revient en détail sur la trajectoire d'un homme à la carrière hors normes. Directeur d'usine à seulement 27 ans chez Michelin, patron à 31 ans de Michelin au Brésil puis aux Etats-Unis, sauveur de Nissan, numéro deux de Renault avant de devenir le redouté *big boss* d'un gigantesque ensemble composé de Renault, Nissan et Mitsubishi.

Reste une question que l'on aurait aimé voir plus longuement développée, celle du rapport

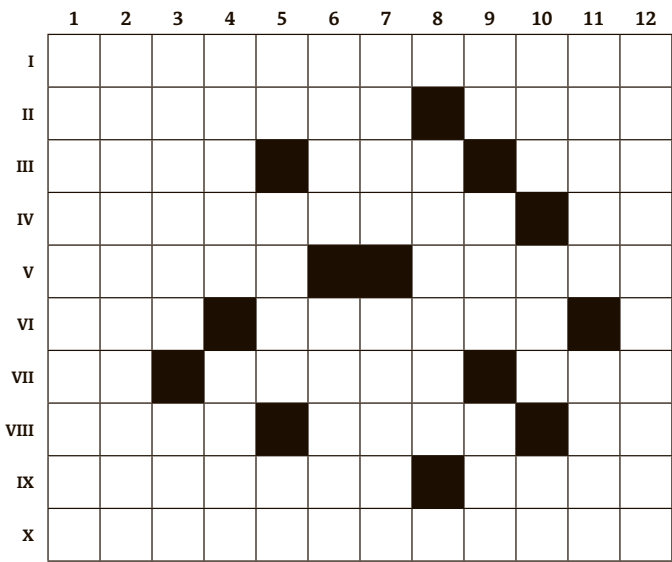
de Carlos Ghosn à l'argent. Cet appât du gain qui, ajouté à la certitude d'être irremplaçable, lui aurait été fatal. En 2009, il gagnait déjà sept fois plus que le PDG de Toyota. Et cela ne semblait pas assez. « Il y a une bataille mondiale pour attirer les meilleurs. Et pour les attirer, l'argent ne doit pas être un handicap mais un atout », estimait-il. ■

ALAIN CONSTANT

L'Ascension et la chute de Carlos Ghosn, de Gilles Cayatte (Fr., 2020, 70 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 20 - 203
PAR PHILIPPE DUPUIS



SOLUTION DE LA GRILLE N° 20 - 202

HORIZONTALEMENT I. Enguirlander. II. Fous. Obviera. III. Fraies. An. En. IV. Immolation. V. CA. Noces. Api. VI. Alisier. Ases. VII. CIA. Revers. VIII. Islande. Ré. IX. Têt. Amidon. X. Eradiquèrent.

VERTICALEMENT 1. Efficacité. 2. Normaliser. 3. Guam. Ialta. 4. Usions. 5. Eloignai. 6. Rosace. 7. Lb. Terreau. 8. Avais. Me. 9. Niño. Avoir. 10. Dé. Nase. Dé. 11. Ere. Perron. 12. Rancissent.

HORIZONTALEMENT

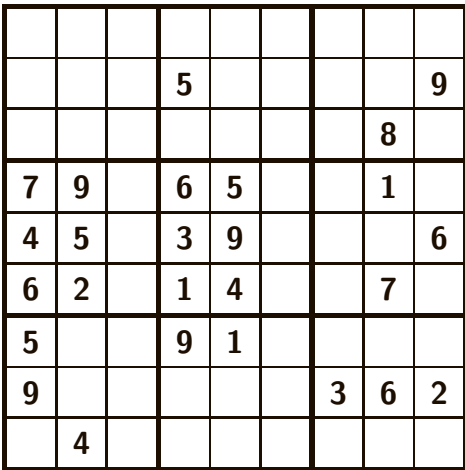
I. Même s'il existe, il n'est pas facile à définir. II. Toujours derrière, à l'autel et ailleurs. Attachée au service d'Héra. III. Vous y arriverez de toute façon. Fin hollywoodienne. Fouille les pavillons. IV. Conduirais un sulky. Cours du Nord. V. Naturels. Lève en force. VI. Fait l'innocent. A lire avant le tournage. VII. Droit et vert. Prêt à toutes les trahisres. Alimente les caisses de Bercy. VIII. Ses yeux ont séduit le beau Louis. Le premier à prendre l'avion. Paresseux. IX. Fais revivre. Vieux bison. X. Poussée pour s'envoyer en l'air.

VERTICALEMENT

1. Carottes, petits pois et autres primeurs au menu. 2. Grappilles chez nous, épies au Québec. 3. Espère bien avoir un prix. Pour ranger nœuds et embrouilles. 4. A encore beaucoup à apprendre. Retourna les foins. 5. Tête de sycomore. Ouverture sur le violon. Partir à la fin. 6. Raté complètement raté. Pince au bloc. 7. Sur la Saale en Thuringe. Fête chez les cow-boys. 8. Sublime et très agréable. 9. Discutable mesure de développement. Glisse au fond du sillon. Partagée pour circuler. 10. Montre le bout de la queue. Négociées au moment des 35 heures. Sur le retour. 11. Entendrai comme hier. Coûte. 12. Venue du pays de glace.

SUDOKU

N°20-203



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

9	7	1	3	5	6	2	4	8
2	3	6	8	1	4	9	5	7
8	5	4	7	9	2	3	1	6
3	1	5	6	8	7	4	2	9
6	4	8	1	2	9	5	7	3
7	2	9	5	4	3	8	6	1
5	8	3	4	6	1	7	9	2
1	9	7	2	3	5	6	8	4
4	6	2	9	7	8	1	3	5

Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037

Publicité
Présidente : Laurence Bonicalzi Bridier
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26
L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France Montpellier (« Midi Libre »)
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Ecolabel européen sous le N°FI/37/001. Eutrophisation : Ptot = 0,009 kg/tourne de papier

Le luxe se recycle

La pandémie et la conscience écologique sont passées par là : de Vuitton à Armani, en passant par Maison Margiela, tous se mettent à créer du neuf avec du vieux. Et à le revendre

MODE
I'm saying yes to recycling»: tel est le slogan qu'arboraient, sur leurs vêtements conçus à partir de «matériaux régénérés», les mannequins du défilé Emporio Armani organisé à Milan en janvier, avant le début de la pandémie. La crise due au Covid-19 semble avoir conforté le designer italien Giorgio Armani dans son choix d'une mode dite «durable», lui qui, dans une lettre ouverte (publiée dans le *Women's Wear Daily*, le 3 avril) s'était insurgé contre le «gaspillage» de la mode, sa surproduction et le rythme des collections devenu «criminel».

Dans le milieu du luxe, il n'est pas le seul à faire évoluer son discours. Louis Vuitton ose aussi, pour la première fois, l'«upcycling» (redonner vie à un vêtement déjà existant en le métamorphosant) : la collection masculine printemps-été 2021 comprendra ainsi 25 looks créés à partir de matières existantes (puisées dans les stocks ou dans des surplus de matières), 25 looks issus de collections précédentes et des pièces totalement upcyclées comme, par exemple, des sneakers montantes de l'été 2019 transformées en baskets basses par le directeur artistique Virgil Abloh.

Faire du neuf avec du vieux et le dire, dans un milieu habitué à proposer des nouveautés plus que de raison : voici le nouveau visage du luxe à l'ère pandémique, à l'apparence moins culpabilisante. Chez Gucci, on recycle aussi et on le fait savoir, avec «Off

the grid», la collection mixte d'accessoires et de prêt-à-porter, présentée en juin, totalement conçue en économie circulaire. Ici comme chez Vuitton ou Armani, les prix de ces pièces recyclées restent les mêmes que ceux des pièces classiques, pas de rabais en vue.

Défiées par des marques émergentes qui pratiquent l'upcycling depuis déjà plusieurs saisons – Marine Serre, Germanier, Duran Lantink, par exemple –, les marques de luxe prennent donc le tournant de l'économie circulaire, encouragées par la crise sanitaire mais aussi contraintes par la loi du 10 février relative à la lutte contre le gaspillage, interdisant la destruction des invendus non alimentaires à partir de 2022. En 2018, Burberry faisait scandale en annonçant, dans son rapport annuel, avoir détruit des produits d'une valeur totale de 28 millions de livres pour «protéger sa marque». Dans le luxe, cette pratique était alors répandue pour éviter l'écoulement des stocks à bas prix. Deux ans après, les choses ont enfin changé.

De la «régénération»

Mais si les Marine Serre & co ont rendu le concept d'upcycling désirable, l'enjeu pour le luxe est complexe. L'aspect «bout de ficelle» et recyclage de «déchet» est à première vue peu compatible avec l'idée de vêtement haut de gamme. «Dans le discours des marques, plutôt que de parler de «vêtements recyclés» ou de «déchets réemployés», on utilise les expressions plus suggestives de «régénération», «anoblisse-



Jane Fonda, pour la présentation de la collection capsule «Off the grid», de Gucci. GUCCI

ment», «seconde vie». C'est une rhétorique plus compatible avec l'image stéréotypée d'une mode dite «luxueuse», réputée pour s'approvisionner en matériaux d'excellence, façonnés de manière innovante» souligne Marie Schiele, philosophe, spécialiste de la mode.

Communiquer sur ces sujets-là, qui impactent directement les processus de création et de fabrication, est nouveau dans le milieu. «S'engager, c'est s'exposer. Pour les marques, prendre la parole sur l'économie circulaire, c'est

prendre le risque de s'autopiéger. Les gens vous attendent ensuite au tournant, vous ne pouvez plus faire marche arrière», souligne Elisabeth Laville, fondatrice du cabinet Utopies, spécialisé en développement durable.

John Galliano, connu pour son exubérance, incarne bien ce virage du luxe. Celui qui officie désormais chez Maison Margiela n'hésite pas à faire la pub de l'upcycling, avec sa voix de storyteller entrecoupée de rires caustiques, dans le podcast de la Maison «The Memory of... With John Galliano».

«Espérons qu'il ne s'agisse pas simplement d'une manière d'écouler les stocks du Covid...»

ÉLISABETH LAVILLE
cabinet Utopies

D'humeur spirituelle, il annonce qu'est venu le temps de «créer avec une conscience».

Dans la collection automne-hiver 2020-2021, il a introduit le concept de «Recicla», chinant des pièces dans des friperies pour ensuite les restaurer ou les transformer. Des pièces vendues en édition limitée, dotées d'une étiquette indiquant leur provenance et leur époque d'origine (et à des prix plus élevés que les pièces classiques). On trouve des manteaux transformés en cols, des sacs en osier restaurés, mais aussi des bottes Tabi fabriquées à partir de chutes de cuir.

La ligne «petit h», précurseur

«C'est un retour aux valeurs, aux principes, à ce en quoi nous croyons», indique le designer. «Le changement se situe sur le plan des valeurs de la mode, c'est-à-dire des représentations véhiculées par le milieu : humilité, sobriété, mise en lumière de matériaux moins nobles, revalorisés par une démarche artistique, sont désormais de mise», souligne Marie Schiele. Dès 2010, précurseur et à contre-courant de la tendance, Hermès lançait sa ligne «petit h» petits accessoires ou objets décoratifs créés à partir du reliquat des ateliers.

Jusqu'alors discret sur les problématiques environnementales, le label Y/Project a aussi dévoilé en juillet sa ligne écologique Evergreen comprenant 16 pièces iconiques du vestiaire de la marque, piochées dans les collections passées et réinterprétées. «Les marques de luxe ont un rôle primordial à jouer sur ce terrain-là. Elles ont le pouvoir de dire quel est le fondement de la nouvelle distinction sociale, de porter des valeurs éthiques et de les rendre désirables», poursuit Elisabeth Laville.

Ce mouvement ne semble pas pour autant s'accompagner d'un ralentissement du rythme des collections. Covid-19 ou pas, la vie continue avec des défilés ou des présentations désormais virtuelles. «A ce jour, seulement 1 % des vêtements est recyclé, avec une production globale qui augmente de 4 à 5 % par an. Si on ne traite pas le problème de fond, à savoir la dictature du rythme des collections, ces initiatives resteront un leurre. Ces collections dites «recyclées» s'accompagnent-elles du message : acheter moins ? Pas vraiment. Espérons qu'il ne s'agisse pas simplement d'une manière d'écouler les stocks du Covid... Il s'agit d'intégrer le recyclage dans une démarche plus large de changement de modèle économique», poursuit Elisabeth Laville. Une démarche qui implique de produire moins. ■

S. AB. SOPHIE ABRIAT

Rien ne se jette, tout se répare

DEPUIS LE DÉCONFINEMENT, la vie a progressivement repris dans les Repair Cafés où l'on vient réparer toute sorte d'objets aux côtés d'experts bénévoles. Ils sont déjà plus de 340 en France et leur nombre ne cesse d'augmenter. En 2019, dans le top 10 des objets les plus réparés, on trouvait en premier lieu les machines à café, juste après les pantalons, un peu plus loin, les machines à coudre puis les manteaux. Une pratique de la réparation que les marques de mode sont aussi de plus en plus nombreuses à proposer.

Fin juin, Veja, marque de baskets écologiques, a ouvert un laboratoire test au sein de l'écosystème Darwin, à Bordeaux. «Notre atelier de cordonnerie peut réparer toutes les sneakers à moindre coût afin d'inciter les clients à garder le plus longtemps possible leurs paires. Celles qui sont trop en mauvais état sont collectées puis recyclées. Nous observons la réaction des gens : elle est incroyable, beaucoup de monde vient visiter, réparer ses chaus-

sures et même simplement discuter. On nous demande d'ouvrir des ateliers de cordonnerie partout : de Roubaix à Berlin en passant par New York» détaille Sébastien Kopp, cofondateur de la marque qui voit dans ce projet se dessiner «le magasin du futur». On y trouve aussi des baskets comportant de très légers défauts à prix réduits et des paires d'anciennes collections.

La fin de l'obsolescence programmée
Précurseur du «achetez moins, réparez plus», Patagonia est cité en exemple par tous les spécialistes du développement durable. Sur son site, la marque de vêtements outdoor propose de nombreux tutoriels d'entretien pour réparer soi-même ses vêtements, elle prend également en charge «la réparation de tout dommage dû à l'usure pour une somme modique» car ses vêtements disposent d'une garantie absolue. «Sur les réseaux sociaux, des hashtags comme #repairclothes, #visiblemending (raccommodage ap-

parent) ou #slowstitching (slow couture) sont en augmentation ces derniers mois, tout comme #notbuyingnew (ne rien acheter de nouveau) (+ 15 % sur les quatre derniers mois). Ce sont encore des conversations de niche mais elles se développent rapidement. Investir le sujet de la réparation pour les marques, c'est une manière de se mettre au diapason de ces nouvelles aspirations écologiques», souligne Sarah Laurier, analyste mode pour Linkfluence, spécialiste de la veille et de l'analyse des contenus en ligne.

Du côté du luxe, les services de réparation existent depuis longtemps mais les marques communiquaient peu sur ce sujet. Chez Weston, depuis l'arrivée d'Olivier Saillard à la tête de la direction artistique en 2018, la restauration des souliers fait partie intégrante du discours de la Maison. «Nous réparons entre 10 000 et 12 000 paires par an», fait-elle savoir. En février, pendant la Fashion Week de Londres, le maroquinier Mulberry

a lancé son opération «Made to Last» pour faire la promotion de son atelier de réparation situé au cœur de Somerset capable de «réparer, reconstruire, restaurer, rénover» tous les sacs griffés de la maison. L'argument de la durabilité permet de contrebalancer la mauvaise image dont souffre la production de cuir, grande consommatrice d'eau et utilisatrice du chrome pour assouplir les peaux. «Dans la course à l'écoresponsabilité, l'argument de la réparation est imparable», souligne Alexia Tronel, consultante en développement durable au sein de l'agence GET REAL. Il dit en substance : la méthode la plus sûre pour réduire l'empreinte carbone consiste à fabriquer des produits qui durent indéfiniment. La réparation est un pied de nez à l'obsolescence programmée dans la mode : c'est la fin du bas en Nylon créé pour être filable. Et le début d'un nouveau lien durable avec les objets de mode ? ■

UNE RENTRÉE SCOLAIRE INÉDITE

Elèves et enseignants retrouvent leurs établissements sous la contrainte du protocole sanitaire de prévention anti-Covid

Jean-Baptiste Labrune La priorité absolue est de réapprendre à nos élèves à vivre en groupe

Les évaluations « diagnostiques », annoncées par le ministre Jean-Michel Blanquer, ne sont pas nécessaires, estime l’enseignant. Selon lui, les élèves auront surtout besoin de l’ouverture et de la diversité qu’offre l’école

Parents, professeurs et collectivités locales ont dû patienter jusqu’au dernier moment, mais le cadre général du protocole sanitaire en milieu scolaire est enfin connu. Il reste maintenant quelques jours à la communauté éducative pour organiser l’accueil des élèves dans ces conditions si étranges : port du masque obligatoire pour les adultes, fin des échanges entre les classes pour éviter le brassage des enfants, limitation maximale de l’accueil des parents... Si chacun retrouvera bientôt physiquement l’école – et il faut s’en réjouir –, nous allons devoir repenser profondément nos pratiques de travail en classe. Une fois de plus, les enseignants s’adapteront pour assurer la « continuité pédagogique ».

Déjà au printemps, l’écrasante majorité des professeurs a redoublé de dévouement et d’inventivité pour accompagner au mieux les usagers de l’école. Celles et ceux qui ne s’occupaient pas des enfants de soignants, de policiers, de pompiers ou de caissiers élaboraient à distance des projets numériques motivants et s’efforçaient de maintenir un lien téléphonique avec chaque élève ; tandis que le ministère, entre deux injonctions contradictoires, bricolait des plates-formes

bancales bientôt saturées de connexions. Jean-Michel Blanquer le sait très bien : durant le confinement, l’institution scolaire n’a tenu que grâce aux enseignants. Alors, pour cette rentrée de septembre, le ministre de l’éducation nationale veut montrer que cette fois, « tout est prêt ». Il annonce dans sa circulaire de rentrée un objectif clair, ferme et rassembleur : la priorité absolue est de consolider les apprentissages des élèves en identifiant leurs besoins, et ce au moyen d’« outils de positionnement » en ligne, mis au point par le ministère pour tous les niveaux, du CP à la troisième.

L’ambition est louable, et la formulation à même d’attirer les pédagogues que nous sommes, toujours friands d’un nouveau vocable jargonnant – mais derrière ces « outils de positionnement » ne se cache en fait qu’une simple batterie d’exercices tels qu’on peut en trouver dans n’importe quel manuel.

Voici donc comment M. Blanquer a anticipé la rentrée : il n’a pas obtenu de fonds de soutien aux collectivités locales pour la dotation en masques des élèves de collège et de lycée, ni l’installation de distributeur de gel hydroalcoolique ou de lavabos supplémentaires dans les établissements ; non, il a demandé à ses

équipes de concocter des évaluations « diagnostiques » nationales – écrites et individuelles, évidemment.

Mettons-nous un instant à la place de nos élèves, de nos enfants. Ils sont restés coincés plusieurs mois dans des appartements exigus, parfois sans livres ni connexion Internet. Comme nous, ils ont été touchés par l’ennui, le désœuvrement, la maladie, le deuil. Ils ont connu, eux aussi, l’affolement général ; ils ont senti vaciller les certitudes des adultes.

Aujourd’hui, enfin, ils peuvent retrouver l’école. Le lieu où ils échappent un peu aux soucis familiaux, où ils se confrontent à d’autres croyances, d’autres convictions, où ils apprennent à s’entendre et se disputer. Où ils ont le droit de se tromper – et le devoir de recommencer. Enfin, ils renouent avec l’espoir quotidien de s’arracher à soi-même pour apprendre. Ils

VOULONS-NOUS LEUR OFFRIR UNE SEMAINE DE REPRISE JALONNÉE DE TESTS FROIDS QUI LES METTRONT D’EMBLÉE FACE À LEURS LACUNES, LEURS ÉCHECS ?

passent les portes de l’édifice, se rangent dans la cour – ce visage, sous le masque, est-il celui de la nouvelle maîtresse ? Puis s’installent en classe, un peu inquiets tout de même, comme à chaque rentrée. C’est alors que nous leur posons sous le nez une feuille de contrôle. « A compléter seul et en silence. Répondez à toutes les questions. Vous avez trente minutes. »

Est-ce là le retour à l’école que nous souhaitons ? Voulons-nous offrir à nos élèves une semaine de reprise jalonnée de tests froids qui les mettront face à leurs ignorances, leurs lacunes, leurs échecs ? Désirons-nous proposer aux parents des retrouvailles aux allures de concours généralisé, alors même que leur confiance en l’institution est déjà ébranlée ?

L’obsession de la performance
L’affection de Jean-Michel Blanquer pour l’évaluation formatée n’est un secret pour personne depuis l’instauration d’une double salve de tests nationaux en CP et l’examen désormais perpétuel du baccalauréat. Depuis sa nomination à l’éducation nationale, le ministre n’a cessé de poursuivre une obsession de vitesse et de performance. Mais nos élèves, nos enfants, ne sont ni des machines ni des cerveaux vierges. On ne peut prétendre jauger leurs acquis à la seule lumière d’une série de contrôles écrits uniformisés. La capacité à évaluer nos élèves est le cœur de notre métier d’enseignant – et la clé de voûte de notre liberté pédagogique. C’est parce que nous ne nous limitons pas à mesurer une poignée d’items binaires, parce que nous cherchons à comprendre les enfants à travers toutes leurs facettes,

que nous pouvons réellement prendre la mesure de leurs besoins pédagogiques et nous y adapter.

Bien sûr, nous détecterons précisément leurs faiblesses : la lettre tracée dans le mauvais sens et les confusions de sons, nous les verrons affleurer à travers l’étude d’un poème qu’ils écouteront, liront, aimeront, interpréteront. A l’occasion d’un jeu sportif, nous devinerons l’embarras à s’orienter dans l’espace ; puis, au moment du décompte des points, l’instabilité du répertoire additif. C’est notre métier.

Si l’évaluation est nécessaire au guidage de l’enseignement et à la remédiation des difficultés d’apprentissage, elle ne consiste pas à planter ses élèves devant une feuille. Cela est d’autant plus vrai aujourd’hui que la véritable priorité est de réapprendre à nos élèves à vivre en groupe. Car ils auront oublié ce que c’est de passer une journée à vingt-cinq ou trente dans une salle de classe. De devoir partager avec d’autres la parole, une table, un travail, un repas. De s’adresser à un adulte qui n’est pas un proche – qui a d’autres attentes, d’autres exigences. L’urgence, c’est d’être ensemble. ■

Jean-Baptiste Labrune est professeur des écoles en Réseau d’éducation prioritaire à Paris, et l’auteur de « Et père et maître, retrouver l’école », à paraître le 2 septembre aux éditions Flammarion (224 p., 18 €)

Remédier aux fortes inégalités territoriales de l’offre numérique

Formation des enseignants et matériel différent selon les collectivités, notent le mathématicien Jean-François Chesné et la sociologue Nathalie Mons

Alors que la rentrée scolaire 2020 se prépare sous haute vigilance sanitaire, l’enseignement à distance se réinvente dans les débats. Avec une possible deuxième vague du virus, le téléenseignement pourrait être de nouveau nécessaire, au moins sous une forme « hybride » mêlant présentiel et apprentissage à distance. Des éléments de réflexion sont donc indispensables pour améliorer les pratiques.

L’une des leçons du confinement est la mise en évidence des disparités d’origine sociale. Les élèves les plus défavorisés ont été désavantagés lorsque le téléenseignement a été mis en place. Mais ces inégalités liées au milieu familial se doublent aussi, sur certains territoires, d’inégalités territoriales scolaires, notamment dans l’enseignement primaire.

Si l’apprentissage à distance dépend des conditions de logement, des outils informatiques et de l’accès Internet disponible à la maison, il questionne aussi l’équipement des établissements scolaires. À la fois parce qu’en cas de crise, ceux-ci peuvent mettre à disposition des élèves le plus défavorisés leur parc d’ordinateurs (surtout s’il est constitué de portables), mais aussi parce que l’équipement de l’école conditionne, avant même la survenance de la crise, les pratiques pédagogiques numériques au quotidien.

Or si les statistiques de l’Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) relatives aux équipements informatiques des lycées ne font pas apparaître un manque de matériel, il n’en est pas de même pour les collèges et les écoles. Selon l’enquête Talis menée par l’OCDE en 2018, 30 % des principaux de collège et 57 % des directeurs d’école déplorent un équipement numérique insuffisant pour assurer un enseignement de qualité. La France est aussi marquée par la faiblesse du parc d’ordinateurs portables mobilisables en cas de crise, contrairement au Danemark, à la Norvège ou encore à la Suède, où 90 % des ordinateurs sont des portables.

Comment en arrive-t-on à cette situation ? En France, l’équipement numérique est une compé-

tence des collectivités territoriales, les communes équipent les écoles, les départements les collèges et les régions les lycées. Or si les puissantes régions et les départements les plus riches peuvent subvenir aux investissements nécessaires au numérique éducatif, les dépenses des communes pour le numérique présentent de fortes inégalités territoriales, comme l’a montré un rapport de 2019 du laboratoire Techné (Laboratoire de recherche en technologies numériques pour l’éducation de l’université de Poitiers). En effet, selon leur taille, leur richesse économique et donc leurs ressources, les collectivités peuvent plus ou moins investir dans le numérique éducatif.

Les élèves défavorisés, en milieu urbain mais aussi rural, subissent alors, sur certains territoires, une double peine : un handicap social familial, et une école qui renforce cet écosystème informatique peu favorable aux apprentissages par et dans le numérique. Une vigilance particulière devra être apportée à ces possibles inégalités territoriales, notamment en termes d’équipement informatique. Les solutions pour compenser ces déséquilibres pourraient passer par des cahiers des charges précis, pour offrir aux écoles les plus défavorisées et à leurs élèves les mêmes services éducatifs numériques, et par des actions de péréquation

pour faire jouer la solidarité entre collectivités riches et pauvres.

L’autre leçon à tirer du confinement, c’est que la présence d’un équipement ne suffit pas à faire évoluer positivement les pratiques pédagogiques. L’accompagnement et la formation des enseignants sont centraux. Or sur ce point, les enseignants français sont à la peine par rapport aux autres pays de l’OCDE. Selon l’enquête Talis 2018, seuls 16 % des enseignants du premier degré et 29 % d’enseignants de collège s’estiment bien ou très bien préparés à l’utilisation du numérique, et ces insuffisances ne sont pas compensées par la formation continue.

Mobilisation sur le terrain
Une étude menée en janvier par le Centre national d’étude des systèmes scolaires (Cnesco), dont l’ensemble des résultats seront révélés à l’automne, montre, à travers un questionnaire envoyé aux parents (plus de 2000 répondants), que 70 % des élèves du second degré ont eu au moins un contact hebdomadaire avec l’équipe pédagogique. Les plates-formes numériques scolaires (ENT) se sont révélées être un investissement crucial. Dans 80 % des cas, elles ont été mobilisées pour les échanges entre les enseignants, les élèves et leurs familles. Le ministère (sa direction du numérique, le CNED, les inspections générales et territoriales, les

académies) a aussi fait feu de tout bois pour mettre en place, dans l’urgence, les outils, formations accélérées ou ressources nécessaires. Sur le terrain, nombre d’enseignants, chefs d’établissements, inspecteurs se sont fortement mobilisés dans des conditions parfois difficiles, comme dans les établissements de l’éducation prioritaire. Mais l’enquête du Cnesco montre que ce sont davantage des enseignants aguerris, à titre individuel, ou travaillant en réseau de pairs, qui se sont engagés dans les nouvelles pratiques, plutôt que des collectifs d’établissement. Au regard de ces résultats, nous ne pouvons être étonnés de la très grande hétérogénéité des pratiques pédagogiques pendant le confinement. Après avoir inscrit les compétences numériques dans les programmes scolaires, il est donc urgent désormais de former et d’accompagner les enseignants.

Nos regards doivent se porter sur les pionniers, qui nous distancent aujourd’hui largement grâce à une mobilisation continue depuis deux décennies sur le front du numérique. Alors qu’en France, les professeurs découvraient à peine les classes virtuelles, l’Estonie, par exemple, petit pays vitrine du numérique éducatif, a réussi à grimper toutes les marches du palmarès PISA de l’OCDE (Programme international pour le suivi des acquis des élèves). Les

professeurs y sont formés au numérique et l’intègrent au quotidien dans leur enseignement. Les éditeurs y ont l’obligation légale de distribuer leurs manuels scolaires à la fois aux formats papier et numérique. Durant le confinement, l’attention a été particulièrement portée, dans ce pays, au bien-être des élèves. Grâce au maintien du lien social à travers l’école, l’enseignement à distance a constitué un atout et non un handicap supplémentaire pour les familles les plus défavorisées.

Le numérique n’est certes pas la solution magique pour améliorer les apprentissages mais le faire entrer pleinement dans les usages pédagogiques quotidiens s’avère désormais nécessaire, alors que la France est largement dépassée, en ce domaine, par nombre de pays de l’OCDE. ■

Jean-François Chesné est docteur en didactique des mathématiques et coordinateur du Centre national d’étude des systèmes scolaires (Cnesco) ; Nathalie Mons est sociologue, professeure au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), où elle est titulaire de la chaire Evaluation des politiques publiques d’éducation



SERGIO AQUINDO

Françoise Cahen Pour une politique éducative ambitieuse en matière d'égalité filles-garçons

Déclaré « grande cause du quinquennat », le sujet est relégué au second plan, selon la professeure, à l'initiative en 2016 d'une pétition pour donner leur place aux femmes dans les manuels scolaires

Cet été, des revendications féministes ont été critiquées, voire taxées d'extrémisme, par des femmes qui ont une certaine aura politique et intellectuelle – comme Anne Hidalgo ou Mazarine Pingeot. L'arrivée de nouveaux ministres « pas très #metoo » n'a pas envoyé non plus de signaux favorables. Si les discours antiféministes semblent de bon ton, nous pouvons nous faire quelques soucis pour le chantier de l'égalité à l'école, qui reste bien fragile, souvent relégué au second plan avec d'autres sujets d'éducation transversaux, quand il n'est pas réduit à des discours symboliques, ou à un saupoudrage superficiel de jolis projets décoratifs.

Alors qu'officiellement l'égalité entre femmes et hommes est une « grande cause du quinquennat » [campagne lancée par Emmanuel Macron en novembre 2017], nous sommes toujours confrontés, à l'école, à des réalités alarmantes : effacement des filles à l'oral, échec scolaire des garçons, présence trop timide du matrimoine dans la culture scolaire, orientations genrées de façon caricaturale, discrétion de l'éducation à la sexualité... Nous attendons toujours les mesures concrètes et les gestes pédagogiques à tous les niveaux, dans toutes les disciplines, qui marqueraient une politique réellement engagée, cohérente et ambitieuse en matière d'éducation à l'égalité filles-garçons.

Lorsque j'ai lancé la pétition pour donner leur place aux femmes dans les programmes de littérature en terminale, il y a quatre ans, je n'avais jamais vu une seule autrice dans les programmes, en quinze ans d'enseignement. Depuis, quelques progrès ont été accomplis, après l'intervention de la ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem. On se souvient de l'arrivée très commentée de M^{me} de La Fayette au programme de terminale, consi-

dérée comme une révolution, alors qu'elle est un symbole de la littérature classique !

Des changements ont eu lieu dans les sujets d'examens ou de concours. De nouveaux manuels ont été publiés et les femmes importantes de la littérature, de Christine de Pizan (au Moyen Âge) à Annie Ernaux, sont davantage représentées chez les éditeurs scolaires. Dans l'enseignement de l'histoire, une démarche comparable est en cours, avec des élèves qui citent davantage Manon Roland (1754-1793) ou Olympe de Gouges (1748-1793) quand ils parlent de la Révolution française.

Des efforts insuffisants

Mais ces efforts concernant l'inclusion du matrimoine dans la culture scolaire restent insuffisants et doivent être poursuivis. En français, seuls des noms déjà célèbres, comme ceux de M^{me} de La Fayette et de Marguerite Yourcenar, au programme de 1^{re}, semblent dignes d'être intégrés dans le canon littéraire. Combien sont-elles, dans les fonds numériques de Gallica [la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France], qui ont été rayées injustement de l'histoire de la littérature, comme Marie-

Anne Robert, qui a pratiquement inventé la science-fiction au XVIII^e siècle, ou Catherine Bernard, première femme à avoir écrit une tragédie jouée à la Comédie-Française, plagée par Voltaire avant d'être oubliée ?

Cette année, aux concours de recrutement des enseignants ou de grandes écoles, les oraux ont été supprimés, et les candidats recrutés d'après leurs résultats à l'écrit. Le verdict est sans appel : sans l'oral, la proportion de filles entrant à l'Ecole nationale supérieure (ENS) en lettres passe de 55 % à 70 %. Ces chiffres en disent long, à la fois sur les biais de recrutement des jurys d'oral, et sur la perte de confiance des femmes au moment de prendre la parole. En amont, rien n'est fait pour favoriser l'éloquence des filles à l'école. A l'heure du grand oral, c'est encore un impensé de notre système.

Un impensé de notre système

Le travail à mener concernant l'orientation dans les études est également énorme : ainsi, la spécialité numérique et sciences informatiques (NSI) sur tout le territoire français à la rentrée 2019-2020 ne comprenait que 17 % de filles. C'est anormal. La société numérique ne peut pas se faire sans les femmes.

A l'inverse, l'échec scolaire des garçons reste tabou : dans l'académie de Créteil, le taux de réussite au brevet des filles dans l'enseignement public, depuis 2015, est supérieur de 10 points environ à celui des garçons et, dans certains collèges, ce décalage peut atteindre plus de 35 points. Les sociologues mettent en avant les difficultés de lecture de certains garçons, celle-ci étant considérée comme une activité plutôt féminine. Il n'existe pour l'instant pas de dispositifs concrets, déployés à grande échelle, pour modifier ces représentations : il est urgent de les imaginer et de les mettre en place.

Les grands chantiers de l'égalité

filles-hommes à l'école sont nombreux. Des initiatives de bonne volonté existent : on organise ici une « semaine de l'égalité », là un concours contre les violences faites aux femmes...

Certaines écoles repensent l'espace scolaire en étudiant la place des garçons et des filles dans la cour de récréation avant de la réorganiser avec les élèves. Le Centre Hubertine-Auclert (installé à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis) soutient des projets ponctuels menés par des enseignants. Des recherches universitaires comme celles de Christine Planté contribuent à réhabiliter les figures féminines des siècles passés. L'association Le Deuxième Texte organise chaque année le concours #jelalis, qui valorise les projets scolaires concernant des œuvres de femmes méconnues, ainsi que des journées consacrées à la visibilité des femmes sur Wikipédia : seulement 16 % des biographies sur le Web francophone sont consacrées à des femmes.

Mais ces projets dispersés reposent sur les bonnes volontés locales. Leur déploiement n'est pas organisé à plus grande échelle. Les formations des enseignants sur le sujet sont encore trop rares. Cesse-t-on enfin de limiter l'égalité filles-garçons dans l'éducation à de beaux laïus de principe, aussi creux qu'inefficaces ? L'éducation nationale doit impérativement se donner les moyens d'une politique plus ambitieuse : c'est à l'école que se construit l'égalité hommes-femmes de demain. ■

Françoise Cahen, professeure agrégée de lettres au lycée d'Alfortville (Val-de-Marne), est à l'origine de deux pétitions, en 2016 et 2017 : sur la place des écrivaines dans les manuels scolaires et au programme de l'agrégation

LIVRES

L'ÉCOLE ET LA DÉMOCRATIE

Faut-il que la démocratie soit perçue comme menacée et que cette menace conduise à s'interroger sur le rôle de l'école pour que, sans concertation entre leurs auteurs et éditeurs, deux titres importants parmi les livres éducation de cette rentrée y fassent référence en des termes presque identiques ? Les sociologues François Dubet et Marie Duru-Bellat signent, au Seuil, *L'école peut-elle sauver la démocratie ?*, tandis que Philippe Meirieu, chercheur en sciences de l'éducation mais qui préfère se définir comme « pédagogue », publie chez Autrement *Ce que l'école peut encore pour la démocratie*.

Les deux ouvrages participent donc d'une même angoisse, celle-ci s'exprimant dans des registres différents : plus tourné vers l'analyse des processus institutionnels dans le cas des sociologues, davantage focalisé sur les relations humaines et l'univers des classes dans celui du pédagogue. Ces auteurs ne sont pas neutres : situés clairement à gauche, ils sont aussi engagés dans le débat éducatif, étiquetés comme « pédagogistes » par leurs détracteurs pour dénoncer de supposées dérives de la pédagogie, au détriment de la transmission des savoirs. Vieille querelle.

Leur point commun le plus saillant est qu'ils concluent leur propos en se prononçant en faveur de changements profonds des politiques scolaires, contre l'esprit de concurrence et dans le sens d'une recherche du « commun », celle-ci devant passer par une beaucoup plus forte attention consacrée aux élèves les plus faibles ; ceux que François Dubet, depuis des années, désigne comme les « vaincus de la compétition scolaire ». Lui et Marie Duru-Bellat analysent les promesses non tenues – ou trop partiellement – de la massification scolaire, à commencer par la promesse de justice. Ils appellent à batailler contre les inégalités scolaires en modifiant un système éducatif dont l'histoire et les mythes mobilisateurs sont écrits par les vainqueurs. Ces derniers, dont la réussite est majoritairement inscrite dans leur origine sociale, peuvent se persuader d'être une fois pour toutes « les meilleurs » sans que leur mérite réel ne soit jamais mesuré.

Il ne s'agit pas pour les deux sociologues de nier la valeur ni la nécessité de l'effort individuel mais de mettre en lumière le fonctionnement biaisé du « modèle de l'égalité des chances méritocratique » et ses conséquences néfastes, notamment en termes de séparatisme social. Les perdants intériorisent leur défaite comme venant d'eux-mêmes mais, dès l'école, n'en restent pas moins amers, surtout lorsqu'ils constatent que le diplôme des « sachants » n'est pas forcément une garantie de compétence dans la conduite des affaires de la cité.

Ils considèrent que leurs propres efforts, fournis ensuite dans la vie active, ne sont pas récompensés, et leur ressentiment est un des facteurs qui menacent aujourd'hui la cohésion sociale, comme l'illustrent le mouvement des « gilets jaunes » et, plus largement, la défiance croissante envers les institutions, voire envers les valeurs démocratiques elles-mêmes.

« L'école du commun »

Leur plaidoyer pour que l'école « donne la priorité aux élèves les plus faibles et les moins favorisés » fait écho avec le propos de Philippe Meirieu sur la nécessité de « faire avec » ce qu'il décrit comme « la résistance des êtres aux savoirs qu'on leur propose et la résistance des savoirs à se livrer aux êtres qui les approchent ». Mais c'est pour s'interroger aussitôt sur le fait qu'il énonce ainsi un lieu commun, difficilement contestable, et qui ne manquera pas d'attirer les quolibets des « esprits forts ». En matière de moqueries et de caricatures de sa pensée, Philippe Meirieu a carton plein depuis des lustres, mais c'est la première fois qu'il trouve pour y faire face un ton à fois fataliste, amusé et serein.

Son livre est très particulier, composite, tenant à la fois de l'essai, du texte militant, du récit de son parcours, des anecdotes d'enseignement et de la conversation. L'auteur y revisite, mais toujours en les rattachant à l'actualité, sa play-list des pédagogues historiques : de Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827) à Célestin Freinet (1896-1966) et bien d'autres. Au passage, il explique pourquoi la pédagogie de Maria Montessori (1870-1952), plus centrée sur l'individu que sur le groupe, est aujourd'hui portée aux nues par ceux-là mêmes qui déniaient tout intérêt aux autres traditions pédagogiques.

Réaffirmant le « principe régulateur » de « l'éducabilité de tous » qui anime les pédagogues, en tension constante avec l'autre principe que l'on ne peut contraindre personne à apprendre contre son gré, il récusé l'idée que l'éducation serait assimilable à une quelconque fabrication standardisée et pourrait être une affaire d'algorithmes. La partie la plus originale du livre est celle où il assigne la pédagogie à plus de modestie et la définit comme « réfractaire aux grandes synthèses exhaustives ». Il n'écrit donc pas, pour ce qui le concerne, de « traité ». Plaidant pour « l'école du commun », seule à même d'aider la démocratie en difficulté, il la voit comme l'amorce d'« un monde où le désir d'apprendre est plus fort que celui de posséder, où l'entraide et la coopération l'emportent sur la concurrence et la rivalité, où une parole commune parvient à émerger du tumulte ». Mais pour cela, conclut-il, « je crains, les amis, qu'il faille faire vite ». ■

LUC CÉDELLE



L'ÉCOLE PEUT-ELLE SAUVER LA DÉMOCRATIE ?
de François Dubet et Marie Duru-Bellat
Seuil, 240 p., 17 €



CE QUE L'ÉCOLE PEUT ENCORE POUR LA DÉMOCRATIE
de Philippe Meirieu
Autrement, 280 p., 19,90 €



ÉCONOMIE | CHRONIQUE
PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Le « doux commerce » avec la Chine

C’était en 2011, autant dire il y a une éternité au rythme où va la Chine. Le PDG de Schneider Electric, Jean-Pascal Tricoire, créait la surprise en annonçant l’installation à Hongkong d’une partie de son comité exécutif et de sa famille. Le plus « chinois » des patrons français se rapprochait d’un marché en forte croissance et comblait ses goûts de fin connaisseur de l’empire du Milieu. Il n’était pas allé jusqu’à poser ses valises à Pékin ou Shanghai pour échapper, confiait-on, aux « grandes oreilles » des autorités. Les plus optimistes croyaient alors que le pays se plierait aux règles du libre-échange de l’Organisation mondiale du commerce, où elle avait été admise dix ans plus tôt ; et que l’économie (même socialiste) de marché entraînerait une démocratisation du régime.

Dix ans ont passé, et les « grandes oreilles » risquent de rattraper M. Tricoire, qui n’a pas fait beaucoup d’émules. Depuis son accession au pouvoir suprême, en 2012, Xi Jinping a balayé tout espoir d’assouplissement politique et d’une plus large ouverture économique. En juillet, le président chinois a fait passer sous le joug de la loi de sécurité nationale l’ancienne colonie britannique, théoriquement protégée par la règle d’« un pays, deux systèmes » jusqu’en 2047. Après les vingt premières années de l’ère Deng Xiaoping, les entreprises étrangères ont vu les exigences de la Chine se durcir à mesure qu’elle rattrapait son retard technologique. Le secteur étatique conserve un poids écrasant, notamment dans les industries stratégiques (défense, énergie, naval, aéronautique...).

Depuis plusieurs mois, les mauvais signaux s’accumulent pour les entreprises dans la deuxième puissance économique mondiale. Le contexte global a de quoi inquiéter. Aux dissimulations de l’épidémie de Covid-19 en novembre-janvier, qui nourrissent une défiance croissante, et à la mise au pas de Hongkong s’ajoutent les menaces sur Taïwan, les prétentions territoriales en mer de Chine méridionale et l’épuration ethnique de la minorité ouïgoure au Xinjiang. Le net durcissement du discours diplomatique et le discrédit systématique de la gouvernance démocratique au nom de la « *nature supérieure du socialisme chinois* » détériore le climat pour les affaires.

Plus directement, des sociétés étrangères sont confrontées à un pillage de données qui va bien au-delà du détournement de brevets, voire à des cyberattaques dans des domaines critiques (aéronautique, santé, énergie, télécoms...), alors que les liens de nombreuses entreprises chinoises avec les organes de sécurité et l’Armée populaire de libération sont avérés. Quant au Parti communiste, il renforce son ancrage jusque dans les coentreprises étrangères, priées de créer des cellules où séances de marxisme, analyse de la pensée de Xi, critiques et autocritiques sont de rigueur. « *La tendance générale est davantage à la préférence nationale qu’à l’ouverture accrue du marché aux entreprises étrangères (...), et au maintien d’un rôle fort du Parti dans*

**LA CHINE
EST LE CENTRE
NÉVRALGIQUE
DES CHÂÎNES DE
VALEUR GLOBALES**

**LES COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES
POURRONT-ELLES
SE DÉVELOPPER
LONGTEMPS DANS
UN TEL ÉCOSYSTÈME ?**

l’économie », souligne la chercheuse et sinologue Alice Ekman dans *Rouge vif, l’idéal communiste chinois* (Ed. de l’Observatoire, 224 pages, 19 euros).

Des politiques et des chefs d’entreprise ont pu croire, après Montequieu, aux effets pacificateurs du « *doux commerce* ». Les tendances à l’œuvre dans l’empire du Milieu disent le contraire et interrogent : les compagnies étrangères pourront-elles vivre et se développer longtemps dans un tel écosystème ? Elles s’y accrochent, car elles doivent au marché chinois une partie de leur bonne fortune, comme L’Oréal, LVMH, Airbus ou Apple. Au fond, pourquoi feraient-elles du zèle quand leurs propres gouvernements protestent et contre-attaquent si mollement ?

« Realekonomik »

Américains et Européens n’ont pas fait tant de manières quand la Russie a annexé la Crimée en 2014 : ils ont illico décrété des sanctions. Il est vrai que la Russie, qui n’exporte que des hydrocarbures et des armes, comme le disait Barack Obama avec dédain, pèse peu dans les échanges commerciaux. A la différence de l’URSS durant la guerre froide, la Chine n’est pas seulement le grand rival stratégique des Etats-Unis, c’est aussi son deuxième partenaire commercial (500 milliards d’euros d’échanges). Et le centre névralgique des chaînes de valeur globales. Ex-conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton a beau le dénoncer, il juge que Pékin « *bénéficie de soutiens complaisants à Washington, à Bruxelles et dans les capitales européennes pour empêcher que des mesures sévères soient prises contre lui* » (*Le Point* du 6 août).

Il ne manque d’ailleurs pas de forums – lancés par Pékin et regroupant des pays asiatiques, africains ou européens – pour tisser des liens économiques au profit de l’empire du Milieu. Ni de comités bilatéraux en tout genre, à l’instar de France-Chine, créé dès 1979, dont les entreprises adhérentes y réalisent 100 milliards d’euros de chiffre d’affaires. Après tout, les échanges franco-chinois pèsent 65 milliards, et 11 % des exportations françaises vont vers la Chine. Le viol du traité international de 1997 sur Hongkong n’émeut guère la communauté des affaires, sinon pour ses retombées économiques.

Patience et longueur de temps... « *Il est trop tôt pour porter un jugement* », réagissait M. Tricoire dans *Les Echos*, fin juillet, affirmant que « *le rôle de Hongkong évoluera* ». Quitter le territoire ? « *L’Asie est devenue la première région pour Schneider, et la Chine le premier marché de cette région, ajoutait-t-il. Plus de 50 % de la population mondiale se trouve dans cette région, qui est la plus dynamique et la plus agile dans l’adoption de nouvelles technologies.* » Ses pairs des multinationales tiennent le même discours, même s’ils commencent à quitter la Chine pour d’autres pays d’Asie-Pacifique. La « *realekonomik* » a encore un bel avenir. Qui est prêt à mourir pour Hongkong, Taïwan ou le Xinjiang ? ■

**RENTRÉE :
SOUTENIR LES
ENSEIGNANTS**

ÉDITORIAL **M**

Une immense responsabilité pèse sur les épaules des enseignants qui assurent à partir de lundi 30 août une rentrée scolaire hors norme. La menace sanitaire, due à la circulation « *exponentielle* » du virus, selon les termes du ministère de la santé, maintient dans le pays un climat anxiogène que l’adoption d’un rigoureux protocole sanitaire ne parvient pas complètement à contrer. Au-delà de 11 ans, les élèves devront, comme les enseignants, porter le masque dans les établissements scolaires.

La règle, conforme aux recommandations de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), ne fait cependant pas consensus, comme en témoigne la récente prise de position d’un collectif de médecins affirmant que « *l’école n’est pas prête* ». Alors

qu’un tiers des parents d’élèves disent avoir peur de remettre leur enfant à l’école, selon un sondage IFOP paru le 23 août dans *Le Journal du dimanche*, la première tâche du corps enseignant sera de se montrer suffisamment rassurant et motivé pour prouver que la reprise de l’école en présentiel, malgré les contraintes qu’elle induit, est non seulement possible mais indispensable, pourvu que les éventuels foyers de contagion soient aussitôt maîtrisés.

Comme tous les pays qui ont dû décréter le confinement au printemps dernier, la France est en effet confrontée à un sujet social majeur : l’école à distance a renforcé les inégalités, non seulement parce qu’une proportion significative d’élèves – estimée entre 4 % et 5 % par le ministère de l’éducation nationale – ont décroché, mais aussi parce que tous ne sont pas égaux face aux outils numériques.

Là où certains, bien équipés et bien formés, ont pu rapidement progresser, au point de pouvoir sauter une classe, d’autres, peu familiers de l’outil, ont accumulé du retard. En pleine acquisition des fondamentaux, ce creusement des écarts risque d’être lourd de conséquences. Le système éducatif français, classé parmi l’un des plus reproducteurs d’inégalités sociales, va devoir démontrer qu’il est armé pour lutter contre la forte hétérogénéité des classes qui va marquer cette rentrée. L’ampleur du défi a poussé Jean-Michel

Blanquer, le ministre de l’éducation nationale, à prôner le retour à l’école dès le mois de juin, ne serait-ce que pour quelques très courtes semaines, afin que le plus grand nombre d’élèves puissent se réacclimater. La très grande majorité des enseignants sont désormais convaincus que la présence physique à l’école est indispensable pour relever le défi.

Des mesures exceptionnelles ont été prises pour tenter de détecter le plus en amont possible les écarts de niveaux, notamment dans les classes charnières. Un volet d’heures supplémentaires a été dégagé pour soutenir l’encadrement. Il est cependant évident que le choc occasionné par la crise épidémique va obliger le système éducatif à muer : le suivi individuel des élèves va devoir être considérablement renforcé, et le rôle des directeurs d’école, auxquels vient d’être versée une prime exceptionnelle, va se révéler de plus en plus important.

L’éducation nationale, dont on a souvent critiqué les pesanteurs, est-elle prête à une telle adaptation ? Il faudra, pour cela, que les enseignants se sentent reconnus et considérés, comme l’a été le personnel soignant au moment du confinement. En prônant un « Grenelle des enseignants » et en annonçant une loi de programmation pluriannuelle comportant un volet de revalorisation salariale, le ministre de l’éducation nationale semble avoir compris l’enjeu. Mais il devra prouver que les moyens suivent. ■



COLLECTION HETZEL

VICTOR HUGO



L’œuvre immortelle et engagée du plus grand de nos écrivains

Une luxueuse collection des œuvres complètes de l’édition Hetzel avec les gravures originales et les ornements au fer à dorer, accompagnée de livrets inédits sur Victor Hugo.



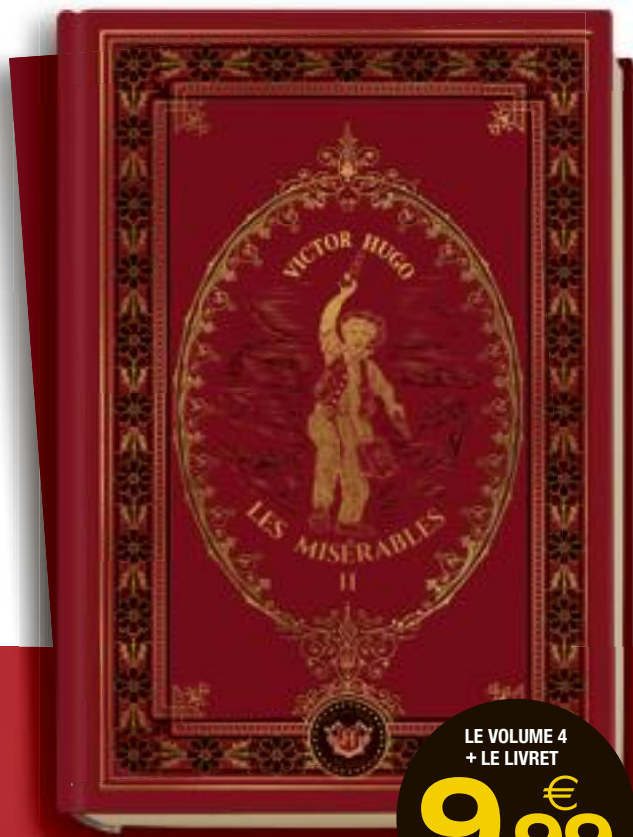
Une collection

Le Monde

présentée par **Érik Orsenna** de l’Académie française

ACTUELLEMENT EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Et dès maintenant sur www.collection-victorhugo.fr



LE VOLUME 4
+ LE LIVRET
9,99 €
SEULEMENT